

**ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET D'ECONOMIE
NUMERIQUE**

ESGEN

**Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de
Master**

Spécialité : Audit et contrôle de gestion

THEME :

**Le management de la qualité au sein des
cabinets d'audit**

ETUDE DE CAS : ERNST & Young

Présenté par :

**Mlle SAAD DJABALLAH
Anfel Darifa**

Encadrant :

**Mr ZAZOUA Djamel
Akram**

Maitre-assistant grade 02

Promotion

Juin 2022

Dédicaces

Ce mémoire ne se limite pas aux efforts que de cette dernière année, mais ce sont des efforts qu'on n'a jamais arrêté de fournir tout au long de notre parcours éducatif. Ce long combat n'a pas été toujours facile, on a fait face à plusieurs obstacles, et les surmonter n'aurait jamais pu être possible sans le soutien moral des personnes qui nous sont proches.

J'aimerais commencer par dédier cet humble travail à ma très chère grand-mère qui n'est malheureusement pas présente aujourd'hui parmi nous. A toute ma famille qui a toujours su être là pour moi et à m'encourager à réaliser mes objectifs.

Un grand merci au club ALUMNI HEC ALGER, qui grâce à lui j'ai pu accéder au mode professionnel et acquérir beaucoup de connaissances, ainsi que connaître des personnes qui n'ont pas arrêté de m'inciter à développer mes capacités, que je cite Nouha, Sofia, Nesrine Ziad, Manar et Amina.

Le soutien et les encouragements de mes amies est une évidence, je tiens énormément à remercier Darine, Bouchra, Myriam, Maria, Hamida, Nihel, Houda MD, Rayane, Meroua, houda et Amira.

Merci à Doria pour son énergie positive permanente, à Inès, Dihya, Zahra et Wejdene que j'apprécie énormément.

Merci à chaque personne qui m'est chère.

Remerciements

Avant d'entamer le présent mémoire, la politesse et l'amabilité voudraient que je remercie tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à sa réussite.

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma gratitude envers mon encadrant Mr ZAZOUA Djamel Akram, pour les instructions, les orientations et les encouragements avérés, ainsi qu' à BELOUAHAD Hamza au sein de EY Algérie, pour avoir accepté de mettre sa gentillesse, sa disponibilité et sa très grande connaissance en audit au service de toutes mes questions et les obstacles que j'ai dû à y faire face.

Ensuite, je tiens à adresser mes remerciements à tous le personnel et mes professeurs de l'ESGEN pour tous leurs efforts et bienveillance qui ont grandement contribué à la réussite de mon cursus.

Liste des schémas

N°	Titre	Page
01	Le risque d'audit	16
02	Les six catégories de la norme ISA	21
03	La roue de Deming	60
04	Le diagramme d'Ishikawa	61
05	L'organigramme EY Algérie	90
06	Pyramide hiérarchique de EY Algérie	91
07	Les flux de transactions	92
08	La méthodologie globale EY Algérie	94
09	SCOT et processus de divulgation importants, y compris la correction des transactions	95
10	Le modèle de risque d'audit EY Algérie	96

Liste des tableaux

N°	Titre	Page
01	Les assertions d'audit	11
02	Le tableau des risques	41
03	Satisfaction du client	53
04	La matrice de comptabilité	62
05	Type d'un plan d'audit qualité	80
06	Exemplaire d'un questionnaire d'audit qualité	80
07	La différence entre diagnostic qualité, audit interne et audit externe	81
08	Les étapes du déroulement d'un diagnostic qualité	82
09	Exemplaire d'un questionnaire du diagnostic qualité	83
10	Les assertions exposées par EY sur la balance et le compte de résultat	93
11	Le tableau de passage des provisions	112

Liste des acronymes et abréviations

Acronyme / Abréviation	Désignation
SQM	System quality management
ISQM	International standards quality management
IAASB	International auditing and assurance standards board
IFAC	Fédération internationale des comptables
CAC	Commissariat aux comptes
QSE	Responsable qualité, sécurité et environnement
SST	Santé et sécurité au travail
ISA	Norme internationale d'audit
RH	Ressources humaines
CAS	Les normes de comptabilité chinoises
IAS	International financial reporting standards
UE	Union européenne
PIOB	Conseil de surveillance de l'intérêt public
MG	Groupe de surveillance
ILG	Groupe de pilotage de l'IFAC
NAA	Les normes d'audit algériennes
ISQC	International standards quality control
SMP	Les petits et moyens praticiens
QCI	Questionnaire de contrôle interne
CAQ	Contrôle audit qualité
FRAP	La Feuille de Révélation et d'Analyse de Problème
ISO	Organisation internationale de l'organisation
TMQ	Total management quality
AMDEC	L'analyse des modes de défaillance
PDCA	La roue deming
TCWG	les responsables des auditeurs et de la gouvernance
IT	Technologie de l'information
GAM	Global Audit Methodology
WCGW	What can go wrong
SCOT	Catégories de transactions significatives
IR	Risque inhérent
SR	Risque signifiant
FR	Risque de fraud
CRA	Combined Risk Assessment
ITGC	Genral IT controls
B2B	Business to business
BG	Balance générale
GL	Le grand livre
PDR	Pièce de rechange
CY	Current year
LY	Last year

Sommaire

Introduction générale

Partie théorique

Chapitre I : Cadre conceptuel de l'audit.

Section 01 : Notions de base de l'audit

Section 02 : Les normes d'audit

Section 03 : La démarche d'audit

Chapitre II : Management de la qualité.

Section 01 : Les principes de base

Section 02 : Le système management de la qualité

Section 03 : L'audit qualité

Partie pratique

Chapitre III : Etude sur le management de la qualité au sein de EY Algérie.

Section 01 : Présentation du lieu de stage EY Algérie

Section 02 : La méthodologie EY

Section 03 : le management de la qualité au sein de EY Algérie

Conclusion générale.

Introduction générale

Dans le monde des affaires, les scandales financiers ont toujours eu droit d'avoir toutes les lumières sur eux, cependant durant ces deux dernières décennies, ces esclandres se sont accrus et ont inondés les marchés financiers. Comme chaque acte a ses propres conséquences, c'est aussi le cas ici, car ceux-ci ont provoqué une crise de confiance en l'information financière.

Si le souci d'une entreprise se résume en la minimisation des coûts, on ne peut pas en dire autant pour celui du gouvernement, qui a comme souci majeur l'amélioration de la qualité des entreprises. Chose qui l'a poussé à chercher des moyens pour rendre la confiance de l'information financière au public à travers la standardisation les pratiques comptables par l'assortiment des normes comptables internationales.

Néanmoins, la normalisation en elle-même ne suffit pas. En effet, dès qu'il existe une règle à appliquer, il y a lieu de la vérifier.

Theranos¹, victime des scandales financiers, est l'exemple concret de cette nécessité de vérification. La start-up a réussi à lever rapidement des fonds d'investissements à hauteur de 700 millions de dollars. En 2015, l'entreprise est valorisée à plus de 9 milliards de dollars, sans jamais avoir présenté d'états financiers audités par un cabinet d'audit.²

C'est bien l'audit qui garantis cette vérification, et a connu une transformation évolutive, non seulement en matière d'acteurs, mais de méthodologie aussi, une perpendiculaire provocation de quelques changements primordiaux ayant affecté l'environnement des entreprises.

Dans ce contexte, une approche par les risques, qui se substitue à l'ancienne approche dite classique, ayant manifesté ses limites dans les années 1980.

Celle-ci est adoptée par les grands cabinets d'audit, à savoir les BG FOUR, avant d'être appliquée par les tous les pratiquants d'audit. Faire l'évaluation de cette approche et essayer de la cadré est un élément clé pour préserver la qualité, plusieurs entreprises ont eu recours à la mise en œuvre d'un système de la qualité SQM à travers l'application des normes de la qualité dont l'ISQM.

¹ Une start-up qui allait révolutionner les tests sanguins, fondée en 2003 par Elizabeth Holmes, à 19 ans après avoir abandonné ses études à l'université Stanford.

² Traduit et synthétisé de CARREYROU J., « Bad Blood: Secrets and Lies in a Silicon Valley Startup », Knopf Publishing Group, 2018.

L'objectif de notre étude est de présenter le management de la qualité à travers une démarche audit, afin de pouvoir voir à quel point le management de la qualité peut affecter le déroulement d'une mission d'audit. Notre travail s'articule donc autour de la problématique suivante :

« Le management de la qualité affecte-il le déroulement d'une mission d'audit ? »

Afin d'aboutir à une réponse à cette problématique, nous l'avons décomposé en questions secondaires comme suit :

- Qu'est-ce que l'audit et pourquoi se fier à cet exercice ?
- Comment la profession d'audit est-elle cadrée ?
- Comment avoir une bonne gestion de la qualité ?
- Comment Ernst & Young procède-elle pour son évaluation des risques à travers l'audit afin de refléter une meilleure gestion de la qualité ?

Dans le but de réaliser les objectifs de notre recherche, nous avons entamé une méthode de recherche quantitative et qualitative, cependant nous avons opté pour les trois hypothèses suivantes :

- Avoir un bon management de la qualité implique un audit de qualité.
- L'évaluation des risques est suffisante pour avoir un audit de qualité.
- La norme ISQM 1 affecte la qualité du déroulement d'une mission d'audit.

CHAPITRE I

Cadre conceptuel de l'audit

Au cours des dernières années, l'environnement d'audit a radicalement changé, la réglementation des cabinets comptables et leurs pratiques d'audit ont commencés à faire l'objet d'un examen minutieux dans le monde entier, par conséquent, le conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB) et l'organisme indépendant de normalisation qui opère sous les auspices de la Fédération internationale des comptables (IFAC) ont cherchés à répondre efficacement au nouvel environnement.

Afin de se familiariser avec le métier d'audit, ce premier chapitre va permettre de mettre en exergue les éléments suivants :

- Les notions de bases de l'audit ;
- La démarche d'audit ;
- Les normes d'audit.

Section 01

- Notions de bases de l'audit -

L'audit, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est le produit de nombreuses mutations à travers l'histoire, remonter à sa genèse nous paraît donc impératif. Les origines de l'audit furent de l'époque des Sumériens à Babylone. En effet, le fameux code de « Hammourabi » mentionnait l'obligation d'utiliser un plan comptable et de respecter des normes de présentation afin d'établir un support fiable de communication financière.¹ Puis, viendra le tour des gouverneurs romains, qui avaient pris l'habitude de désigner des questeurs chargés de contrôler les comptabilités de toutes les provinces. Ces derniers rendaient compte verbalement de leur mission devant une assemblée. C'est de cette époque que provient l'origine du terme « audit », dérivé du latin « audire » qui veut dire « écouter ». Cependant, ce n'est qu'au début du XX^e siècle, catalysé avec la survenance de la crise de 1929, et en parallèle avec l'émergence de l'entité moderne, que le monde des affaires a ressenti le besoin de faire appel à l'audit.² Grâce à l'évolution historique de l'audit à travers laquelle il a connu énormément de changement, ce dernier est aujourd'hui suffisamment stabilisé aux yeux de la profession pour qu'elle puisse en proposer une définition précise à la lumière des pratiques constatées.

1. Définition de l'audit

Selon Spicer and Pegler : « *Auditing is such an examination of books of accounts and vouchers of business, as will enable the auditors to satisfy himself that the balance sheet is properly drawn up, so as to give a true and fair view of the state of affairs of the business and that the profit and loss account* »

¹ RAFFEGEAU J., DUFILS P. & DE MENONVILLE D., « L'audit financier », Presses Universitaires de France, 1994.

² Appelée aussi « krach de 1929 », il s'agit d'une crise boursière ayant pris place à la Bourse de New York, entre le jeudi 24 octobre et le mardi 29 octobre 1929. Événement le plus célèbre de l'histoire boursière, marque le début de la Grande Dépression, la plus grande crise économique du XX^e siècle.

gives true and fair view of the profit/loss for the financial period, according to the best of information and explanation given to him and as shown by the books; and if not, in what respect he is not satisfied ». En se référant aux paroles de ses deux grands auteurs, on peut constater que l'audit est une activité qui est élaborée par une personne indépendante ou un groupe de personnes qualifiées afin d'examiner systématiquement et scientifiquement les livres de comptes d'une entreprise ainsi que de vérifier les résultats présentés par l'entreprise s'ils sont conformes.

On peut également définir l'audit comme étant une garantie contre l'extravagance, la négligence ou la fraude des agents ou employés du propriétaire dans la réalisation et l'utilisation de l'argent ainsi que d'autres biens et il s'assure au nom du propriétaire que les comptes tenus représentent fidèlement les faits et que les dépenses ont été engagées en bonne forme et en toute régularité et convenance à travers un commissariat aux comptes (CAC).¹

L'audit peut se répartir en les parties suivantes :

1.1. L'audit interne : c'est une activité objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations et l'aide à évaluer ses points forts ainsi que ses points faibles par rapport à ses propres procédures et/ou par rapport à des normes externes adoptées ou imposées. L'audit interne est mené par des auditeurs qui sont employés par l'organisation auditée, ils vont participer à augmenter l'efficacité de l'organisation et la guider vers l'atteinte de ses objectifs tout en évaluant ses processus de management des risques, de contrôle, etc.²

1.2. L'audit externe : ça peut être un audit externe d'un fournisseur par un client ou une organisation contractante pour le compte du

¹ Cours TYBCOM Accountancy Auditing 2, université de Mumbai, P4.

² Pierre schick 2007, mémento d'audit interne, fonctions de l'entreprise, dunod, paris, P5.

client. Un contrat est en place et les biens ou services ont été ou seront livrés. Comme ça peut être des audits externes qui sont régis par les règles du droit des contrats car ils donnent des instructions contractuelles du client au fournisseur, ils ont tendance à être plus formels que les audits internes car les résultats des audits peuvent influencer la décision d'achat d'un client.¹

Les organismes comptables ont la responsabilité d'inspecter et de contrôler leurs commissaires aux comptes régulièrement. Cette tâche est confiée à l'unité d'inspection et d'audit du Conseil de surveillance professionnelle. Les fonctionnalités suivantes doivent être transparentes dans chaque pratique comptable/audit :

- Recrutement du personnel approprié ;
- Une formation adéquate, tant sur le plan scolaire que sur le plan du travail ;
- La formation professionnelle continue ;
- Contrôle de la qualité et supervision des travaux ;
- Une planification et une approche appropriées ;
- Une politique tarifaire adaptée, basée soit sur un tarif horaire, soit pourcentage du chiffre d'affaires ;
- Un engagement envers des règles éthiques ;
- Un examen interne par les pairs à des intervalles appropriés.

La visite pendant le processus de surveillance est substantielle ou basée sur la conformité. Les inspecteurs évalueront un certain nombre de dossiers d'audit tirés au sort, ainsi que les fichiers appartenant à des catégories connues pour être à haut risque. L'approche de fond cherchera à vérifier que :

- Des travaux de planification, d'enregistrement, de supervision et d'examen ont été à un niveau professionnel satisfaisant ;
- Les travaux enregistrés fournissent une base solide à l'opinion d'audit.

¹ <https://asq.org/quality-resources/auditing>, (10/05/2022 à 03:18).

Chaque inspection se termine par un entretien et les conclusions de l'inspection sont entièrement discutées avec toutes les recommandations. Si l'inspection n'est pas satisfaite, l'auditeur ou le cabinet se verra retirer son certificat d'exercice en dernier recours.

1.3. L'audit des tiers : il est mené par des auditeurs indépendants des relations client-fournisseur sans aucun conflit d'intérêt. L'indépendance de l'auditeur est un élément clé d'un audit par un tiers. Les audits de tiers peuvent entraîner une certification, un enregistrement, une accréditation, des subventions, des approbations de licence, des citations, des amendes ou des sanctions émises par des organisations tierces ou des parties intéressées.¹

1.4. Autres dénominations d'audits :

1.1.4. **L'audit commun :** c'est le fait d'auditer des systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement en même.

1.2.4. **L'audit QSE intégrés :** c'est quand les systèmes de management de la qualité, de l'environnement et de la SST (santé et sécurité au travail) sont inclus.²

2. Rôles et objectifs de l'audit :

Un auditeur est un personnel autorisé qui examine et vérifie l'exactitude des registres financiers et s'assure que les entreprises respectent les normes fiscales. Leur objectif premier est de protéger les entreprises contre la fraude, de mettre en évidence d'éventuelles divergences dans les méthodes comptables, il a été considéré comme un professionnel certifié. A travers l'acceptation du rôle d'auditeur, celui-ci s'engage dans des responsabilités envers différentes parties et les devoirs qui vont avec. L'opinion de l'auditeur fait ou défait essentiellement la fiabilité des états financiers et des informations qu'ils fournissent. Les états financiers audités ont un degré

¹ <https://asq.org/quality-resources/auditing>, (10/05/2022 à 04:05).

² Classe manager 2017, topo-audit, P45.

extrêmement élevé de fiabilité et de validité par rapport aux états financiers non audités.

Chaque type d'audit a son propres et ses propres objectifs, mais ils ont tous des rôles et des objectifs communs, dont :

- 2.1. La vérification des comptes et relevés :** l'objectif principal d'un audit est d'évaluer l'exactitude et la sincérité des livres de comptes afin de détecter toute fraude qui peut y figurer en scrutant chaque transaction financière.
- 2.2. La validation des politiques comptables :** Vu que les livres de comptes sont préparés conformément à ces politiques comptables, chaque organisation est dans l'obligation de suivre ces pratiques. L'auditeur doit faire la vérification des politiques comptable de l'organisation et donner un avis de manière objective. Il faut savoir également que si une organisation dispose d'un système comptable efficace, son efficacité peut être améliorée.
- 2.3. La détection des fraudes et des erreurs :** L'audit aide à trouver facilement les erreurs et les fraudes dans les livres de comptes, l'un des devoirs de la direction est d'éviter et de contrôler les erreurs et les fraudes. Cependant, il devient parfois difficile pour elle de découvrir les erreurs, c'est là que l'audit va intervenir pour aider les gestionnaires à découvrir les erreurs et les fraudes. Après cela, les responsables prennent des mesures correctives contre ces erreurs ou fraudes.
- 2.4. L'amélioration des processus commerciaux :** L'audit aide la direction à découvrir les erreurs et les fraudes. La direction peut prendre des mesures correctives contre ces erreurs. Des mesures sont prises pour qu'elles ne se répètent plus. De cette façon, il améliore la qualité du processus métier et améliore son efficacité. De plus, les employés des entreprises travaillent correctement en raison de la menace de l'audit.
- 2.5. L'assurance aux investisseurs :** L'audit garantit que chaque chiffre représenté dans les états financiers est correct. Il aide à évaluer chaque chiffre des livres de comptes commerciaux. Les

états financiers après avoir été audités sont considérés comme dignes de confiance par les investisseurs. Les investisseurs sont entièrement rassurés par ces états financiers.

2.6. La vérification des actifs et des passifs : L'audit évalue minutieusement les états financiers de l'entreprise. Il aide à confirmer la vraie valeur des actifs et des passifs de l'organisation. Cela aide à déterminer la véritable situation financière de l'entreprise. Après cela, des plans appropriés peuvent être élaborés pour atteindre les objectifs.

3. Les assertions d'audit :

3.1. Définition :

Les assertions sont des « *affirmations de la direction, explicites ou non, qui sous-tendent les états financiers et auxquelles se réfère l'auditeur pour examiner les différents types d'anomalies susceptibles de se produire* ». ¹

Afin que les états financiers soient reconnus et certifiés, ils doivent répondre aux critères de conformité des assertions ainsi qu'à la conformité au référentiel comptable. Lorsque ces critères sont vérifiés alors dans ce cas-là les états financiers sont certifiés et conforment au référentiel comptable, prêts à être mis en place.

On peut comprendre que pour garantir la verticité et la régularité des documents financiers ainsi que les informations collectées, la référence ne peut être que les assertions, car quand toutes les assertions sont validées, les états financiers ici sont applicables et vice versa.

3.2. Le rôle de l'auditeur :

Ici l'auditeur doit tester la conformité des assertions applicables pour chaque état financier.

- Si l'auditeur identifie des anomalies considérables, alors il est dans l'obligation de faire une évaluation de ces anomalies et donne une opinion avec réserve.

¹ Norme ISA 315.

- Si l'auditeur n'identifie aucune anomalie considérable, alors il va émettre une opinion sans réserve.

Chaque type d'information dans les états financiers concorde à une assertion significative à tester, comme on peut le voir ci-dessous :

- ❖ **Opérations de la période auditée** : les assertions à prendre en compte sont :

- La réalité ;
- L'exhaustivité ;
- L'exactitude ;
- La séparation des exercices ;
- Le classement.

- ❖ **Soldes de comptes en fin de période** : les assertions convenables sont :

- L'existence ;
- Les droits et obligations ;
- L'exhaustivité ;
- L'évaluation et l'imputation.

- ❖ **Informations fournies** : les assertions adéquates sont :

- La réalité ;
- Les droits et obligations ;
- L'exhaustivité ;
- Le classement et l'intelligibilité ;
- L'exactitude ;
- L'évaluation.

3.3. Les assertions de l'audit :

Selon le Conseil National de la Comptabilité Algérienne, le programme de tests de véracité du fonctionnement des contrôles est comme suit¹ :

- **Assertion 01** : Réalité/Existence.
- **Assertion 02** : Exhaustivité.
- **Assertion 03** : Exactitude.
- **Assertion 04** : Evaluation.
- **Assertion 05** : Classification/Présentation.
- **Assertion 06** : Séparation des exercices.

On peut résumer dans le tableau suivant les assertions pour tester et évaluer la conformité des états financiers² :

Tableau N° 01 : Les assertions d’audit.

Bilan	Description	Résultat	Description
Existence	les actifs, les passifs et les éléments des capitaux propres existent.	Réalité	les opérations et les événements qui ont été enregistrés, ou pour lesquels des informations ont été fournies, se sont produits et se rapportent à l’entité.

¹ CNC, dossier type de travail du CAC, P15.

²Angélique malo et al, 2020, guide de procédures d’audit par cycles et par assertion, 1^{re} édition, P3.

Exhaustivité	tous les actifs, tous les passifs et tous les éléments de capitaux propres qui auraient dû être enregistrés l'ont bien été, et toutes les informations connexes qui auraient dû être présentées dans les états financiers l'ont bien été.	Exhaustivité	toutes les opérations et tous les événements qui auraient dû être enregistrés l'ont bien été, et toutes les informations connexes qui auraient dû être présentées dans les états financiers l'ont bien été
Droits et obligations	l'entité détient ou contrôle les droits sur les actifs, et les passifs correspondent aux obligations de l'entité.	Exactitude	les montants et autres données qui se rapportent à ces opérations et événements ont été enregistrés de façon appropriée, et les informations connexes ont été évaluées et présentées convenablement.
Evaluation	les actifs, les passifs et les éléments de capitaux propres ont été inscrits dans les états financiers pour les bons montants et tous les ajustements résultant de leur évaluation ou imputation ont été correctement enregistrés, et les informations connexes ont été évaluées et présentées convenablement.	Séparation des périodes	les montants et autres données qui se rapportent à ces opérations et événements ont été enregistrés de façon appropriée, et les informations connexes ont été évaluées et présentées convenablement.

Classement	les actifs, les passifs et les éléments de capitaux propres ont été enregistrés dans les bons comptes.	Classement	les opérations et les événements ont été enregistrés dans les bons comptes
Présentation	les actifs, les passifs et les éléments de capitaux propres sont regroupés ou ventilés convenablement et sont décrits clairement, et les informations connexes sont pertinentes et intelligibles, compte tenu des exigences du référentiel d'information financière applicable.	Présentation	les opérations et les événements sont regroupés ou ventilés convenablement et sont décrits clairement, et les informations connexes sont pertinentes et intelligibles, compte tenu des exigences du référentiel d'information financière applicable.

4. L'approche d'audit par les risques

4.1. Définition du risque d'audit

En se référant à la définition élaborée par la norme ISA 200 révisée, le risque d'audit est défini comme suit : « ... *le risque que l'auditeur exprime une opinion inappropriée sur des états financiers erronés de façon significative* ». ¹

Ou encore « *Le risque d'audit est fonction du risque d'anomalies significatives, qui se traduit par la combinaison de deux risques, risque inhérent et le risque lié au contrôle, contenus dans les états financiers et du risque de non détection* ». ²

¹ Norme ISA 200.

² Idem.

À partir de ces deux définitions, on peut comprendre que le risque d'audit se constitue de trois éléments, de plus du fait que ça explique que le risque d'audit n'est nullement responsable des intentions des auditeurs à mystifier les utilisateurs des états financiers, mais plutôt des éditeurs de ces états financiers qui veulent dissimuler ou encore farder les données qui ont un impact significatif sur les états financiers.

4.2. Les types des risques d'audit ¹

4.2.1. Le risque lié au contrôle interne

Selon la norme ISA 200 le risque lié au contrôle « ... *est le risque qu'une anomalie susceptible de survenir dans une assertion et pouvant présenter un caractère significatif soit individuellement, soit cumulée avec d'autres anomalies, ne soit ni prévenue, ni détectée et corrigée en temps voulu par le contrôle interne de l'entité. Ce risque dépend de l'efficacité, de la conception et du fonctionnement du contrôle interne destiné à atteindre les objectifs de l'entité relatifs à l'établissement des états financiers* ». ²

Le contrôle interne doit toujours être accompagné par un suivi soutenu en vue de sa délicatesse, car dans cette situation, on peut dire que le risque est présent d'une manière régulière et est difficile à réduire et à cadrer.

Il se peut que dans certains cas le contrôle peut être insuffisant et inadéquat, chose qui va provoquer un risque en ce qui concerne la détection et la prise de précautions face aux erreurs significatives.

Dans ce type de risque, l'auditeur doit élaborer des tests procéduraux afin d'appuyer son évaluation, cet acte va pouvoir lui donner la possibilité de comprendre les assertions ou bien les cycles qui représentent le plus grand risque d'erreur significative

¹ BARLET J.L., TORIO-VALENTIN I., MERE P., « Mémento Audit et Commissariat aux comptes 2018/2019 », Editions Francis Lefebvre, 2019.

² Norme ISA 200.

et nécessitent donc le plus de réflexion, ainsi que ceux qui sont dus à l'efficacité des contrôles mis en place et ne doivent donc pas être détaillés.

4.2.2. Le risque inhérent

La norme ISA 200 estime que le risque inhérent «...*correspond à la possibilité qu'une assertion comporte une anomalie qui pourrait être significative, soit individuellement, soit cumulée avec d'autres anomalies, nonobstant les contrôles existants* ».

Les risques cités ci-dessus correspondent au niveau de compréhension de l'entité auditée ainsi que de son environnement, ils sont divisés en deux catégories de facteurs qui sont :

4.2.2.1. Les facteurs relatifs à une assertion particulière

- L'estimation comptable dont les évaluations qui peuvent être réalisées sur la base de critères subjectifs. En ce qui concerne les comptes alimentés par des estimations comptables présentent des risques plus élevés que les comptes constitués de données de nature courante ;
- Les progrès technologiques peuvent rendre un produit ancien chose qui va accroître le risque de surestimation des stocks ;
- La nature de l'élément comptabilisé, c'est-à-dire que certains actifs peuvent être fragiles ;
- Un élément exceptionnel que les membres du personnel n'ont pas l'habitude de traiter ;
- Les méthodes d'évaluation dont l'exploitation de stocks industriels consécutifs d'un système compliqué de comptabilité analytique, l'évaluation des en-cours dans les entités de travaux publics, la comptabilisation des produits et des stocks dans le cadre d'un contrat de construction ;

- Les difficultés de dénombrement, mesurage, jaugeage, pesage de certains stocks, à l’instar des cultures dans le sol, d’un stock d’huiles, de phosphates, ou de ciment, etc.

4.2.2.2. Les facteurs généraux concernant l’ensemble de l’entité ou son environnement

- Les facteurs généraux liés au secteur d’activité de l’entité dont l’exercice d’une activité saisonnière, la réglementation particulière et complexe comme celle des banques, des assurances, etc.
- Les facteurs spécifiques à l’entité, comme dans un cas juridico-économique et financier ;
- L’organisation interne de l’entité ;
- Management de l’entité.

4.2.3. Le risque de non détection

Comme l’avait défini la norme ISA 200 révisée « *le risque que l’auditeur ne détecte pas une anomalie qui existe dans une assertion et qui pourrait être significative, soit individuellement, soit cumulée avec d’autres anomalies* ».

Ici, l’auditeur ne peut pas réviser toutes les assertions, les opérations et les comptes de l’entité auditée, chose qui va donner naissance à ce type de risque. Celui-ci peut être restreint à travers les quelques points cités ci-dessous :

- Un planning conforme des travaux ;
- Une simulation correcte du personnel à la mission ;
- L’exercice d’un esprit critique ;
- Un contrôle et un inventaire des travaux d’audit réalisés.

Les types de risques cités peuvent permettre de mettre en œuvre le prototype du risque d’audit suivant :¹

Schéma N° 01 : Le risque d’audit.

¹ Les normes d’audit proposent que le risque d’audit soit le produit de l’intersection de ses trois composantes.



Source : Elaboré par nos soins.

5. Les types de l'audit¹

L'audit examine les documents financiers ainsi que les arrangements afin d'évaluer leurs exactitudes. Lors du traitement des informations reçues, il faut que les états financiers et les registres comptables soient validés. Les types d'audits varient d'une entreprise à une autre, mais l'objectif reste le même qui est le bon fonctionnement de l'audit. Voici ci-dessous quelques types de l'audit :

5.1. L'audit financier

5.1.1. Définition

C'est l'un des types les plus communs, il faut savoir que la plupart des audits financiers sont des audits externes. Lors d'un audit financier, les auditeurs analysent la légalité ainsi que la régularité des états financiers d'une entreprise et examinent également les transactions, les procédures et les soldes. Dès la finalisation de l'audit, des tiers émettent une opinion d'audit sur l'entreprise aux prêteurs, créanciers et investisseurs.

5.1.2. L'objectif de l'audit financier

L'audit financier se base sur les informations comptables et financières divulguées par l'entreprise et qui traduisent l'état de ses possessions ainsi que de sa situation financière. Cet audit peut être réalisé dans deux cas :

- Dans un cadre contractuel.
- Dans un cadre légal (Commissariat aux Comptes).

¹ BARLET J.L., TORIO-VALENTIN I., MERE P., « Mémento Audit et Commissariat aux comptes 2018/2019 », Editions Francis Lefebvre, 2019.

5.2.L'audit opérationnel

5.2.1. Définition

Il analyse les objectifs, les processus de planification, les procédures et les résultats d'exploitation de l'entreprise. Ce type d'audit est traité généralement en interne, comme il peut être externe. L'objectif de cet audit est d'évaluer de manière exhaustive les opérations de l'entreprise et d'identifier les moyens pour les améliorer.

5.3. L'audit organisationnel

5.3.1. Définition

Cet audit est utilisé dans les grandes entreprises afin d'analyser les modes opératoires et remédier aux défaillances. On recourt également à ce type d'audit lorsqu'une entreprise fait face à des problèmes d'efficacité, de productivité ou encore quand elle doit faire une importante réorganisation. L'audit organisationnel est réalisé en fonction des besoins et des requêtes de l'entreprise. Les auditeurs sont généralement extérieurs à la structure afin d'avoir une vision neutre et complète de l'ensemble de l'organisation.

5.3.2. La réalisation d'un audit organisationnel

Afin de mettre en œuvre un audit organisationnel, l'auditeur se réfère à :

5.3.2.1. En interne :

- Les organigrammes ;
- Les grilles d'audit ;
- Les cartographies.

5.3.2.2. En externe :

- La concurrence ;
- Les prestataires externes.

5.3.3. Les étapes d'un audit organisationnel :

L'audit organisationnel doit passer par quelques étapes dont :

- Définir la mission ;
- Collecter les informations ;
- Analyser les informations ;
- Synthétiser les informations.

Ici, L'auditeur doit d'abord être au courant de la stratégie économique de l'entreprise ainsi que des objectifs qu'elle vise à atteindre. Une fois que toutes les informations sont collectées en interne et en externe, l'auditeur va examiner les forces et les faiblesses de cette entreprise pour enfin déterminer les changements essentiels dans le but d'améliorer la RH comme par exemple en tout ce qui est licenciements, recrutements, transmutations, etc.

- Section 02 -

- Les normes d'audit -

Les normes d'audit s'internationalisent alors que les normes comptables internationales gagnent en autorité, la logique exige un ensemble de normes d'audit internationales comme garantie. Les entreprises multinationales qui souhaitent effectuer des audits cohérents à l'échelle mondiale ont besoin des normes d'audit. Avec un ensemble de normes internationales adoptées à l'échelle mondiale, les investisseurs internationaux peuvent avoir plus confiance dans les états financiers préparés dans un autre pays. Les opinions des auditeurs non étatiques sont aussi crédibles que celles des auditeurs publics. En République populaire de Chine, les normes comptables chinoises (CAS) sont de plus en plus alignées sur les normes internationales d'information financière. Alors que le CAS est nécessaire pour la situation spécifique de la Chine, la convergence avec l'IFRS est tout aussi importante pour parvenir à une coordination internationale. L'adoption des normes internationales d'audit dans les pays en développement Les normes internationales d'audit encouragent et aident les pays en développement à adopter des normes d'audit nationales codifiées. L'évolution des normes comptables nationales dans les pays en développement devrait découler des travaux de l'IAASB. De nombreux pays en développement dépendent fortement de l'investissement étranger. Les investisseurs étrangers sont plus susceptibles de transférer des fonds vers les pays en développement s'ils ont confiance dans leurs normes de comptabilité et d'audit. L'audit a joué un rôle très important dans le maintien de l'ordre financier et économique national, la promotion du développement de l'économie socialiste de mon pays et le renforcement de la construction d'un gouvernement propre. La promulgation de la "Loi sur l'audit" en 1994 a marqué que le secteur de l'audit de mon pays est entré dans une nouvelle phase de développement,

et de nombreux pays en développement devraient adopter les normes IAS.

1. Les normes internationales d'audit (ISA)¹

Normes internationales d'audit (ISA) Les normes internationales d'audit (ISA) sont élaborées par la Fédération internationale des comptables (IFAC) par l'intermédiaire de son Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB). L'IFAC a été créée en 1977 pour élaborer des directives techniques, éthiques et pédagogiques internationales pour les auditeurs et pour reconnaître mutuellement les qualifications des praticiens. Les membres des institutions membres de l'IFAC représentent des millions de comptables dans la pratique publique et privée, l'éducation, les universités et les services gouvernementaux. Il existe plusieurs groupes importants au sein de l'IFAC. Les normes d'audit internationales ISA ont été rédigées par l'IAASB de l'IFAC, elles constituent le référentiel des normes adoptées par l'UE et de nombreux pays pour la certification des comptes annuels et consolidés des entités, et constituent également une référence pour certaines organisations internationales.

Ces normes sont fréquemment révisées pour suivre l'évolution de la comptabilité.

Les auditeurs doivent se référer aux Normes Internationales d'Audit pour effectuer leurs missions de certification et exprimer une opinion sur la sincérité des états financiers de manière claire et objective.

Chaque phase de la mission d'audit a des objectifs qui sont appuyés par les normes internationales qui font de l'audit une pratique certifiée et ordonnancée.

1.1. L'évolution de la norme ISA

¹ Rick HAYES, (id.), (2005), Principles of auditing, Pearson education, 2^{ème} édition, UK, P5.

De la norme ISA 200 à la norme ISA 810, l'objectif est unique : standardiser les méthodes, les techniques et les outils d'audit. Or qu'on peut diviser les normes internationales de l'audit en catégories qu'on peut résumer dans le schéma suivant :

Schéma N° 02 : Les six catégories de la norme ISA.



Source : élaboré par nos soins.

1.2. Les nouvelles propositions de réforme de l'IFAC¹

Celles-ci fournissent des processus d'établissement de normes plus transparents, une plus grande participation publique et réglementaire à ces processus, une surveillance réglementaire et une surveillance de l'intérêt public. Les principales caractéristiques de la proposition de réforme comprennent la création des groupes suivants : le Conseil de surveillance de l'intérêt public (PIOB), le Groupe de surveillance (MG) et le Groupe de pilotage de l'IFAC. Le Conseil de surveillance de l'intérêt public (PIOB) supervisera les activités de normalisation de l'IFAC dans les domaines des normes de performance d'audit, de l'indépendance, d'autres normes éthiques pour les auditeurs, du contrôle qualité de l'audit et des normes d'assurance. Le PIOB décidera, en consultation avec le groupe de surveillance (MG) et le groupe de pilotage de l'IFAC (ILG), des autres domaines qui pourraient être soumis à sa surveillance.

Le groupe de surveillance (MG) comprendra des régulateurs internationaux et des organisations connexes, notamment des représentants de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, de la Commission européenne, de l'International Association of Regulatory Insurance et de la Banque mondiale. Le MG informera le PIOB des événements significatifs de l'environnement réglementaire et sera, entre autres, un outil de dialogue entre le régulateur et la profession comptable internationale. Le groupe de direction de l'IFAC (ILG) se compose du président, du vice-président, du directeur général de l'IFAC, du président de l'IAASB, du comité des auditeurs multinationaux, du forum des entreprises et de quatre autres membres au maximum désignés par le conseil d'administration

¹ Document interne de la présentation de la norme ISQM.

de l'IFAC. Il travaillera avec MG sur les questions liées à la réglementation de l'industrie.

1.3. Les normes générales ¹

Les normes générales contemplent :

1.3.1. L'indépendance

L'auditeur doit non seulement conserver une indépendance d'esprit lui permettant d'accomplir ses missions avec intégrité et objectivité, mais également être libre de tout lien pouvant être interprété comme une entrave à son intégrité et son objectivité.

1.3.2. La compétence

L'audit doit être réalisé par une ou plusieurs personnes ayant suivi une formation d'auditeur et disposant de compétences professionnelles suffisantes.

1.3.3. Le contrôle qualité

Le commissaire aux comptes doit exercer ses fonctions avec conscience et diligence professionnelles afin que ses travaux soient d'un niveau de qualité suffisant en rapport avec son éthique et ses responsabilités. Il doit également avoir une compréhension personnelle des éléments de base de sa mission, c'est-à-dire certaines tâches qui ne peuvent être déléguées.

1.3.4. Le secret professionnel

L'auditeur doit veiller à la protection des informations confidentielles qu'il recueille dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il doit également s'assurer que ses collaborateurs comprennent les règles du secret professionnel et le respectent.

¹ Inspiré d'une conférence sur les normes internationales d'audit.

1.4. Les normes de travail¹

1.4.1. Orientation et planification de la mission

L'auditeur doit comprendre l'entité afin qu'elle puisse guider son mandat et comprendre les domaines importants. Celui-ci vise à identifier les risques pouvant avoir un impact significatif sur le compte, déterminant ainsi la programmation initiale des contrôles et la planification ultérieure des tâches.

1.4.2. Appréciation du contrôle interne

Sur la base des orientations données par la description de mission et le plan, méthodologiquement, l'auditeur étudie et évalue les systèmes qu'il juge importants, en vue d'identifier, d'une part, les contrôles internes sur lesquels il souhaite s'appuyer, et d'autre part, le risque de traitement erroné des données, pour en déduire des procédures de contrôle des comptes appropriées.

1.4.3. L'obtention des éléments probants

L'auditeur obtient des éléments probants suffisants et appropriés tout au long de sa mission pour établir une assurance raisonnable qu'il peut délivrer la certification. Il ne peut vérifier toutes les pièces justificatives et les écritures comptables ; de plus, le but ultime est de prouver la régularité et l'authenticité des comptes annuels, et non leur exactitude. En conséquence, il sélectionne les échantillons auxquels il appliquera sa procédure de validation en fonction de la technique d'échantillonnage la mieux adaptée à la situation.

1.4.4. La délégation et supervision

Un audit est un travail d'équipe et l'auditeur peut être assisté ou représenté par ses collaborateurs ou des experts indépendants. Il exerce un contrôle approprié sur les travaux délégués afin de

¹ Jaques RENARD (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, 7^{ème} édition, Paris, P15.

s'assurer que l'exécution du plan de travail atteint les objectifs fixés.

1.4.5. La documentation des travaux

Des dossiers de travail sont conservés pour documenter les contrôles effectués et pour étayer les conclusions de l'auditeur. Ces documents permettent une meilleure organisation et un meilleur contrôle des tâches et apportent la preuve que des diligences raisonnables ont été effectuées. Il existe deux types de documents : les documents permanents, qui contiennent tous les documents juridiques, sociaux et comptables ayant des implications financières pour plusieurs exercices ; et les documents annuels, qui ne couvrent qu'un seul exercice et comprennent tous les documents juridiques et comptables pertinents jusqu'à la date exercice fiscal.

1.5. Les normes des rapports

Le commissaire aux comptes certifie que les états financiers sont réguliers et sincères. Dans son rapport, il décrit succinctement la diligence raisonnable qu'il juge nécessaire. Lors du maintien ou du refus de la certification, les auditeurs expliquent clairement les raisons et, si possible, quantifient l'impact.

2. Les normes d'audit algériennes (NAA) ¹

Ces normes d'audit composent l'ensemble des règles que l'auditeur doit respecter lors de l'exécution de ses missions. Elles définissent la démarche d'audit de l'audit ainsi que l'organisation des travaux.

Le ministère des Finances a élaboré le 04 février 2016, la décision n°002 qui concerne les premières normes d'audit Algériennes à partir du cadre international d'audit (ISA).

¹ <https://www.gbs-dz.pro/l-audit-financier-en-algerie#:~:text=Les%20normes%20d'audit%20encore,l'organisation%20de%20ses%20travaux> , (16/05/2022, à 13:56).

Elaborée par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB) de la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC). Pour rappel, il convient de noter qu'il serait souhaitable d'inclure dans le premier référentiel un équivalent de la norme ISA200, qui traite des obligations générales des auditeurs indépendants dans la conduite d'un audit d'états financiers et identifie les objectifs généraux poursuivis par les auditeurs indépendants, et décrire la nature et l'étendue de l'audit conçu pour permettre à l'auditeur indépendant d'atteindre ces objectifs.

Les premières normes concernées sont :

- La norme NAA210 : « L'accord sur les termes des missions d'audit ».
- La norme NAA505 : « Les confirmations externes ».
- La norme NAA560 : « Les évènements postérieurs à la clôture ».
- La norme NAA580 : « Les déclarations écrites ».

2.1. Le contenu des normes NAA élaborées ce jour là

2.1.1. NAA 210 : Accord sur les termes des missions d'audit¹

L'objectif de l'auditeur est d'accepter ou de poursuivre une mission d'audit uniquement si les conditions sur lesquelles l'audit est basé ont été convenues : S'assurer que les conditions préalables à l'audit sont remplies ; et la direction et, le cas échéant, les responsables de la gouvernance s'entendent mutuellement sur les termes. L'entité confirme qu'elle accepte les termes et conditions énoncés dans la lettre de mission commerciale. Il doit documenter les éventuels désaccords dans son dossier de travail.

2.1.2. NAA 550 : Confirmation externes²

¹ L.Bensalem, W.Ghanemi du cabinet PWC, 16 avril 2016, les premières normes en Algérie : Un autre fruit de la réforme de la profession comptable.

² Idem.

La confirmation externe est une preuve d'audit obtenue par une réponse écrite d'un tiers envoyée directement à l'auditeur par écrit, par voie électronique ou autrement.

Une demande de confirmation explicite (confirmation positive) est une demande pour qu'un tiers réponde directement à l'auditeur, indiquant s'il est d'accord avec les informations fournies dans la demande ou fournit les "informations demandées". Les demandes d'accusé de réception implicites (accusés de réception négatifs) sont celles où un tiers est tenu de répondre directement à la demande d'un auditeur uniquement s'il n'est pas d'accord avec les informations fournies dans la demande de la NAA.

2.1.3. NAA560 : Evènements postérieurs à la clôture¹

Ici l'auditeur doit :

- Recueillir des éléments probants suffisants et appropriés indiquant que les événements survenus entre la date des états financiers (date de clôture) et la date de son rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir ;
- Traiter de manière appropriée les événements dont il a eu connaissance après la date de son rapport et qui, s'il en avait eu connaissance avant cette date, auraient pu le conduire à amender son rapport.

2.1.4. NAA 580 : Déclarations écrites

L'auditeur a pour objet de :

- Obtenir des déclarations écrites de la direction confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité de l'information fournie à l'auditeur ;

¹ L.Bensalem, W.Ghanemi du cabinet PWC, 16 avril 2016, les premières normes en Algérie : Un autre fruit de la réforme de la profession comptable.

- Conforter d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de déclarations écrites si l'auditeur l'estime nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres Normes NAA ;
- Répondre de manière appropriée aux déclarations écrites fournies par la direction ou à la situation dans laquelle la direction ne fournit pas les déclarations demandées par l'auditeur.

2.1.5. NAA 520 : Procédures analytiques

L'auditeur doit recueillir des éléments probants pertinents et fiables à partir de la mise en œuvre de procédures analytiques de substance. Il doit également concevoir et réaliser des procédures analytiques à une date proche de la fin des travaux d'audit pour s'assurer de la cohérence d'ensemble entre la connaissance qu'il a acquise de l'entité et ses états financiers.

2.1.6. NAA 570 : Continuité de l'exploitation

Les objectifs de l'auditeur sont les suivants:

- Recueillir des éléments probants suffisants et appropriés relatifs au caractère approprié de l'application par la direction de l'hypothèse de continuité de l'exploitation dans l'établissement des états financiers ;
- Tirer une conclusion, à partir des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation ;
- En déterminer les incidences sur le rapport de l'auditeur.

2.1.7. NAA 610 : Utilisation des travaux des auditeurs internes

Les objectifs de l'auditeur externe, lorsqu'il existe au sein de l'entité une fonction d'audit interne pour laquelle il a conclu

qu'elle était susceptible d'être utile pour les besoins de l'audit, sont les suivants:

- Déterminer si, et dans quelle mesure, utiliser des travaux spécifiques effectués par les auditeurs internes ;
- Si ceux-ci sont utilisés, de déterminer si les travaux spécifiques des auditeurs internes sont adéquats pour les besoins de l'audit.

2.1.8. NAA 620 : Utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur

Les objectifs de l'auditeur sont les suivants:

- Définir les situations où l'auditeur estime nécessaire de faire appel à un expert qu'il désignera ;
- Déterminer, s'il décide d'utiliser les travaux d'un expert qu'il a désigné, si ceux-ci sont adéquats au regard des besoins de l'audit.

2.1.9. NAA 500 : Éléments probants

L'objectif de l'auditeur est de concevoir et de mettre en œuvre des procédures d'audit de nature à lui permettre d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour pouvoir tirer des conclusions raisonnables à partir desquelles il fonde son opinion.

2.1.10. NAA 300 : Planification d'un audit d'état financier

La planification de la mission d'audit consiste à prévoir :

- L'approche générale des travaux;
- Les procédures d'audit à mettre en œuvre par les membres de l'équipe d'audit;
- La nature et l'étendue de la supervision des membres de l'équipe d'audit et la revue de leurs travaux;
- La nature et l'étendue des ressources nécessaires pour réaliser la mission, y compris le recours éventuel à des experts,
- Le cas échéant, la coordination des travaux avec les interventions d'experts ou d'autres professionnels chargés du

contrôle des comptes des entités dans le périmètre de consolidation.

2.1.11. NAA 510 : Missions d'audit initiales - Soldes d'ouverture

Dans les missions initiales d'audit, l'auditeur doit réunir des éléments probants suffisants et appropriés permettant d'obtenir l'assurance que :

- Les soldes de clôture de l'exercice précédent ont été correctement repris en réouverture et ne contiennent pas d'anomalie, ayant une incidence significative sur les états financiers de l'exercice en cours.
- Les méthodes comptables appropriées reflétées dans les soldes d'ouverture ont été appliquées de façon permanente pour l'établissement des états financiers de la période en cours.
- L'impact des changements de méthodes a été comptabilisé de façon appropriée et est correctement présenté et fait l'objet d'une information pertinente dans ces états conformément au référentiel comptable applicable.

2.1.12. NAA 700 : Fondement de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers

Les objectifs de l'auditeur sont les suivants :

- Se forger une opinion sur les états financiers fondée sur une évaluation des conclusions tirées des éléments probants recueillis ;
- Exprimer clairement cette opinion dans un rapport écrit qui décrit également le fondement de celle-ci.

3. La norme internationale du management de la qualité (ISQM)

3.1. Un retour sur ISQM :

Quand on retourne un peu en arrière on peut citer les quelques points suivant :

- Le projet de révision de l'ISQC 1 a débuté en 2014 pour répondre fondamentalement à :¹
 - Le projet de suivi de la mise en œuvre de l'ISA réalisé en 2013² ;
 - Les commentaires des répondants sur les consultations entreprises dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de l'IAASB pour 2015-2019 : Remplir notre mandat d'intérêt public dans un monde en évolution³ et le plan de travail connexe pour 2015-2016 : améliorer la qualité de l'audit et préparer l'avenir⁴ ;
 - Rétroaction des activités de sensibilisation en cours ;
 - Les conclusions des rapports d'inspection des organismes de réglementation de l'audit.

- Les considérations pertinentes pour l'ISQC 1 qui ont été notées à partir de ces diverses activités comprenaient :
 - Le recrutement et la formation, et les changements dans les modèles de ressources de l'entreprise ;
 - La nécessité d'aborder les mesures correctives et de reconnaître l'importance de l'analyse des causes profondes ;
 - Le besoin d'orientations supplémentaires pour démontrer comment l'ISQC 1 pourrait être appliquée de manière proportionnée par les petits et moyens praticiens (SMP), y compris pour clarifier comment elle peut être appliquée aux revues, à d'autres missions d'assurance et aux missions de services connexes.
 - Traiter de multiples problèmes liés aux revues de contrôle qualité de la mission (par exemple, la sélection du responsable du contrôle qualité de la mission et son indépendance par rapport à l'équipe de mission, le scepticisme professionnel

¹ International Standard on Quality Control 1, Quality Control for Firms that Perform Audits and Reviews of Financial Statements and Other Assurance and Related Services Engagements.

² <https://www.iaasb.org/publications/clarified-isas-findings-post-implementation-review>, (17/05/2022 à 01:58).

³ https://www.ifac.org/system/files/publications/files/IAASB-Strategy-2015-2019_0.pdf, (17/05/2022 à 01:59).

⁴ <https://www.ifac.org/system/files/publications/files/IAASB-Work-Plan-2015-2016.pdf>, (17/05/2022 à 02:01).

exercé par le responsable de la revue et l'objectif, l'étendue, le calendrier et la documentation de la revue de contrôle qualité de la mission).

- Afin de mieux comprendre les problèmes identifiés lors de l'examen postérieur à la mise en œuvre des normes ISA clarifiées, les conclusions des inspections et la sensibilisation continue, et la meilleure façon de les résoudre, l'IAASB a publié l'appel à commentaires (ITC), l'amélioration de l'audit qualité: une concentration sur le scepticisme professionnel, le contrôle qualité et les audits de groupe¹, en décembre 2015. Les répondants ont généralement convenu que l'IAASB devrait prendre des mesures pour résoudre les problèmes présentés dans l'ITC. De plus, les commentaires des répondants ont fourni des informations précieuses pour formuler les mesures que l'IAASB prendrait pour résoudre les problèmes.

3.2. Les points les plus importants de la norme ISQM1²

- ISQM 1 est basé sur le risque ;
- En termes de principes traditionnels de gestion des risques, une entité décidera d'un traitement de risque approprié, qui consiste à accepter, transférer ou atténuer le risque. Comme ISQM1 fixe des objectifs de qualité spécifiques, ce choix ne s'applique pas et la pratique doit atténuer les risques de qualité en concevant des réponses aux risques et des contrôles appropriés ;
- Lors de la conception des réponses aux risques et des contrôles, les pratiques qui ont déjà une base solide dans le cadre de l'ISQC1 peuvent transférer bon nombre de ces contrôles, processus, etc.
- Pour les pratiques qui n'ont pas suffisamment mûri en termes de conformité à l'ISQC1, c'est l'occasion d'une nouvelle approche de la qualité ;

¹ <https://www.iaasb.org/publications/invitation-comment-enhancing-audit-quality-public-interest-1>, (17/05/2022 à 02:13).

² Thandokuhle Myoli, Acting Senior Executive, Audit & Assurance, ISQM workshop.

- Pour les cabinets qui ont mûri de manière adéquate en termes de conformité à la norme ISQC1, c'est l'occasion de renouveler et de réorganiser les politiques et les processus du cabinet, car vous pouvez décider ce qu'il faut continuer ; quoi arrêter; par quoi commencer, et ce qu'il faut changer ;
- Si elle est correctement effectuée dans la phase d'évaluation des risques, ISQM 1 donnera une image stratégique de la pratique en termes d'analyse SWOT.

3.3. Le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB)

L'objectif de l'IAASB est de servir l'intérêt public en établissant des normes de haute qualité en matière d'audit, d'assurance et d'autres services connexes et en facilitant la convergence des normes internationales et nationales d'audit et d'assurance, améliorant ainsi la qualité et la cohérence des pratiques dans le monde entier ainsi que le renforcement de la confiance du public dans la profession mondiale d'audit et d'assurance. L'IAASB élabore des normes et des lignes directrices en matière d'audit et de certification à l'intention de tous les comptables professionnels dans le cadre d'un processus commun d'établissement de normes impliquant le Conseil de surveillance de l'intérêt public, qui supervise les activités de l'IAASB, et le Groupe consultatif de l'IAASB, qui fournit des commentaires d'intérêt public sur l'élaboration des normes et des lignes directrices. Les structures et les processus qui soutiennent les opérations de l'IAASB sont facilitées par la Fédération internationale des comptables (IFAC).

3.4. Les objectifs de la norme

L'objectif de l'entreprise dans le contexte de la norme est de concevoir, de mettre en œuvre et d'exploiter un SQM qui est élaboré pour fournir au cabinet l'assurance d'atteindre les deux objectifs suivants :

- Le cabinet et son personnel s'acquittent de leurs responsabilités conformément aux normes professionnelles et aux exigences légales et réglementaires applicables, et réalisent des missions conformément avec ces normes et exigences ;
- Les rapports de mission émis par le cabinet ou les associés responsables de mission sont appropriés en la circonstance ;
- ISQM1 a proposé une référence plus explicite dans l'introduction au rôle du cabinet dans le service de l'intérêt public, avec des explications à l'appui de ce que cela signifie ;
- Lors de la publication de l'ISQM 1, l'IAASB a sollicité l'avis des répondants sur la question de savoir s'il est clair que la réalisation de l'objectif de la norme est liée au rôle d'intérêt public du cabinet.

3.4.1. Le Résumé des commentaires reçus sur l'exposition

- La majorité des répondants ont soutenu l'objectif de ISQM 1 ;
- D'autres commentaires comprenaient la nécessité de clarifier la signification de l'assurance raisonnable et d'expliquer les multiples niveaux d'objectifs intégrés dans la norme ;
- Des opinions selon lesquelles une référence plus explicite à l'intérêt public devrait figurer dans l'objectif de la norme ou ailleurs dans les exigences ;
- Des préoccupations concernant la référence à l'intérêt public compte tenu de l'interprétation large du sens de l'intérêt public.

3.4.2. Décisions de l'IAASB

- L'objectif de la norme doit fournir une référence claire fondée sur les résultats permettant au cabinet d'évaluer si l'objectif a été atteint. Un objectif qui intègre des éléments ambitieux ;
- Une mission de qualité est réalisée lorsque le professionnel en exercice s'acquitte de ses responsabilités conformément aux normes professionnelles et aux exigences légales et réglementaires applicables, réalise la mission conformément à

ces normes et exigences et émet un rapport de mission approprié aux circonstances, etc.

3.5. Les composants et la structure de la norme

L'SQM 1 a été organisé selon huit composants, reflétant une combinaison d'éléments existants dans l'ISQC 1, dont certains ont été élargis et adaptés (c'est-à-dire la gouvernance, le leadership et les ressources), et deux nouveaux composants (le processus d'évaluation et de communication). ISQM 1 a expliqué la nature intégrée des composants et comment ils sont interdépendants. L'IAASB a souligné que bien que la norme soit organisée en huit composants, les entreprises ne sont pas tenues d'organiser leurs systèmes en fonction de ces composants discrets.

3.5.1. Le résumé des commentaires reçus sur l'exposition

Les répondants ont appuyé les huit composantes et l'accent accru mis sur l'interrelation des composantes. Les répondants ont également apprécié la flexibilité offerte aux entreprises dans l'organisation de leurs systèmes. Cependant, il y a eu diverses suggestions concernant la description des composants et la structure de la norme, notamment :

- Souligner que le processus d'évaluation des risques et le processus de surveillance et de remédiation de l'entreprise sont des processus, et donc de nature différente des autres composants ;
- Relocaliser le processus d'évaluation des risques du cabinet en tant que premier élément de la norme afin de fournir un meilleur contexte et d'améliorer la lisibilité de la norme. ;
- Examiner si l'information, la communication et les ressources doivent être intégrées dans les autres composantes ;
- Déterminer si le processus de surveillance et de remédiation doit également être soumis au processus d'évaluation des risques de l'entreprise.

3.5.2. Les décisions de l'IAASB

L'IAASB partage l'opinion des répondants selon laquelle le processus d'évaluation des risques et le processus de surveillance et de correction du cabinet sont d'une nature différente de ceux des autres composantes, puisqu'il s'agit de processus qui s'appliquent aux autres composantes. Ainsi, afin de mieux différencier ces composantes et souligner qu'il s'agit de processus que le cabinet doit mettre en place, l'IAASB a introduit dans chacune de ces deux composantes une exigence portant sur la mise en place d'un processus. Compte tenu des préoccupations persistantes concernant la complexité, la lisibilité et l'intelligibilité de l'ISQM 1, et compte tenu des suggestions des répondants visant à déplacer le processus d'évaluation des risques du cabinet comme premier élément de la norme.

4. Le champ d'application de la norme

Cette norme traite des responsabilités pour faire fonctionner un système de gestion de la qualité sur tous les cabinets qui réalisent des audits, des examens d'états financiers, des missions d'assurance et des services connexes. Pour les besoins de la présente norme ISQM 1, un système de gestion de la qualité porte sur les huit composantes suivantes :

- Le processus d'évaluation des risques du cabinet ;
- Gouvernance et leadership ;
- Les règles de déontologie pertinentes ;
- L'acceptation et le maintien de relations clients et de missions spécifiques ;
- La réalisation des missions ;
- Les ressources ;
- Les informations et communications ;
- Le processus de suivi et de prise de mesures correctives.

L'ISQM exige au cabinet d'adopter une approche fondée sur les risques pour mettre en place son système de gestion de la qualité

d'une manière coordonnée de façon à assurer une gestion proactive de la qualité des missions qu'il réalise. Par conséquent, la conception du système de gestion de la qualité (SQM) en particulier le degré de complexité et de formalité de ce système variera d'un cabinet à un autre.

La présente norme maintient des responsabilités qui incombent au cabinet dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- Le cabinet appartient à un réseau et respecte les exigences de ce réseau ou utilise des services fournis par le réseau quant au SQM ou à la réalisation des missions ;
- Le cabinet utilise des ressources provenant d'un fournisseur de services quant au SQM ou à la réalisation des missions.

Le cabinet demeure responsable de son SQM, même s'il est tenu de respecter les exigences d'un réseau ou qu'il utilise des services fournis par un réseau ou des ressources provenant d'un fournisseur de services.

La conception de la mise en place d'un SQM conforme à la norme ISQM est requise pour le 15 décembre 2022. L'évaluation de son système doit être réalisée dans l'année qui suit cette date.

L'objectif est de faire fonctionner un système de gestion de la qualité des audits pour assurer que le cabinet réalise des missions conformément aux normes et aux exigences légales et réglementaires applicables, et les rapports seront plus appropriés aux circonstances. Ceci va aider le cabinet à réaliser systématiquement des missions de qualité pour servir l'intérêt public à travers l'assurance de l'atteinte des objectifs du système.

- Section 03 -

- La démarche d'audit -

Afin de réaliser une mission d'audit conforme aux normes et d'assurer une bonne qualité d'audit, il y a un processus à suivre qui se résume en trois phases fondamentales. L'objectif général de chaque étape est comme suit :

- La phase de préparation : Déterminer à la fois l'acceptation d'un client et l'acceptation par un client.
- La phase de réalisation : Décidez de l'acquisition d'un nouveau client ou de la poursuite de la relation avec un client existant et du type et de la quantité de personnel requis, ainsi que Déterminer la quantité et le type d'éléments probants et d'examen nécessaires pour donner à l'auditeur l'assurance qu'il n'y a pas d'anomalies significatives dans les états financiers, et enfin testez les éléments probants à l'appui des contrôles internes et de la fidélité des états financiers
- La phase de clôture : terminer les procédures d'audit et émettre une opinion.

1. Phase de préparation ¹

Elle couvre la mission d'audit, et exige des auditeurs une capacité importante de lecture, d'attention et d'apprentissage. En dehors de toute routine, elle sollicite l'aptitude à apprendre et à comprendre, elle exige également une bonne connaissance de l'entreprise car il faut savoir où trouver la bonne information et à qui la demander. C'est au cours de cette phase que l'auditeur doit faire preuve de qualité de synthèse et d'imagination. Elle peut se définir comme la période au cours de laquelle vont être réalisés tous les travaux préparatoires avant de passer à l'action.

Au cours de cette phase l'auditeur doit faire preuve de qualité de synthèse et d'imagination. Elle peut se définir comme la période au cours de laquelle les responsables vont réaliser tous les travaux préparatoires avant de passer à l'action.

Cette première étape est considérée comme étant la plus importante en termes de temps, elle se compose de deux phases :

- La connaissance générale de l'entreprise.
- La décomposition du sujet de la mission.

¹ Jaques RENARD (2010), Théorie et pratique de l'audit interne 7^{ème} édition, groupe Eyrolles, Paris, P233.

- Prise de conscience des risques.

1.1. La connaissance générale de l'entreprise :

Ici, l'auditeur doit se mettre en contact avec le gouvernement de l'entreprise en utilisant des outils qui peuvent lui permettre de s'informer d'avantage sur l'organisme audité, comme des entretiens et des questionnaires qui tournent autour de plusieurs questions de prise de connaissance. Ceci va donner la possibilité à l'auditeur d'avoir une vision globale ainsi que les informations nécessaires afin de manager la mission selon la situation de l'entreprise.

Les informations que l'auditeur cherche à connaître se résument comme suit :

- L'activité de l'entreprise, c'est-à-dire dans quel type de secteur exerce t'elle, sur quel marché elle est et dans quel environnement elle se situe.
- La structure générale de l'entreprise dont son organisation, ainsi que ses systèmes de gestion et d'information.
- Les flux d'informations financières principaux qui ont un impact considérable sur les comptes.

Il faut savoir que l'auditeur est affecté par la notion de risque liée aux informations traitées et aux opérations réalisées, ce dernier doit accorder la position et le volume de ses travaux en fonction des risques qu'il est gouverné à identifier.

L'auditeur fait face à plusieurs risques lors de son exercice, tel que :

- Le risque du à l'entreprise ;
- Le risque du à la nature des informations traitées ;
- Le risque du à la nature des opérations ;
- Le risque du à la valeur des opérations ;
- Le risque inhérent à la conception et au fonctionnement du système d'information.

1.2. La décomposition du sujet de la mission

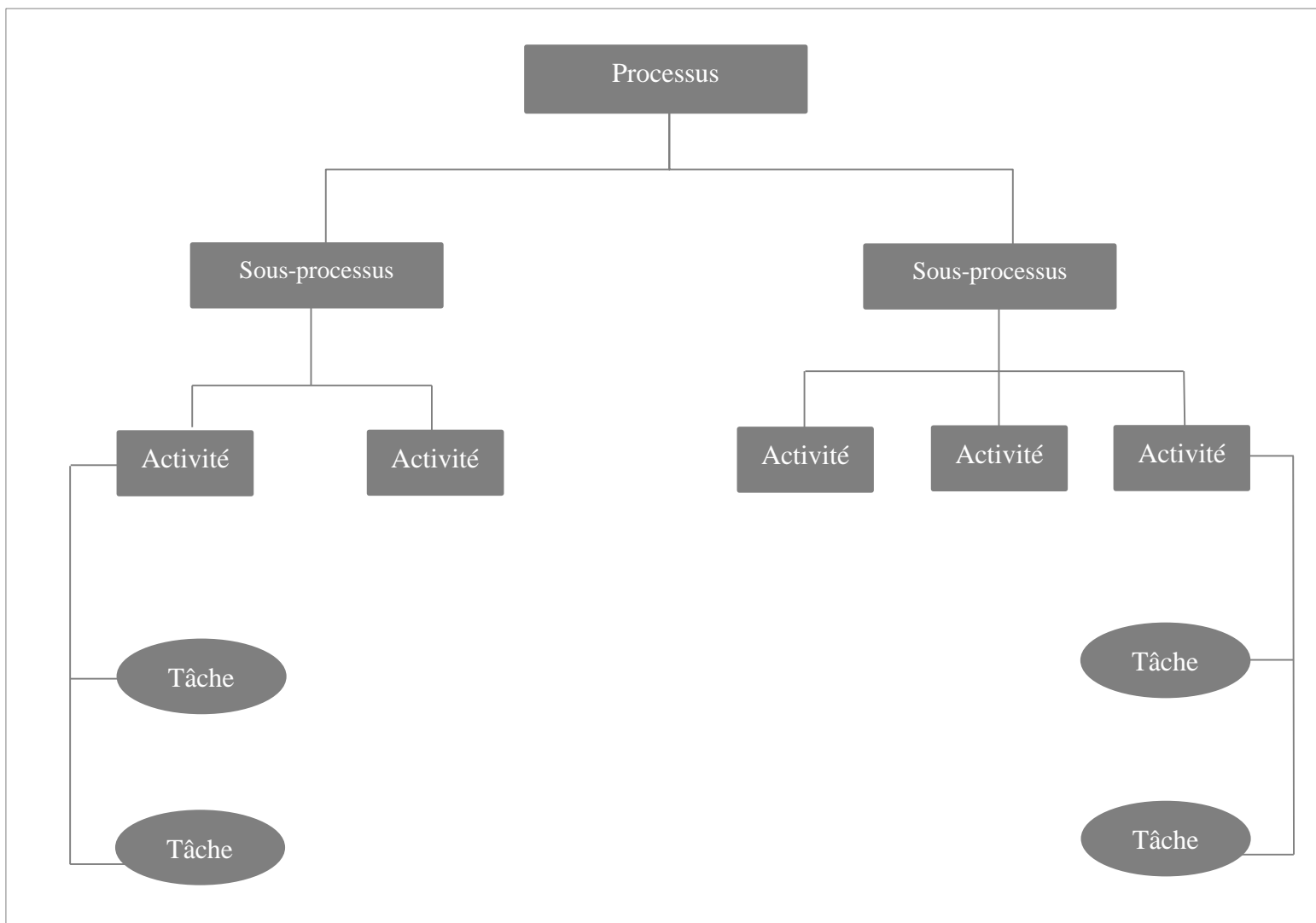
Lors de l'audit, l'auditeur va faire une division du processus à traiter, les tâches seront étudiées à tour de rôle quand ceci dépend d'un seul auditeur, contrairement à toute une équipe qui se divise le travail en tâches et le traitement se fera en même

temps. Cette méthode de division d'opérations va faire gagner du temps et facilitera l'analyse des éléments audités.

La description des risques est inévitable vu que leurs expositions se font à travers les processus. Cela consiste à supporter les risques opérationnels en divisant successivement chaque processus jusqu'à son ample simplification afin d'atteindre une phase détaillée pour pouvoir identifier les risques encourus et mettre en œuvre des plans d'action pour les diminuer et les contrôler.

On peut résumer de la division du processus dans le schéma suivant :

Schéma N° 02 : La division d'un processus.



Source : élaboré par l'étudiant.

1.3. La prise de conscience des risques

Chaque élément à auditer résultant de la décomposition a une représentation de ses objectifs ainsi que des risques qui lui en sont attribués. Ce binôme nécessite un contrôle interne qui peut garantir l'atteinte des objectifs, ceci se fait à travers des outils que l'auditeur élabore dont le tableau des risques suivant :

Tableau N° 02 : le tableau des risques.

Tâches	Objectifs	Risques	Evaluation	Dispositifs de contrôle interne	Constats
			<ul style="list-style-type: none"> - Important - Moyen - Faible 		Oui/Non

Source : Mémento d'audit interne.

2. Phase de réalisation¹

C'est dans cette étape que les capacités d'observation, d'analyse et de communication de l'auditeur vont ressortir. La phase de réalisation est l'étape de répartition des tâches planifiées, qui seront attribués aux auditeurs suite à un programme de réalisation qui va permettre au chef de mission d'établir un plan de vérification.

Le cabinet d'audit doit planifier ses travaux de manière à lui permettre de réaliser un audit efficace de manière efficace et opportune. Les plans développés doivent être basés sur la connaissance des activités du client. Ces plans doivent avoir acquis une compréhension de base du contexte commercial, du contrôle de l'environnement, des procédures de contrôle, du système comptable du client.

Après avoir effectué les procédures analytiques, la deuxième partie du processus de planification consiste à déterminer le degré de risque de l'engagement et à définir des niveaux de matérialité.

Enfin, l'auditeur prépare un programme d'audit qui décrit la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit nécessaires pour rassembler les évidences.

¹ Rick HAYES, (dir.), (2005), Principles of auditing, Pearson education, UK, P194.

L'un des concepts les plus acceptés en matière d'audit est l'importance de la structure du contrôle interne à une information financière fiable. Si le client a suffisamment de contrôle interne pour prouver la fiabilité des données et sauvegarder les actifs et les enregistrements, etc.

2.1. Le contrôle interne¹

L'évaluation du contrôle interne est une partie très importante du processus de planification. La structure de contrôle interne d'une entité comprend cinq catégories de base. La direction conçoit et met en œuvre ceci afin de fournir de l'assurance pour l'atteinte des objectifs de contrôle. Ces composantes du contrôle interne sont :

- L'environnement de contrôle ;
- L'évaluation des risques ;
- Les procédures de contrôle ;
- L'information et communication ;
- La surveillance.

2.2. Les objectifs du plan de réalisation²

L'objectif de la planification est de déterminer la quantité et le type de preuves et examens requis pour assurer l'auditeur qu'il n'y a pas d'anomalie significative des états financiers.

On peut déterminer les procédures de planification comme suit :

1. Réaliser des procédures d'audit pour comprendre l'entité et son environnement, y compris le contrôle interne de l'entité ;
2. Évaluer les risques d'anomalies significatives des états financiers ;
3. Déterminer la matérialité ;
4. Préparer le mémorandum de planification et le programme d'audit contenant la réponse de l'auditeur aux risques identifiés.

Avant qu'un programme d'audit puisse être rédigé pour l'audit, le processus de planification de l'audit doit inclure des procédures pour :

¹ Rick HAYES, (dir.), (2005), Principles of auditing, Pearson education, UK, P104.

² Idem.

- Acquérir une compréhension de l'entité et de son environnement en examinant les aspects financiers (par exemple, continuité d'exploitation, procédures analytiques) et non financiers (par exemple, l'industrie, l'entreprise, les informations légales, les parties liées, statutaires) ;
- Comprendre les systèmes comptables et de contrôle interne ;
- Evaluer le risque et l'importance relative.

On peut également parler d'autres issues tels que la nature et le calendrier de la mission, l'implication d'autres auditeurs, l'implication d'experts, les besoins en personnel et les rapports reçoivent généralement une attention préliminaire à la phase d'acceptation du client mais peut nécessiter un suivi lors de la phase de planification et des phases suivantes. L'auditeur détermine la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit ainsi que la forme de supervision et d'examen, et intègre cela dans un programme de contrôle des risques.

2.3. Les étapes du plan de réalisation

On peut résumer les étapes du plan de réalisation comme suit :

2.3.1. La réunion d'ouverture

Cette réunion consiste à ce que les auditeurs rencontrent l'ensemble des personnes impliquées de l'entité auditée, dans le but de faire une clarification sur le programme à suivre. Lors de la présentation les auditeurs vont parler de :

La présentation du service d'audit, ses missions, ainsi que les normes sur lesquels il s'appuie ;

- L'exécution du programme d'audit ;
- Les objectifs de la mission ;
- L'entité concernée par la mission ;
- Le déroulement de la mission ;
- La présentation de la méthodologie ;
- Le rapport ;
- L'évaluation ;
- Le plan d'action et le suivi de la mission ;

- Le planning ;
- Les contacts.

2.3.2. Le programme de travail

Le programme de travail est la base de la phase de réalisation. L'objectif principal de cette étape se résume en un document interne dans lequel on procède à la détermination, la répartition et la planification des tâches qui permettront aux auditeurs d'atteindre les objectifs du rapport d'orientation.

Ce programme de travail comprend deux éléments essentiels qui sont :

- les travaux d'audit à accomplir pour atteindre les objectifs d'audit ;
- les outils dont il faut envisager l'utilisation : diagramme de circulation, sondage statistique, entretien, etc.

Ce document interne comprend :

- Un document contractuel ;
- Un planning de travail ;
- Un questionnaire sur le contrôle interne ;
- Une feuille de route, etc.

2.3.3. Le questionnaire de contrôle interne¹

Un QCI est un document interne que les auditeurs utilisent pour les guider dans l'exécution de leur plan de travail. Il doit donc permettre l'observation la plus complète. L'objectif est d'évaluer le dispositif de contrôle interne pour chaque opération risquée.

Le QCI comprend des questions destinées à analyser les opérations à risque et à vérifier l'existence et l'efficacité des contrôles définis dans le Cadre de Contrôle Interne. Telles sont les questions qui lui seront posées, pour lesquelles il identifiera les outils pouvant y répondre.

Le QCI comporte 5 questions fondamentales qui permettent de regrouper l'ensemble des interrogations suivantes :

- **Qui ?**

¹ Cours Management de la qualité.

Elle rassemble les questions relatives à l'opérateur qu'il faut identifier avec précision et déterminer quels sont ses pouvoirs. Pour répondre à ces questions on utilise les organigrammes hiérarchiques et fonctionnels, les analyses de postes, etc.

- **Quoi ?**

Cette question regroupe les questions relatives à l'objet de l'opération, quelle est la nature de la tâche, quelle est la nature du produit fabriqué, du contrôle.

- **Où ?**

Ça concerne les endroits où se déroule l'opération.

- **Quand ?**

Celle-ci élabore les questions relatives au temps : début, fin, durée, périodicité, etc.

- **Comment ?**

Ici on regroupe les questions relatives à la description du mode opératoire, comment se réalise la tâche.

Pour chaque opération risquée, le QCI a été élaboré à partir de 5 questions fondamentales, qui ont permis d'identifier la tâche fondamentale à partir de laquelle les enjeux de contrôle interne ont été inférés. Pour chaque question, l'examineur détermine les outils, le temps et les personnes utilisés pour répondre à la question.

2.3.4. Le travail sur terrain

À cette étape, l'auditeur doit répondre aux questions du CAQ (contrôle audit qualité). Les outils à mettre en œuvre sont identifiés dans le QCI (questionnaire du contrôle interne), mais lors de la phase terrain il peut s'avérer qu'un outil n'est pas adapté et il doit en choisir un autre. L'auditeur ne peut jamais baser ses constats sur des hypothèses ou des intuitions, il doit avoir des preuves de ce qu'il avance.

Il y avait 4 critères pour la qualité des preuves : une constatation était considérée comme prouvée et valide, la preuve doit être :

- Pertinente c'est-à-dire qu'elle doit être en relation avec les objectifs d'audit ;
- Suffisante et donc fonctionnelle, appropriée et probante, présentant assez d'information ;
- Concluante et fiable, elle doit permettre d'aboutir à une conclusion aussi précise que possible et certitude de la qualité de la source ;
- Utile qui répond aux objectifs de l'organisation.

Les preuves peuvent être divisées en 4 catégories :

- Preuve physique : C'est de l'observation, c'est-à-dire que c'est ce qu'on peut voir et constater.
- Témoignage : Il s'agit de preuves très fragiles qui doivent toujours être harmonisées et vérifiées avec d'autres preuves.
- Preuve documentaire : Les pièces comptables, procédures écrites, comptes rendus, notes, etc. Ici il faut faire attention à la qualité des documents et à l'analyse qui en est faite.
- Preuve d'analyse : résultats de calculs, rapprochements, déductions et comparaisons diverses. Les dangers ici sont cumulatifs : ceux liés aux documents qui vont être analysés, les témoignages, et les erreurs de l'auditeur dans ses calculs ainsi que ses déductions propres à lui.

2.3.5. La FRAP¹

La Feuille de Révélation et d'Analyse de Problème est une fiche synthétique élaborée lors de la phase de terrain qui va conduire et structurer le raisonnement de l'auditeur jusqu'à la formulation de la recommandation qu'il va communiquer avec l'audit, c'est à travers elle que l'auditeur va exposer chaque obstacle qu'il va croiser. Elle va également servir de pilier pour la rédaction du rapport.

La FRAP reproduit les différentes phases du raisonnement dans leur ordre chronologique et logique. L'auditeur remplit une FRAP à chaque fois qu'une observation révèle un problème. Voici ci-dessous un exemple d'une FRAP vierge :

¹ Pierre SCHICK, memento d'audit interne, (2007), Dunod, Paris, P94.

Feuille de révélation et d'analyse de problème		
Papier de travail :	FRAP n°	
Problème :		
Constats :		
Causes :		
Conséquences :		
Solution proposée :		
Etablie par :	Approuvé par :	Validée avec :
Le :	Le :	Le :

3. Phase de clôture ¹

3.1. La réunion de clôture

L'objectif de cette réunion est de :

- Présenter et valider les résultats ;
- Expliquer les recommandations ;
- Identifier les modalités pratiques liées aux plans d'action et au suivi de la mission.

Tous les éléments découverts lors de l'audit doivent être vérifiés par l'audité. Le rapport final ne doit pas contenir d'éléments non remis à l'audité. Tout doit être compris et l'audité doit identifier avec précision les constatations.

¹ Pierre SCHICK, (2007), Mémento d'audit interne, Paris, P115.

Personnes présentes :

- **La sélection des participants de l'audit** : Logiquement, la personne qui a participé à la réunion de début de tâche sera retrouvée à la réunion de fin. Cependant, il est nécessaire de s'assurer que le personnel nécessaire à l'échange soit impliqué dans la présentation du bulletin technique complet et détaillé décrit dans le règlement général.
- **La représentation de la direction de l'audit** : Si le responsable de l'audit est présent, son rôle dans la réunion peut être joué lors de la présentation pour marquer l'importance de l'entité auditée pour l'audit. Le Processus pour les réunions de clôture et de confirmation : L'ordre du jour de cette réunion est d'examiner le projet de rapport soumis à chaque participant, au moins 5 jours ouvrables avant la réunion.
- **Présentation du projet par les auditeurs**
L'auditeur présente les points qui seront soulevés et explique ces points. Si nécessaire, l'auditeur commencera par une brève description du processus existant. Il abordera ensuite les points forts ou les points de satisfaction qui n'ont pas encore fait l'objet du FRAP, pour finir par des échecs en fonction de leur importance.
- **Observations des audités**
Celles-ci sont rendues possibles dans le projet de rapport. Cela peut se faire de manière informelle et orale lors de la séance de clôture. Il peut aussi être écrit et formel.

Lors de la réunion, deux types de contestations peuvent se présenter à l'auditeur :

- **Contestations liées aux constatations** : Deux scénarios possibles : l'auditeur fournit un élément de preuve et le litige est résolu, ou il est incapable de fournir cet élément de preuve et il vaut mieux laisser tomber le point litigieux.
- **Différends liés aux recommandations** : Parce qu'il s'agit d'un projet, l'audité peut avoir d'autres recommandations. L'audité reste un expert du sujet audité. Ses conseils peuvent inclure des aspects que le public oublie ou ne voit pas. Dans ce cas, si l'audité convainc l'auditeur, celui-ci peut modifier voire annuler le contenu de son texte à un moment donné. Cela ne doit pas l'empêcher de maintenir son texte s'il n'y croit pas. N'oublions pas que l'évalué a toujours le droit de décliner une recommandation lors de sa réponse écrite. En fait, l'audité peut toujours répondre aux recommandations lors de l'élaboration de ses commentaires écrits et/ou de son plan d'action. modalités liées aux plans d'action et au suivi.

L'auditeur désignera une date lors de cette réunion pour remettre un avis écrit (si nécessaire) et les procédures liées au plan d'action (date de remise, inclusion dans le rapport, noms des participants, honoraires). Le processus de surveillance sera également brièvement décrit. La réunion de vérification doit faire l'objet d'un rapport qui consolide tous les commentaires sur les constatations et les recommandations. Le rapport sera envoyé à l'audit pour approbation.

3.2. Le rapport d'audit final

S'il est prévu lors de la réunion de vérification, le rapport d'audit final ne peut être préparé qu'après que l'audit a soumis des commentaires écrits.

3.3. Les principes généraux du rapport d'audit

- Les rapports doivent être complets, constructifs, objectifs et clairs. La signature du rapport par le responsable constitue un exemple de responsabilité : le responsable d'audit supporte personnellement toutes les conséquences du travail de son subordonné. Même en cas de conclusion positive, un rapport doit être rédigé.
- Le rapport ne doit contenir que des éléments qui ont été soumis à la direction auditée. Le rapport d'audit ne doit pas surprendre l'audit. A cet effet, des sessions de validation et de clôture ont été organisées. Elle rend les faits, les constatations et (si possible) les conclusions incontestables.
- Les rapports doivent être structurés pour différents publics. C'est pourquoi il comprend une introduction générale et un résumé. La présentation générale doit être complète et technique et apporter toutes les informations utiles au responsable audité et aux personnes chargées d'agir. Ce résumé est destiné à ceux qui ont besoin d'être informés et compris mais qui n'ont pas besoin de remédier à la défaillance identifiée.
- Les rapports doivent être objectifs, clairs, concis, utiles et aussi convaincants que possible.
- Le rapport doit être revu par au moins un membre du service d'audit qui n'a pas participé à sa rédaction.

Le rapport d'audit dépend de deux objectifs différents qui sont :

- Il s'agit d'un fichier d'informations structuré de manière hiérarchique. L'audit apporte à ces derniers l'assurance de la maîtrise du domaine audité. Les documents fournis contiennent uniquement des instructions générales. Il comprend clairement l'identification des risques identifiés et indique les actions à entreprendre.
- C'est l'outil de travail de l'audit. L'audit prend des mesures correctives sur la base du rapport. Pour cela, le document doit comporter le détail des résultats de l'analyse et des observations, ainsi que des recommandations spécifiques.

3.4. Le plan d'action

La fonction d'audit n'ayant ni l'autorité ni la responsabilité de mettre en œuvre ses recommandations au sein de l'audit, la direction de ces entités est tenue d'élaborer un plan d'action visant à mettre en œuvre les recommandations, c'est-à-dire de prendre des mesures pour gérer les risques. Le service d'audit envoie une note d'information sur la manière d'élaborer un plan d'action.

L'auditeur met en œuvre le plan d'action comme suit :

- inclus dans le rapport ;
- soit accepter de reporter à une date ultérieure lors de la Réunion de Clôture et de Vérification

Dans les deux cas, le rapport d'audit final doit contenir des plans d'action ou des procédures pour les soumissions futures. Pour chaque recommandation, l'audit doit clairement exprimer sa position sur la recommandation :

- J'accepte ;
- Partiellement accepté ;
- Refuser.

Dans les deux premiers cas, il mentionne qui fera quoi et quand. Chaque recommandation est numérotée et devant vous trouverez le nom de la personne responsable de la mise en œuvre, la date de mise en œuvre de la mise en œuvre et l'action à effectuer. En cas de réception partielle, l'audit doit indiquer la raison de la réception incomplète.

En cas de rejet, l'audité doit également en expliquer les raisons. Cela ne peut pas remettre en cause le rapport tel qu'il a été validé lors de la séance de clôture. Le rejet peut refléter un manque de qualité ou de réalisme de la recommandation.

Les plans d'action doivent être validés par le service d'audit. Si ce dernier considère que le plan d'action est partiellement ou totalement insuffisant, des observations doivent être faites. Le responsable du service audité procède alors aux modifications nécessaires.

Conclusion

L'audit est donc riche en histoire, et ses missions ne se limitent pas qu'à la certification des comptes annuels d'une entité. De plus, l'assurance que l'auditeur exprime est élevée, mais non absolue, dans la mesure où celui-ci a recours au jugement professionnel, ainsi que le fait que la plupart des informations probantes à sa disposition conduisent davantage à des déductions qu'à des certitudes. L'audit il examine tous les types de risques d'entreprise, l'exercice du métier d'audit comptable et financier est régi par des normes internationales, visant à harmoniser les travaux des professionnels dans le monde, mais cela n'empêche pas aux pays de créer leur propre cadre réglementaire en la matière, sans pour autant diverger de la normalisation internationale.

Par leurs apports fondamentaux, ces normes sont appliquées et suivies pour orienter et guider les auditeurs à agir de manière adéquate et efficace lors des missions d'audit.

Inspirée des normes internationales d'audit ISA, l'Algérie a facilité la mission d'audit de l'auditeur en adoptant la nouvelle norme NAA.

L'audit n'a pas seulement connu une évolution dans ses objectifs, mais aussi dans sa pratique. Anciennement conduit par une approche classique, il est désormais concentré sur l'identification des risques, après que la première n'ait manifesté ses insuffisances.

CHAPITRE II

Management de la qualité

Tout cabinet d'audit doit gérer la qualité de ce qu'il produit, c'est-à-dire avoir en permanence une organisation qui soit capable de produire ce qui satisfait le client et qui réponde aux normes d'exercice professionnel.

La maîtrise de la qualité passe par la mise en place d'un système de management de la qualité au sein du cabinet. Elle nécessite également une bonne organisation du cabinet et de son contrôle interne.

Le management de la qualité consiste à organiser un cabinet de manière cohérente et rationnelle afin qu'il soit en mesure d'atteindre les objectifs fixés par la direction. La

- Section 01 -
- Les principes de base -

On peut résumer le système de management de la qualité comme suit :¹

Management de la qualité

(Organisme ou entreprise)

Système qualité

(organisation-procédures-processus-moyens)

Tableau N° 03 : Satisfaction du client.

Besoin du client pour un produit	
Maitrise de la qualité (obtention)	Assurance de la qualité (confiance en

¹ Bernard FROMAN, (1994), le manuel qualité : Outils stratégiques d'une démarche qualité, éd. ANFOR, Paris.

1. Prévoir ce que l'on va faire ; 2. Ecrire ce qui a été prévu ; 3. Faire ce qui a été écrit ; 4. En conserver la trace.	l'obtention) 5. Démontrer que l'on a respecté les points 1, 2, 3,4 ; 6. Vérifier par audit que le système est adéquat et que tout se déroule comme prévu ; 7. Corriger les divinations.
Conformité du produit	Confiance en la conformité
Satisfaction du client	

1. La définition et les rôles de la qualité¹

1.1. La définition de la qualité

La qualité est définie comme étant « Une étiquette supplémentaire qui aide les commerçants à mieux vendre leurs produits »².

Ou encore une « Aptitude d'un produit ou d'un service à satisfaire, au moindre coût et dans les moindres délais les besoins des utilisateurs »³.

Selon les normes ISO : « La qualité est l'ensemble des caractéristiques d'une entité qui lui confère l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés ou implicites »⁴.

En se référant aux définitions précédentes on peut conclure que :

- **L'entité peut être :**
 - Un produit ou un service ;
 - Un système ;
 - Un processus ;
 - Un organisme.

- **L'Aptitude :** C'est la force de l'entité à satisfaire les besoins des clients.

- **Les exigences :** Vu que les clients sont la priorité des entreprises, ces dernières leurs accordent une énorme importance, donc leurs besoins sont devenus des exigences.

¹ A.Lalaoui Service Qualité –Gestion des Risques, ONCODOC CENTRE DE RADIOTHERAPIE.

² Robert FERRY, Jean maie GOGUE, (1991), la maîtrise de la qualité, Economica, Paris.

³ <http://www.agrojob.com/dictionnaire/definition-qualite-2607.html> , (17/05/2022 à 12 :29).

⁴ La norme 8420, version 1994.

- **Les besoins exprimés** : Ce sont les caractéristiques relatives au produit ainsi qu'à sa performance.
- **Les besoins implicites** : C'est la conformité à des règlements qui ont un lien avec la sécurité et l'environnement, la prise en charge du client, la présentation de documents d'informations associées aux produits, ainsi que d'anticiper les attentes des clients.

On peut maintenant conclure que la satisfaction des clients de l'entreprise est liée d'une manière directe à la qualité, donc dans ce cas-là, l'entreprise va maximiser l'amélioration de sa gestion ainsi que de son service en incluant les exigences de sociétés en termes d'obligation exprimées par des lois, des réglementations, des codes visant par exemple la sécurité et la protection du consommateur et de l'environnement.

1.2. Les rôles de la qualité

La qualité est un reflet fondamental que cherche à atteindre la majorité des organismes, en vue de ses rôles divers, dont :

- Ouvrir l'accès à de nouveaux marchés ;
- Multiplier les parts de marché ;
- L'amélioration de la qualité des produits et des services ;
- La nécessité de diminuer les coûts de production et de non-qualité ;
- Le besoin d'améliorer le management de l'entreprise ;
- La standardisation du mode de fonctionnement de toutes les entreprises du groupe ;
- Soutenir les conventions avec les partenaires de l'entreprise.

En suivant la démarche qualité on va disposer de :

- Un progrès sur les résultats économiques de l'entreprise ;
- L'augmentation de la satisfaction et de la fidélisation des clients ;
- Des connaissances plus développées sur les besoins des clients ;
- Une anticipation plus ciblée sur les futurs besoins des clients ;
- L'évolution de la confiance des clients grâce aux preuves fournies sur la qualité des produits et des services ;

- Une plus grande détermination dans la sélection des méthodes à entreprendre ;
- Une baisse des coûts de non-qualité ;
- Une prise de conscience vis-à-vis à la sécurité de l'environnement.

2. Les concepts fondamentaux de la qualité¹

La qualité est basée sur plusieurs concepts qu'on peut élaborer comme suit :

- **Le contrôle de la qualité**

Afin de satisfaire les exigences de la qualité, il est primordial de suivre des techniques opérationnelles. L'objectif de ce concept est de jouer d'une seule pierre deux coups, c'est-à-dire que pour une efficacité économique, la maîtrise de la qualité vise à piloter un processus et d'éliminer les causes de fonctionnement non satisfaisant à tous les cycles de la qualité en même temps.

- **L'assurance de la qualité**

L'assurance de la qualité est la capacité de l'entreprise à prouver objectivement qu'elle a mis en place une organisation efficace, qui permet de fournir des produits ou services de qualité conformes aux exigences spécifiées contractuellement.²

L'ensemble des activités préétablies et systématiques mises en œuvre dans le cadre du système qualité et démontrées en tant que de besoin, pour donner la confiance appropriée en ce qu'une entité satisfera aux exigences de la qualité.³

- **Le système management de la qualité (SMQ)**

Il est connu comme « l'ensemble de l'organisation, des procédures, des processus et des moyens nécessaires pour mettre en œuvre le management de la qualité ».⁴

¹ Janin AUDAS et Brigitte GUILLEBERT Associés de 01 AUDIT ASSISTANCE, La maîtrise de la qualité par les cabinets d'audit, (2011).

² http://www.enpc.fr/fr/formations/ecole_virt/trav-eleves/QFS/certifications_assurance_qualite.htm , (17/05/20200 à 15 :42).

³ La norme ISO 8402 version 1994.

⁴ Idem.

Le SMQ représente toutes les procédures prises en matière de qualité et qui peuvent être appliquées à un organisme. Si le système de management de la qualité atteint les objectifs de la qualité tout en optimisant ses ressources, alors il est considéré comme efficient.

- **Le management de la qualité**

C'est un ensemble d'activités de la fonction générale de management qui décident la politique qualité, les objectifs qualité et les responsabilités. Ils les élaborent à travers des moyens, comme par exemple : la planification de la qualité, l'assurance qualité et l'amélioration de la qualité dans le cadre du système qualité.¹

Voici quelques principes du management de la qualité :

- L'orientation client ;
- Le Leadership ;
- L'implication du personnel ;
- L'approche processus ;
- L'amélioration continue ;
- L'approche factuelle pour la prise de décision ;
- Les relations mutuellement bénéfiques avec les fournisseurs.

La norme 9001 exige de :

- Déterminer les processus nécessaires au SMQ et leurs applications dans tout l'organisme ;
- Déterminer pour chaque processus ses éléments entrants et ses produits ou services en sortie ;
- Déterminer la séquence et les interactions de ces processus ;
- Déterminer les critères et les méthodes pour assurer la maîtrise des processus ;
- Maîtriser les ressources et les informations nécessaires au bon fonctionnement des processus ;
- Surveiller, mesurer et analyser les processus ;
- Mettre en œuvre les actions nécessaires pour atteindre les objectifs et l'amélioration continue.

¹ La norme ISO 8402 version 1994.

- **Le management total de la qualité TMQ**

Ce type de management met l'accent sur la qualité, vise le succès à long terme, il apporte des avantages à tous les membres de l'organisation et de la société. Le TMQ est une extension du concept du management de la qualité dans le sens d'engager et de motiver tous les membres d'une organisation pour leurs propres intérêts et ceux de leur environnement.

- **L'audit qualité**

C'est une inspection structurée et indépendante pour déterminer si les activités et les résultats liés à la qualité respectent les réglementations préétablies, et si ces réglementations sont mises en œuvre de manière efficace et atteignent les objectifs.

- **La politique qualité**

L'orientation générale et les objectifs de l'organisation en matière de qualité, formellement exprimés par la direction.

- **La certification**

La certification est la procédure par laquelle un tiers (organisme de certification) fournit une assurance écrite que les systèmes, processus, personnes, produits ou services d'une organisation sont conformes aux exigences spécifiées dans une norme ou une référentielle qualité et certification vont souvent de pair, car la certification permet aux entreprises de valoriser leurs efforts de qualité. Cependant, la mise en place de démarches qualité n'est pas toujours associée à la recherche d'une certification. De même, être certifié n'est pas nécessairement une garantie de la qualité du produit ou du service proposé par l'entreprise, car il constate le respect d'exigences spécifiques qui peuvent être fixées à des niveaux qui ne correspondent pas aux attentes des consommateurs.

3. Les méthodes et les outils de la qualité¹

3.1. Les cercles de la qualité

Ce sont des groupes de travailleurs appartenant à une même unité de travail (atelier, bureau, service) qui se portent volontaires pour se réunir régulièrement

¹ Janin AUDAS et Brigitte GUILLEBERT Associés de 01 AUDIT ASSISTANCE, La maîtrise de la qualité par les cabinets d'audit, (2011).

pour résoudre des problèmes de qualité sans unité de travail. Le cercle de qualité en dit long sur l'implication des employés dans l'amélioration de la qualité, qui est l'un des principes fondamentaux de TQM.

- **L'analyse des modes de défaillance (AMDEC)**

Cette méthode est utilisée pour optimiser et protéger les processus, c'est une technique d'analyse préventive qui identifie et traite les causes potentielles de défauts et de défaillances avant qu'elles ne surviennent. L'AMDEC est une méthode de travail de groupe rigoureuse qui est très efficace car elle rassemble l'expérience et les connaissances de chaque participant, mais seulement si l'animateur AMDEC a une expérience suffisante.

Cette méthode permet d'identifier les modes de défaillance et d'analyser leurs effets. La criticité est évaluée selon la fréquence, la gravité et la détection.

- **Le benchmarking**

Il consiste à analyser les techniques de gestion ainsi que les modes d'organisation des autres entreprises. C'est un processus qui permet d'améliorer la performance des entreprises à travers la recherche, l'analyse comparative et l'implantation des meilleures pratiques.

Le benchmarking est un indicateur qui peut servir à définir les objectifs de l'entreprise concurrente. Ses objectifs consistent à valoriser l'entreprise, identifier les meilleures pratiques, évaluer les produits, etc.

- **Le brainstorming**

Pour cette méthode il faut rassembler un groupe de personnes multidisciplinaires pour s'exprimer librement sur un thème donné en mettant en œuvre leurs idées qui seront par la suite analysées et discutées, elle est généralement utilisée lors de la conception, de l'analyse et de l'évaluation.

Il permet de créer une dynamique de groupe et aider chaque participant à enlever les barrières qui le bloquent.

La majorité des entreprises se réfèrent à cette méthode en vue de sa facilité d'élaboration de plus du fait du développement de la capacité de créativité de l'équipe aux moindres coûts.

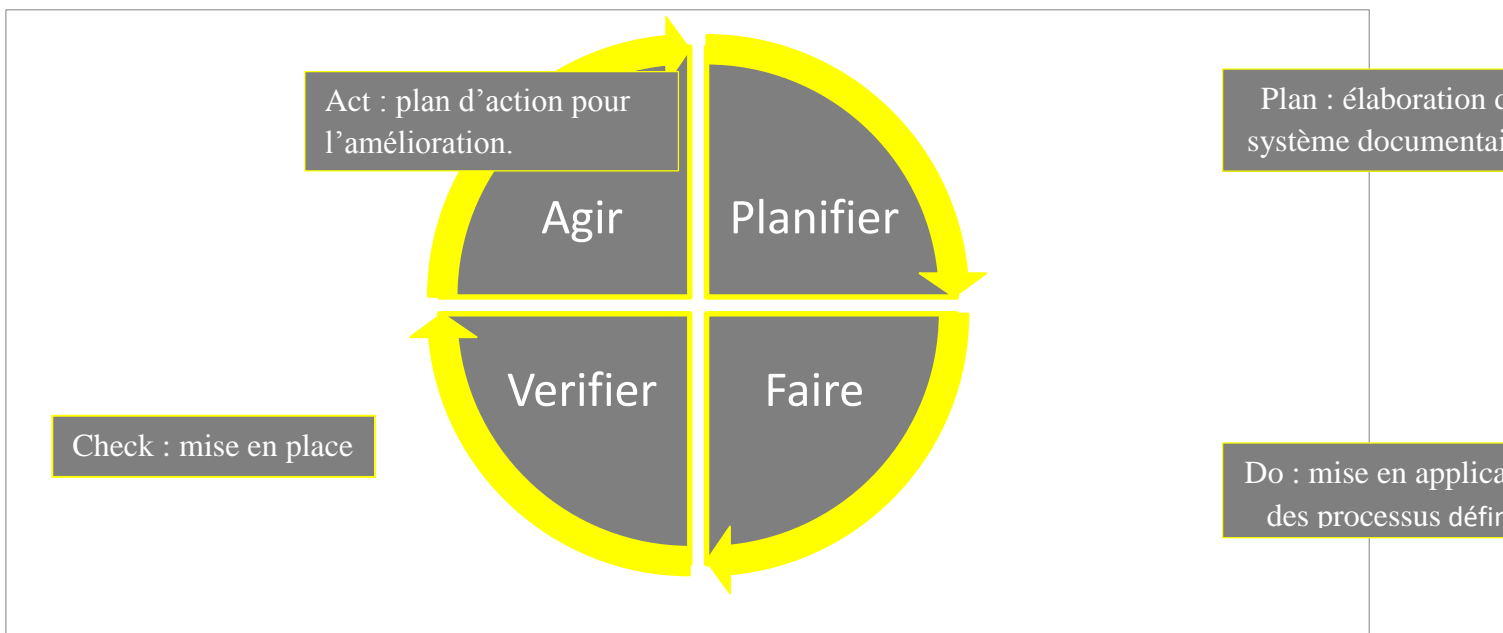
- **La méthode PDCA**

Appelée également la roue de Deming, cette méthode présente 4 phases à élaborer répétitivement et qui sont : Prévoir (Plan), Faire (Do), Vérifier (Check), Réagir (Act) d'où le nom PDCA.

Elle contribue à finaliser une tâche, un processus ou une démarche qui concerne un problème de qualité, un délai non respecté, une sécurité défaillante, etc.

L'idée de cette méthode est de démarrer d'un point existant et de l'améliorer en répétant les 4 phases se résume dans le schéma suivant :

Schéma N° 03 : La roue de Deming.



Source : élaboré par nos soins.

3.2. Les outils de la qualité¹

- **Le diagramme de Pareto**

¹ Cours management de la qualité.

Ce diagramme présente à l'entreprise les opérations qui ont une relation au problème exposé par priorité d'importance, chose qui va lui faciliter la prise de décision. Cette méthode se base sur les données quantitatives disponibles.

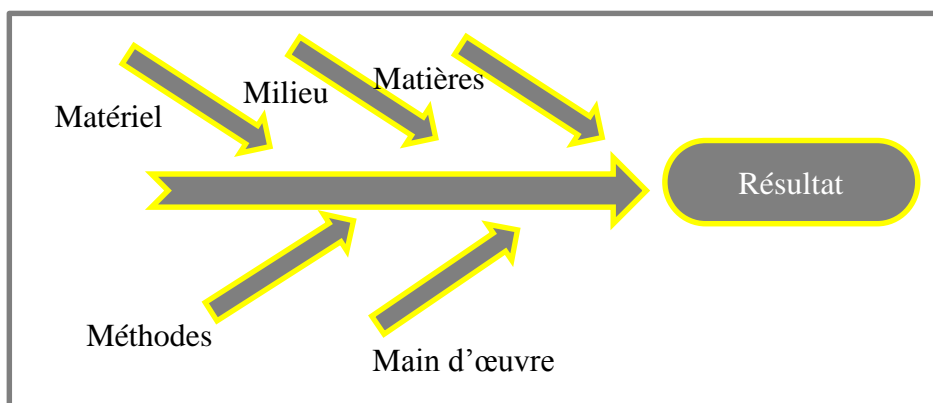
Cet outil est utilisé en vue de sa capacité de montrer les causes essentielles d'un problème tout en hiérarchisant ses causes, comme il permet également d'évaluer les effets d'une solution afin de mieux cibler les actions à mettre en œuvre.

- **Le diagramme d'Ishikawa**

Ce diagramme utilise le brainstorming pour compter les causes potentielles du problème en les classant comme suit : Matière, Milieu, Méthodes, Matériel, Main d'œuvre.

Une fois que le brainstorming est terminé, le groupe aura établi un diagramme présenté sous la forme suivante :

Schéma N° 04 : Le diagramme d'Ishikawa



Source : Cours management de la qualité.

- **Le QQQQCCP**

Cette méthode est performante quand ça concerne la rédaction des procédures.

Son nom est dérivé de 7 questions, dont :

- **Quoi ?** : De quoi s'agit-il ? (objet, opération, nature,...)
- **Qui ?** : Qui est concerné ? (exécutants, qualification)
- **Où ?** : Où cela se produit-il ?
- **Quand ?** : Quand cela survient-il ? (durée, fréquence....)
- **Comment ?** : Comment procède-t-on ? (matériel, matières, méthode...)
- **Combien ?** : Combien de fois cela se produit-il ?
- **Pourquoi ?** : Pourquoi cela se passe-t-il ainsi ?

- **La matrice de compatibilité**

Quand l'entreprise est perdue dans une multitude de solutions, elle va utiliser cette méthode qui va l'aider à en choisir une. Ce processus de décision est élaboré selon les étapes suivantes :

- **La première étape**

Trois critères doivent être définis afin de choisir les solutions les plus adéquates.

- **La deuxième étape**

En utilisant le brainstorming, toutes les solutions sont classées.

- **La troisième étape**

Ici, chaque solution est évalué par la compatibilité des solutions avec les trois critères qui ont été définis, et de reporter le résultat comme suit :

Tableau N° 04 : La matrice de comptabilité.

	Solution 01	Solution 02	Solution 03	Solution 04
Critère 01	+	-	+	+
Critère 02	+	+	-	-
Critère 03	=	+	?	-
Critère 04	+	+	+	-

- « + » Si la solution est compatible avec le critère.
 - « - » Si la solution est incompatible avec le critère.
 - « = » Si la solution est indépendante avec le critère.
 - « ? » Si la relation entre la solution et le critère est inconnue.
- Les solutions à retenir sont celles qui ont obtenu le plus de signes « + », contrairement à un signe « - » qui élimine la solution.

- Section 02 –

- Système de management de la qualité -

La mise en place d'un système de management de la qualité relève d'une décision stratégique de la direction, celui-ci dispose de plusieurs avantages dont :

- Offrir une meilleure organisation interne ;
- Permettre des transferts internes du savoir-faire ;
- Donner aux membres du personnel une motivation ainsi qu'une implication;
- Une mise à niveau managériale ;
- Faire une optimisation des méthodes ;
- Avoir la possibilité d'une réduction des coûts ;
- Bénéficier d'une meilleure rentabilité ;
- Une satisfaction et fidélisation du client ;
- Une amélioration continue.

1. Définition et objectifs du système de management de la qualité¹

1.1. La définition du système de management de la qualité

¹ Frédéric CANARD, management de la qualité, (2009), gualino, Paris, P177.

Un système de gestion de la qualité, est un programme conçu pour appliquer et améliorer la qualité dans l'ensemble d'un système de fabrication ou industriel. Bien que de nombreux systèmes SQM soient encore basés sur un stylo et du papier ou des feuilles de calcul, les organisations se tournent de plus en plus vers un logiciel de gestion de la qualité.

Selon la norme ISO 9000 le management de la qualité est « *l'ensemble des activités coordonnées permettant d'orienter et de contrôler un organisme en matière de qualité* ».¹

Le management de la qualité permet de gérer les sous-systèmes, de manager les procédures, ainsi que les ressources essentielles afin de réaliser les produits et les services et apporter de la valeur ajoutée à toute partie qui est intéressée.

1.2. Les objectifs du système de management de la qualité

Les principes du management de la qualité sont cités dans la **norme ISO 9004** version 2000, pour être après assimilés dans la **norme ISO 9000** version 2005 et 2015. Celui-ci cherche principalement à assurer la qualité du produit en donnant la preuve que les instructions et les règles de fonctionnement ont été correctement suivies et appliquées, il vise également à accroître la satisfaction des clients, en mettant en œuvre un mécanisme d'écoute client afin d'avoir une meilleure vision des besoins et attentes de ce dernier. Les objectifs du SMQ peuvent être résumés dans les points suivants :

- **Une orientation client efficace**

Afin de faire fidéliser ses clients et en gagner d'autres, le management de la qualité ici aura comme but de satisfaire leurs attentes et leurs besoins. L'interaction avec les clients est un aspect qui va permettre à l'entreprise de réaliser une performance durable.

- **Développement d'un leadership**

¹ Norme ISO 9000.

À tous les niveaux, les chefs d'entreprise définissent des directives et des objectifs pour répondre aux exigences des clients. Les managers doivent également permettre à leurs employés de tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de qualité souhaités.

- **Adoption d'une orientation client efficace**

L'objectif principal de la gestion de la qualité est de répondre aux attentes et aux besoins des clients et des autres parties intéressées. De plus, chaque aspect de l'interaction avec les clients a le potentiel de fournir des performances durables à l'organisation.

- **Développement d'un leadership**

À tous les niveaux, les chefs d'entreprise définissent la direction et l'objectif de répondre aux exigences des clients. Les managers doivent également permettre aux employés de tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de qualité à atteindre.

- **Investissement dans une amélioration continue**

Pour conserver ses niveaux de performances actuels, l'entreprise doit se reposer sur une volonté constante d'amélioration. Investir dans une amélioration continue lui permet aussi de réagir à toute variation de ses conditions externes et internes. De plus, cela l'aide à créer de nouvelles opportunités.

- **Prise de décision éclairée fondée sur des preuves tangibles**

Souvent, la prise de décision peut s'avérer être un processus complexe et comporte une certaine incertitude. Cependant, pour obtenir des performances durables, les décisions doivent être fondées sur l'étude et l'évaluation de données exactes.

- **Management des relations avec toutes les parties prenantes**

Pour maintenir les niveaux de performance actuels, les entreprises doivent s'appuyer sur une volonté d'amélioration continue. Investir dans l'amélioration continue lui permet également de réagir à toute évolution de ses conditions externes et internes. De plus, cela l'aide à créer de nouvelles opportunités.

2. Les principes du système de management de la qualité¹

Souvent, la prise de décision peut être un processus complexe et implique une certaine incertitude. Cependant, pour obtenir des performances durables, les décisions doivent être fondées sur la recherche et l'évaluation de données précises. On peut aborder quelques principes comme suit :

- **L'orientation client**

Pour atteindre une performance durable, les organisations doivent investir dans la gestion des réseaux de partenaires et de fournisseurs.

- **Le leadership**

La gestion de l'organisation comprend la gestion de la qualité et d'autres disciplines de gestion. Huit principes fondamentaux de gestion de la qualité ont été identifiés que la direction peut utiliser pour guider l'organisation vers une meilleure performance.

- **L'implication du personnel**

Les personnes à tous les niveaux sont l'essence de l'organisation et leur pleine participation permet d'utiliser leurs compétences au profit de l'organisation.

- **L'approche processus**

Les résultats souhaités peuvent être atteints plus efficacement lorsque les ressources et les activités connexes sont gérées comme un processus.

- **Le management par approche système**

Identifier, comprendre et gérer les processus interdépendants en tant que système contribuent à l'efficacité et à l'efficience de l'organisation dans la réalisation de ses objectifs.

- **L'amélioration continue**

L'amélioration continue de la performance globale de l'organisation devrait être un objectif permanent de l'organisation. Le processus d'amélioration continue est une démarche structurée visant à améliorer la qualité des produits, la satisfaction des

¹ Frédéric CANARD, management de la qualité, (2009), gualino, Paris, P183.

clients et la performance globale de l'entreprise, assurant ainsi son développement et sa pérennité.

- **L'approche factuelle pour la prise de décision**

Afin d'obtenir une efficacité dans les décisions prises, il va devoir se baser sur une analyse de données et d'informations.

- **Les relations mutuellement bénéficiaires avec les fournisseurs**

Une organisation et ses fournisseurs sont des relations interdépendantes et mutuellement bénéfiques qui renforcent la capacité des deux organisations à créer de la valeur.

3. La mise en place d'un système de management de la qualité¹

Afin de rester sur une démarche continue d'amélioration, il va falloir :

- Déterminer les parties qui sont intéressées ainsi que leurs attentes ;
- Les objectifs de l'entreprise ;
- Maîtriser les ressources de l'entreprise ;
- Mettre en œuvre les activités de l'entreprise concernée ;
- Faire un contrôle permanent du bon fonctionnement du processus de l'organisme en question, etc.

Pour mettre en œuvre un système de management de la qualité, on peut suivre les étapes suivantes :

3.1. L'évaluation

Ici, les dirigeants vont faire une évaluation totale pour essayer d'améliorer la qualité de leur entreprise en élaborant un SQM.

Cette étape détermine :

- Les processus ;
- L'approche processus ;
- L'approche par gestion des risques ;
- Les pilotes ;
- Les responsabilités et les documents nécessaires aux salariés.

¹ Janin AUDAS et Brigitte GUILLEBERT Associés de 01 AUDIT ASSISTANCE, La maîtrise de la qualité par les cabinets d'audit, (2011).

3.2. La planification

Dans cette deuxième étape, il faut planifier la réalisation du SQM en formant l'équipe qui va se partager les responsabilités de cette tâche, elle va élaborer les documents nécessaires pour la réalisation du système. Cette équipe aura comme rôles :

- La fixation des expédients essentiels pour l'atteinte des objectifs de la qualité ;
- La planification des tâches, des responsabilités et des délais de mise en place ;
- La prise en compte du futur auditeur interne.

3.3. La mise à jour

Chaque information et document doivent être actualisés en permanence, cette mise à jour va permettre de :

- Mettre en évidence les dysfonctionnements ;
- Placer les méthodes de mesure de l'efficacité des processus ;
- Evaluer l'efficacité des processus.

3.4. L'implantation

A cette étape, l'équipe responsable du système doit :

- Déterminer qui reçoit et qui contrôle chaque document écrit ;
- Réaliser des projets pilotes permettant de tester les procédures établies ;
- Evaluer la performance des nouvelles mesures mises en place.

3.5. L'amélioration continue

Quand le système de management de la qualité est achevé, un programme d'amélioration continue est mis en place. Ceci va mener à :

- Déterminer les moyens accordés au plan d'action d'amélioration ;
- Suivre les actions mis en place ;
- Compléter les écarts perçus pendant l'audit.

3.6. L'audit du SQM

Les remarques et les recommandations peuvent parvenir de l'interne comme de l'externe à travers un responsable qualité externe ou encore d'un consultant. Une fois que le SQM est mis en place, sa certification va devenir une formalité.

Un audit du système de management de la qualité permet de :

- Faire la vérification des documents reçus pour être approuvés par la suite de la part des personnes adéquates ;
- L'évaluation du respect des requêtes à appliquer à travers une revue de direction ;
- La finalisation des objectifs ainsi que de la politique qualité.

4. La mise en place d'une norme qualité au sein du cabinet¹

Le respect des normes professionnelles assure une qualité technique des prestations fournies en posant le principe de la mise en œuvre de diligences minimum à effectuer avant d'émettre une opinion.

Le management de la qualité est orienté, quant à lui non pas sur les travaux effectués dans les dossiers, mais sur l'organisation interne du cabinet permettant de produire une prestation conforme aux exigences du client et aux règles de la profession.

Au préalable, la qualité doit avoir été retenue comme un élément de la stratégie du cabinet décidée par l'ensemble des associés qui le composent.

Cela implique que tous les associés sont d'accord pour respecter et mettre en œuvre la norme qualité qui sera arrêtée.

Cette phase est indispensable et c'est peut-être ce qui manque le plus au sein des cabinets actuellement.

Normes professionnelles = Qualité de la prestation

Norme qualité = Qualité de l'organisation du cabinet

4.1. Rôle de la direction du cabinet

Le management de la démarche revient alors à la direction du cabinet qui est au cœur du système de la qualité.

Elle doit :

- Définir une politique qualité en harmonie avec la stratégie globale du cabinet ;
- Fixer des objectifs mesurables qui devront être déclinés à tous les niveaux : associés signataires, directeurs de mission, chefs de mission et assistants ;
- Communiquer cette politique et ces objectifs à tous les collaborateurs ;

¹ Janin AUDAS et Brigitte GUILLEBERT, (2011), La maîtrise de la qualité par les cabinets d'audit, P3.

- Mettre à disposition les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés : compétences techniques nécessaires, effectif suffisant, outils opérationnels, documentation à jour ;
- Mettre en place une politique d'amélioration continue.

La direction doit aussi veiller en permanence à ce que les exigences des clients soient bien comprises par le cabinet et respectées, pour autant qu'elles soient compatibles avec les normes professionnelles. Elle doit également s'assurer de la bonne application du système de management de la qualité au sein du cabinet et que les équipes ne produisent pas de « sur-qualité » au-delà de ce qu'attend le client et de ce qu'exigent les normes professionnelles ; la sur-qualité est une non qualité qui génère un surcoût non facturable.

La direction procédera ou fera procéder à des revues d'application du système pour s'assurer qu'il est respecté et qu'il demeure adapté et efficace.

4.1.1. Ressources humaines

Le personnel effectuant un travail ayant une incidence sur la qualité du produit doit être compétent sur la base de sa formation initiale et professionnelle, de son savoir-faire et de son expérience.

Le cabinet doit :

- Déterminer les compétences nécessaires pour le personnel effectuant un travail ayant une incidence sur la qualité des prestations fournies ;
- Pourvoir à la formation ou entreprendre d'autres actions pour satisfaire ses besoins (politique de recrutement) ;
- Evaluer l'efficacité des actions entreprises ;
- Assurer que les membres de son personnel ont conscience de la pertinence et de l'importance de leurs activités et de la manière dont ils contribuent à la réalisation des objectives qualités.

4.1.2. Moyens matériels

Le cabinet doit déterminer, fournir et entretenir les infrastructures nécessaires pour obtenir la conformité du « produit ». Elles comprennent :

- Les locaux, espaces de travail et installations associées ;
- Les outils et équipements, matériels et logiciels, associés aux processus ;
- Les services supports tels que guide d'audit, logistique et moyens de communication.

- Section 03 –

- L'audit qualité –

L'audit qualité est considéré comme étant un examen méthodique et indépendant en vue de déterminer si les activités et résultats relatifs à la qualité satisfont aux dispositions pré-établies, si ces dispositions sont mises en œuvre de façon effective et sont aptes à atteindre les objectifs fixés. C'est un outil de management, de démarche de progrès, source d'information pour les actions d'amélioration des équipes de Direction.

Ce dernier vise à vérifier la conformité des processus établis par rapport aux exigences des référentiels (normes, textes réglementaires applicables, etc.), vérifier que les dispositions organisationnelles (processus) et opérationnelles (procédures, instructions, etc...) sont établies, connues, comprises et appliquées, ainsi que faire la vérification de l'efficacité du processus audité, c'est à dire son aptitude à atteindre les objectifs, de plus du fait d'identifier des pistes d'amélioration et conforter les bonnes pratiques observées pour encourager les équipes au sein du centre de radiothérapie.

1. La définition et les objectifs de l'audit qualité¹

1.1. La définition de l'audit qualité

La qualité de l'audit est définie comme la mesure dans laquelle un audit répond aux attentes des consommateurs en matière de détection et de signalement d'erreurs et d'irrégularités concernant l'entreprise auditée et ses états financiers. La qualité de l'audit concerne la qualité des résultats du processus d'audit, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les auditeurs sont capables de détecter des erreurs dans les états financiers ou de détecter des fraudes ou des problèmes de continuité des activités. Cet aspect de la qualité de l'audit ne représente pas les résultats, mais le processus en lui-même.

1.1.1. La qualité du mandat

En règle générale, la première année de mission d'audit est considérée comme insuffisamment approfondie, car il faut un certain temps pour identifier les risques d'audit potentiels pour tous les nouveaux clients. Cependant, sur une longue période, les auditeurs peuvent perdre leur méfiance professionnelle si le mandat dépasse 10 à 15 ans.

Il y a eu plusieurs tentatives dans le passé pour définir "l'audit de qualité". Cependant, aucune définition n'est universellement reconnue et acceptée. La qualité de l'audit est essentiellement un concept complexe et à multiples facettes, et la qualité de l'audit est affectée par de nombreuses influences directes et indirectes. Alors que certains ont mis d'avantage l'accent sur l'impact direct de la qualité de l'audit, ce point de vue à lui seul est insuffisant pour répondre à la question de savoir si la qualité de l'audit est atteinte dans un contexte plus large. Les perceptions des parties prenantes sur la qualité de l'audit varient selon le niveau d'implication directe dans l'audit et la perspective à partir de laquelle la qualité de l'audit est évaluée.

¹ Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P3.

Les perceptions divergentes des parties prenantes sur la qualité de l'audit suggèrent qu'aucun facteur ne devrait être considéré comme ayant un impact dominant sur la qualité de l'audit.

Cela signifie que :

- les complexités et les nuances du sujet doivent être comprises plus largement et plus profondément à travers une vision plus holistique de la qualité de l'audit ;
- les parties prenantes individuelles doivent examiner plus attentivement si les actions qu'elles soutiennent peuvent avoir des implications pour les autres affecte négativement les perceptions de la qualité de l'audit ;
- Comprendre les points de vue de chacun et comment leurs actions affectent la perception des autres de la qualité de l'audit est essentiel pour améliorer la qualité de l'audit.

1.2. Les auditeurs de la qualité

Les auditeurs doivent obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, maintenir un doute suffisant sur les estimations et les traitements comptables et remédier à toute lacune identifiée afin que les investisseurs et les autres utilisateurs des états financiers puissent avoir confiance dans la qualité de l'information.

Pour un audit de qualité, l'équipe chargée de la mission a fait preuve de :

- Une attitude appropriée ;
- Collecter toutes les informations nécessaires ;
- Avoir des compétences qualifiées et expérimentées ;
- Avoir assez de temps affecté à l'exécution des travaux d'audit ;
- Appliquer un processus d'audit rigoureux ;
- Appliquer des procédures de contrôle qualité conformes à la loi, la réglementation et aux normes applicables ;
- Fournir des rapports utiles ;
- Echanger de manière adéquate avec les parties concernées.

1.3. Les influences sur l'audit qualité¹

¹ Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P4.

La qualité de l'audit peut être considérée sous trois aspects fondamentaux : les facteurs d'entrée, de sortie et contextuels. En plus des normes d'audit, il existe de nombreuses entrées sur la qualité de l'audit. Les attributs personnels de l'auditeur, tels que ses compétences et son expérience, ses valeurs et son état d'esprit, constituent une donnée importante. Un autre intrant important est l'audit de processus. Le processus d'audit aborde des questions telles que la solidité de la méthodologie d'audit, l'efficacité des outils d'audit utilisés et la disponibilité du support technique, qui sont toutes conçues pour soutenir l'exécution d'un audit de qualité. Les résultats d'audit ont également un impact significatif sur la qualité de l'audit, car des extraits sont souvent repris par les parties impliquées dans les évaluations de la qualité de l'audit. Par exemple, un rapport d'audit peut être considéré comme ayant un impact positif sur la qualité de l'audit s'il existe une traduction claire des résultats d'audit. De même, les responsables des auditeurs et de la gouvernance (TCWG) ont un impact positif sur la qualité de l'audit sur des questions telles que les aspects qualitatifs des pratiques d'information financière d'une entité et les lacunes du contrôle interne.

Il existe un certain nombre de facteurs environnementaux qui affectent également la qualité de l'audit. Par exemple, une bonne gouvernance d'entreprise contribue à la qualité de l'audit, notamment lorsqu'elle crée une atmosphère de transparence et de comportement éthique au sein de l'entité.

Les lois et les réglementations peuvent avoir un impact positif sur la qualité de l'audit si elles créent un cadre dans lequel les audits peuvent être menés efficacement, s'il établit un système efficace de contrôle de la qualité du travail des auditeurs et s'il existe un dialogue efficace entre les auditeurs et les autorités de réglementation.

Compte tenu de l'importance de l'information financière, sa qualité est encore plus importante, notamment en raison de son impact sur la qualité de l'audit. Par exemple, l'utilisation de référentiels d'information financière qui ne favorisent pas des informations solides et transparentes peuvent avoir un impact négatif sur la qualité de l'audit, donc la perception externe pertinente va être affectée négativement. Ce ne sont pas des influences à sens unique, On peut prendre comme exemple le fait que si l'auditeur communique les informations au TCWG ça peut influencer les actions et les perspectives de TCWG par rapport aux questions relatives à la vérification. À son tour, le TCWG peut influencer

l'environnement et cible des actions que l'auditeur peut entamer au cours de l'audit.

Les régulateurs peuvent avoir un impact direct sur le processus d'élaboration des normes d'audit ; à son tour, la qualité des normes d'audit peut affecter l'environnement et l'étendue de la normalisation et du contrôle. Ces influences complètent l'audit.

2. La contribution des normes IAASB dans l'audit qualité¹

Les normes ISA sont élaborées sur la base d'une procédure régulière solide et transparente, avec un large éventail de contributions et de consultations des parties prenantes. Ceci, combiné à la surveillance indépendante du processus d'élaboration des normes par le Conseil de surveillance de l'intérêt public (PIOB), garantit la haute qualité des normes. En mars 2009, l'IAASB a terminé son projet Clarity. Le projet impliquait un examen complet et une refonte de toutes les normes ISA et ISQC afin d'améliorer leur clarté et leur intelligibilité, facilitant ainsi leur application cohérente. En plus d'améliorer la clarté des normes ISA, l'IAASB a révisé en profondeur environ la moitié des normes. D'une manière générale, grâce à ces efforts, les normes ISA ont été améliorées dans les domaines suivants :

- L'audit général, accent mis sur les objectifs, promotion de l'audit réflexif et accent mis sur l'importance de l'esprit critique ;
- Le domaine des états financiers où il existe un risque plus élevé d'anomalies significatives ;
- La qualité des preuves d'audit, notamment en ce qui concerne les confirmations externes et les déclarations écrites ;
- Utiliser le travail des autres, en particulier dans les audits de groupe, en s'assurant que les auditeurs sont convaincus qu'il existe une base appropriée pour utiliser le travail des autres, et uniquement lorsque cela est approprié ;
- L'importance d'un dialogue ouvert et constructif entre le TCWG et la direction, et d'aider s'assurer que les questions importantes sont posées aux utilisateurs de manière claire et significative ;
- Responsabilités de leadership pour la qualité au sein de l'entreprise ;

¹ Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P5.

- Conformité aux exigences éthiques pertinentes ;
- Acceptation et maintien des relations clients et engagements spécifiques ;
- Ressources humaines ;
- Performances d'engagement ;
- Surveillance ;
- Dans le cadre du contrôle de la qualité au niveau de l'entreprise, la conformité aux systèmes standards ISA est importante pour la composante des audits de qualité.
- Cependant, la pleine réalisation des objectifs des ISA dépend d'un déterminant important, notamment :
 - Les personnes qui effectuent l'audit dont les connaissances, les expériences et les compréhensions du client qui peuvent faire une réelle différence dans la qualité des audits. Surtout, que l'efficacité des exigences des normes ISA repose sur un personnel clé compétent ;
 - Jugement professionnel, qui concerne l'atteinte des objectifs d'un audit de haute qualité qui dépend beaucoup de l'exercice tout au long de l'engagement. Cela nécessite d'impliquer les bonnes personnes sur l'engagement qui non seulement sont correctement formés mais continuent également d'améliorer leurs compétences grâce au développement professionnel. Cela peut être fructueux pour les parties prenantes d'approfondir ces considérations relatives aux personnes dans le débat sur comment améliorer la qualité de l'audit.

L'IAASB estime que l'achèvement du projet Clarity a apporté une contribution inestimable à la qualité de l'audit.

Toutefois, cela ne marque pas la fin des efforts de l'IAASB pour améliorer encore la qualité de l'audit. Le maintien de la qualité et de la solidité des normes ISA restera un objectif fondamental de l'IAASB. Avec la publication de Clarity ISA, l'IAASB a lancé un projet visant à recueillir des informations pour l'aider à évaluer la mise en œuvre efficace et cohérente de Clarity ISA à l'échelle mondiale. Bien qu'il soit important de maintenir une plate-forme stable pendant cette période de mise en œuvre, l'IAASB a également commencé à explorer d'autres domaines de l'ISA qui nécessitent ou pourraient nécessiter d'autres améliorations.

L'IAASB a lancé des projets de révision des normes ISA traitant de l'utilisation des travaux des auditeurs internes et des responsabilités de l'auditeur concernant les autres informations contenues dans des documents contenant des états financiers audités. L'IAASB a récemment commencé à étudier les questions relatives aux travaux de l'auditeur sur les informations à fournir dans les états financiers ainsi que les communications de l'auditeur incorporées dans le rapport de l'auditeur.

L'amélioration continue de la qualité de l'audit dépend non seulement des efforts de l'IAASB, mais aussi de l'engagement actif de tous les acteurs du débat. Cela souligne, en particulier, l'importance de l'engagement des auditeurs, des régulateurs, de TCWG et les normalisateurs sur des questions pratiques telles que la collecte et le partage d'informations sur la qualité de l'audit et l'exploration de la manière dont meilleures interactions entre eux peuvent être facilitées. Il souligne également la nécessité pour les acteurs institutionnels et les décideurs politiques tels que les normalisateurs et les régulateurs pour rechercher un plus grand engagement avec les utilisateurs finaux tels que les investisseurs.

L'IAASB va examiner en 2011 comment faire avancer au mieux un projet spécifique sur la qualité de l'audit. Un projet qui doit nécessairement être sur une collaboration reconnaissant l'importance du consentement international. Cet égard, l'IAASB discutera une initiative visant à lancer une consultation publique sur l'élaboration d'un cadre international de qualité de l'audit. Ce qui pourrait non seulement aider l'IAASB à évaluer en permanence si ses normes sont appropriées, mais aussi d'autres participants au processus d'établissement de rapports financiers à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la qualité de l'audit.

L'IAASB utilisera la présente publication dans ses diverses activités de sensibilisation pour susciter un débat sur le thème de la qualité de l'audit, dans le cadre de sa consultation actuelle sur sa proposition de stratégie pour 2012-2014. Perspectives sur la qualité de l'audit et l'IAASB accueille à tout moment les opinions sur les principaux problèmes de qualité de l'audit. Ils peuvent être soumis par écrit à un ou plusieurs contacts clés de l'IAASB.

2.1.1. Les éléments principaux pour la création d'un environnement pour l'audit qualité¹

La responsabilité de réaliser des audits de qualité des états financiers incombe avec les auditeurs. Cependant, la qualité de l'audit est mieux obtenue dans un environnement où il y a un soutien et des interactions appropriées entre les participants la chaîne d'approvisionnement de l'information financière.

- **Le statut**

Les auditeurs sont tenus de se conformer aux règles d'audit pertinentes et aux normes de contrôle de la qualité dans le cadre de l'audit entreprises, ainsi que les exigences éthiques et autres exigences réglementaires. Le cadre ne peut ni remplacer ces normes ni établir des normes supplémentaires, comme il ne peut également fournir des exigences relatives à l'exécution des missions d'audit.

- **La Portée**

- Le cadre holistique couvrant toutes les parties prenantes clés de la chaîne d'approvisionnement de l'information financière ;
- Se concentre sur les audits des états financiers, mais peut être utilisé dans une manière similaire pour les autres types de sujets ;
- S'applique à tous les audits de toutes les entités quelle que soit leur taille, nature et complexité ;
- S'applique à tous les cabinets d'audit, quelle que soit leur taille, y compris les entreprises faisant partie d'un réseau ou d'une association.

- **Les objectifs**

- Sensibiliser aux éléments clés de la Qualité de l'Audit ;
- Encourager les principales parties prenantes à explorer les moyens d'améliorer la Qualité des audits ;
- Faciliter un plus grand dialogue entre les parties prenantes sur l'audit

Qualité.

- **Facteurs d'entrée, de processus et de sortie**

- **Les intrants**

¹ Framework for audit quality, key elements that create an environment for audit quality.

Les audits qualité impliquent des auditeurs :

- Présenter des Valeurs appropriées, éthique et attitudes ;
- Être suffisamment informé, qualifiés, expérimentés et disposer de suffisamment de temps pour eux d'effectuer le travail d'audit.

- **Les extrants**

Les audits de qualité donnent des résultats utiles et opportuns. Ils sont décrits par rapport à la chaîne d'approvisionnement complète des rapports et inclure des sorties de :

- L'auditeur ;
- Le cabinet d'audit ;
- L'entité ;
- Régulateurs d'audit.

- **Le Processus**

Les audits qualité impliquent des auditeurs appliqués, un processus d'audit rigoureux et des procédures de contrôle de la qualité qui se conforment aux lois, règlements et normes applicables.

Les extrants comprennent des rapports et des informations qui sont formellement préparés et présentés par une partie à une autre, ainsi que les extrants qui découlent du processus d'audit qui sont généralement pas visible pour les personnes extérieures à l'organisation auditée.

- **Les interactions**

Alors que la responsabilité première pour réaliser des audits qualité se repose sur les auditeurs, l'audit de la qualité est mieux obtenue dans un milieu où il y a le soutien des autres participants dans la fourniture de rapports financiers et la chaîne logistique.

Chaque acteur joue un rôle important de soutien élevé des rapports financiers de qualité et la manière dont ils interagissent peut avoir un impact sur la qualité de l'audit.

- **Le contextuel des facteurs**

Ces derniers ont la possibilité d’avoir un impact sur la nature et la qualité de l’information financière et directement ou indirectement sur la qualité des audits.

Dans un cas échéant, les auditeurs répondent à ces facteurs lors de la détermination de la meilleure façon pour obtenir suffisamment éléments probants appropriés.

3. Le diagnostic d’un audit qualité¹

3.1. Plan type d’audit qualité

- Objectif de l’audit
- Domaine de l’audit
- Date
- Equipe de l’audit
- Personnes auditées
- Documents de référence

Tableau N° 05 : Type d’un plan d’audit qualité.

Liste de fonctions auditées	Durée	Ordre de passage	Liste des personnes auditées	Observation

Source : Cours audit.

3.2. Questionnaire audit qualité

On peut ici prendre comme exemple la responsabilité de la direction.

Tableau N° 06 : Exemple d’un questionnaire d’audit qualité.

Normes	Rubrique	Questions	oui	Non	Non applicable

¹ Cours, Management de la qualité, chapitre 03, P12.

ISO 9001	1-1 Chapitre	Est-ce que votre direction définis elle par écrit :			
		- Sa politique	X		
		- Ses objectifs	X		
		- Son engagement		X	

Source : Cours audit.

3.3. Les caractéristiques d'un bon audit

Suite à ce tableau, un bon audit, c'est un audit qui satisfait son audité ainsi que son commanditaire, il s'appuie principalement sur les qualités et les aptitudes personnelles de l'auditeur, il fait appel à beaucoup de diplomatie de souplesse, de tact mais aussi de vigueur.

3.4. Les spécificités d'un diagnostic qualité

Le diagnostic qualité est le premier outil avant la mise en place et l'amélioration d'un système Management Qualité.

Parmi les activités voisines de l'audit qualité, il existe le diagnostic avec l'autodiagnostic et le pré-diagnostic qui se caractérise principalement par :

- Une activité qui décrit une situation donnée en termes de besoin organisationnel afin de déceler les forces et les faiblesses de l'entreprise ainsi que les opportunités et les mesures du marché ;
- L'appuie sur l'utilisation d'un référentiel propre à l'entreprise selon une méthodologie non formalisée.

3.5. La différence entre diagnostic qualité, audit interne et audit externe

On peut résumer La différence entre diagnostic qualité, audit interne et audit externe dans le tableau ci-dessous

Tableau N° 07 : La différence entre diagnostic qualité, audit interne et audit externe.

Activité	Objectif
Audit Interne	Identifier les fonctionnements et afficher les domaines d'amélioration.
Audit Externe	Identifier la conformité de l'entreprise aux exigences du référentiel et choisir les actions d'amélioration.
Diagnostic Qualité	Identifier les forces et faiblesses.

3.6. Les étapes du déroulement d'un diagnostic qualité

On fait un résumé de ces étapes sous la forme du tableau suivant :

Tableau N° 08 : Les étapes du déroulement d'un diagnostic qualité.

Les étapes	Le commentaire
1) Recueil des informations	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter les objectifs sous la forme d'une réunion d'ouverture permettant de confirmer les attentes et les besoins de l'activité diagnostic; • Effectuer des visites sur terrain.
2) Analyse de la situation de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Dégager les forces et faiblesses; • Relever les défauts de contribution et estimer les risques ; • Déterminer les dysfonctionnement et solutions possibles.
3) Rapport provisoire	<ul style="list-style-type: none"> • L'analyse critique ; • La synthèse générale ; • Le rapport définitif du diagnostic.

3.7. Les étapes d'un diagnostic qualité

Un diagnostic qualité se divise en deux phases, comme suit :

➤ Premièrement, on complète les informations suivantes

Raison sociale :.....
Adresse :.....Tel :.....Fax :.....
Effectif :.....
Directeur général :.....Responsable de la qualité :.....
Statut juridique :.....
Capital :.....CA :.....
Résultat de l'année dernière :.....

➤ Deuxièmement, on s'intéresse aux informations de l'entité

Activité de l'entreprise.....
Activité première:..... Activité secondaire :.....
Type de produits :.....
Diagramme de l'entreprise :.....
Principaux clients :.....

2.7. Question relative au diagnostic

Elles sont relatives aux 4 activités de base de Management qualité et qui sont la planification, le déroulement, la vérification et l'amélioration.

On peut observer la structure d'un questionnaire du diagnostic qualité comme suit :

Tableau N° 09 : Exemple d'un questionnaire du diagnostic qualité.

Questions	Chapitre de la norme		
	Réponses		Observation
	Oui	Non	
Planification			
Déroulement			
Vérification			
Amélioration			

Un groupe de travail peut préparer en toute démocratie ses questions, pour se faire il faut respecter les règles suivantes :

- Tous les membres du groupe sont égaux ;
 - Chaque membre a le droit et le devoir d'exprimer une idée à tour de rôle ;
 - Aucune idée est mise ne doit faire l'objet d'une critique pour un autre membre ;
 - Dans toute idée il y a un germe de progrès ;
 - Il faut exprimer un maximum d'idées ;
 - Le respect des idées exprimées par un membre commence par l'écoute ;
 - L'utilisation d'une méthode et l'outil communs permet de progresser dans la bonne direction ;
 - Le succès du groupe est proportionnel à l'engagement individuel et collectif ;
- Le projet doit être clairement défini et chacun des membres doit comprendre le but.
-

Conclusion

Le contrôle qualité qui est aujourd'hui le management de la qualité est devenu à travers le temps et avec l'évolution qu'on peut observer de jour en jour un processus nécessaire et fondamental dans chaque entreprise. Le système de management de la qualité participe à l'amélioration de la qualité, sa gestion ainsi que son organisation, surtout au sein des cabinets qui le considère aujourd'hui un élément primordial dans l'élaboration de leurs travaux.

L'audit qualité est une soustraction du management de la qualité, considéré comme un but et une évaluation à la fois. Un but pour chaque cabinet et une évaluation pour chaque auditeur de la qualité.

Chapitre III

Etude sur le management de la qualité au

Après avoir fait le tour sur les aspects théoriques de notre thème qui s'intitule le management de la qualité au sein des cabinets d'audit, il convient de s'intéresser à sa démarche pratique.

Il sera donc question dans ce chapitre de faire un essai d'application de la nouvelle norme ISQM1 au sein d'une entreprise installée en Algérie à travers un cas réel de EY Algérie.

A cet effet, ce chapitre va couvrir les éléments suivant :

- Présentation du lieu de stage EY Algérie ;
- Présentation de la méthodologie EY ;
- Etude de cas.

- Section 01 –

- Présentation du lieu de stage EY Algérie -

1. Présentation de EY International

EY est l'abréviation de Ernst & Young, qui doit son nom aux initiales du binôme Arthur Young (l'un des fondateurs du bureau de comptabilité Arthur Young & Company en 1906) et Alwin Ernst (l'un des fondateurs du cabinet de comptabilité Ernst&Ernst en 1903).

La fusion de ses deux derniers en 1989 a donné naissance à un cabinet financier et de conseil qui fait partie aujourd'hui du Big Four (les quatre plus grands groupes d'audit financier et de conseil au niveau mondial) aux côtés de PWC, Deloitte et KPMG.

EY se définit sous son slogan « Building a better working world », étant un acteur international multidisciplinaire basé à Londres et présent dans plus de 150 pays, avec plus de 700 bureaux. L'effectif global dépasse 300 000 professionnels.

C'est un réseau mondial de prestations de services en audit financier, expertise comptable, fiscalité, services transactionnels, conseil en stratégie, etc.

EY met son expérience pour servir les besoins de sa clientèle grâce à de nombreux spécialistes dans plusieurs secteurs d'activité. Son chiffre d'affaire s'affiche à plus de 40 milliards de dollars.

2. Présentation de EY Algérie

Chez ERNST & YOUNG chaque département a son propre mode de fonctionnement. Ils travaillent avec les services administratifs et financiers. La semaine de travail est de 40 heures. Le bureau emploie une quarantaine de collaborateurs selon les normes en vigueur dans le réseau international. Tous bénéficient de formations continues selon des programmes de développement organisés en Afrique et en France. EY se trouve à Oriental Business Park, les Pins Maritime, Bab Ezzouar, Alger.

Le cabinet est divisé en 6 principaux pôles d'intervention :

2.1.Pôle administratif et financier

Le cabinet Ernst & Young EURL est chapoté par Monsieur NOUREDINE BOUGUHEHAM en tant que partenaire algérien d'Ernst & Young et commissaire aux comptes du cabinet. Un service de secrétariat, d'IT, de comptabilité et de ressources humaines lui sont directement rattachés¹ :

2.1.1. Les attributions du service de secrétariat

- Organiser, diriger, coordonner et contrôler toutes les activités au sein de l'entreprise ;
- Élaborer et appliquer les politiques de l'entreprise ;

2.1.2. Les attributions du service de ressources humaines

- Chargé du recrutement ;
- Gestion du personnel dans divers départements.

¹ Palette services EY Algérie, Document internes, 2021, P11.

2.1.3. Les attributions du service de comptabilité

- La tenue de la comptabilité du cabinet ;
- Traitement de la paie pour l'ensemble des employés.

2.1.4. Les attributions du service IT

- Maintenir le champ informatique, planifier l'installation, la configuration et le dépannage des équipements fournis aux gestionnaires et aux employés ;
- Gérer les outils informatiques de l'entreprise;
- Garant de la commande, de la gestion et de la consommation des fournitures de bureau.

2.2. Pôle Advisory

Advisory dit chez EY, est le pôle de conseils financiers et industriels, il accompagne les entreprises dans leur implantation, résolution de problèmes de chaînes de production, commerciaux, et transformation de la réflexion stratégique à l'action opérationnelle.

Le staff advisory est composé de profils spécialisés pouvant répondre aux besoins d'entreprises multisectorielles tels que les ingénieurs en génie industriels, marketers, informaticiens et gestionnaires.

Leurs offres s'articulent autour du :

3. Conseil en management ;
4. Conseil en production ;
5. Conseil en stratégie, marketing ;
6. Conseil en informatique.

6.1.Pôle Fiscalité (FSO)

Ce département est principalement axé sur la maîtrise et l'application correcte de la fiscalité en vigueur du pays d'implantation, en particulier pour les entreprises multinationales, la société les aide à s'aligner sur les normes fiscales algériennes et à rester compétitives.

L'expertise du pôle les assiste et les accompagne également, en plus de leur apporter des avantages en cas d'opération de type fusion, cession, fusion, scission, joint-venture, refinancement, restructuration ou opération d'introduction en bourse (IPO).

Leurs offres s'articulent autour de :

- Conseil en fiscalité des entreprises ;
- Comptabilité fiscale et gestion des risques ;

- Conformité fiscale ;
- Fiscalité des transactions ;
- Fiscalité internationale.

6.2.Pôle Audit

L'audit est le cœur du métier du cabinet EY, grâce auquel il se place comme l'un des cabinets les plus fiables et les plus respectées dans ce secteur.

L'équipe audit intervient dans le cadre de 3 types de missions¹ :

- **Mission de commissariat aux comptes** : Sa mission principale est de certifier les comptes annuels et de fournir des avis objectifs sur la régularité, l'authenticité et le respect de l'image fidèle des comptes. La société peut l'autoriser pour 3 ans et peut être renouvelé une fois.
- **Mission de reporting** : Il s'agit notamment d'exprimer une opinion sur la situation financière de la société conformément aux instructions du groupe à ses filiales.
- **Mission de due diligences** : Il est réalisé à la demande des repreneurs potentiels et comporte également un avis sur la situation financière de l'entreprise auditée.

6.3.Pole Audit consulting partner (ACP)

Ce service est chargé de la comptabilité et de l'expertise comptable et est également chargé d'établir la paie conformément aux règles et principes comptables.

6.4.Pôle Taxe et Fraude

Le dernier centre d'intervention est né à la suite de scandales dans lesquels de nombreuses entreprises se sont effondrées et, dans un souci d'intégrité. EY s'est investi dans la mise en place de services appropriés destinés à servir les entreprises qui souhaitent promouvoir des valeurs "morales". En cas de litige ou de fait financier douteux.

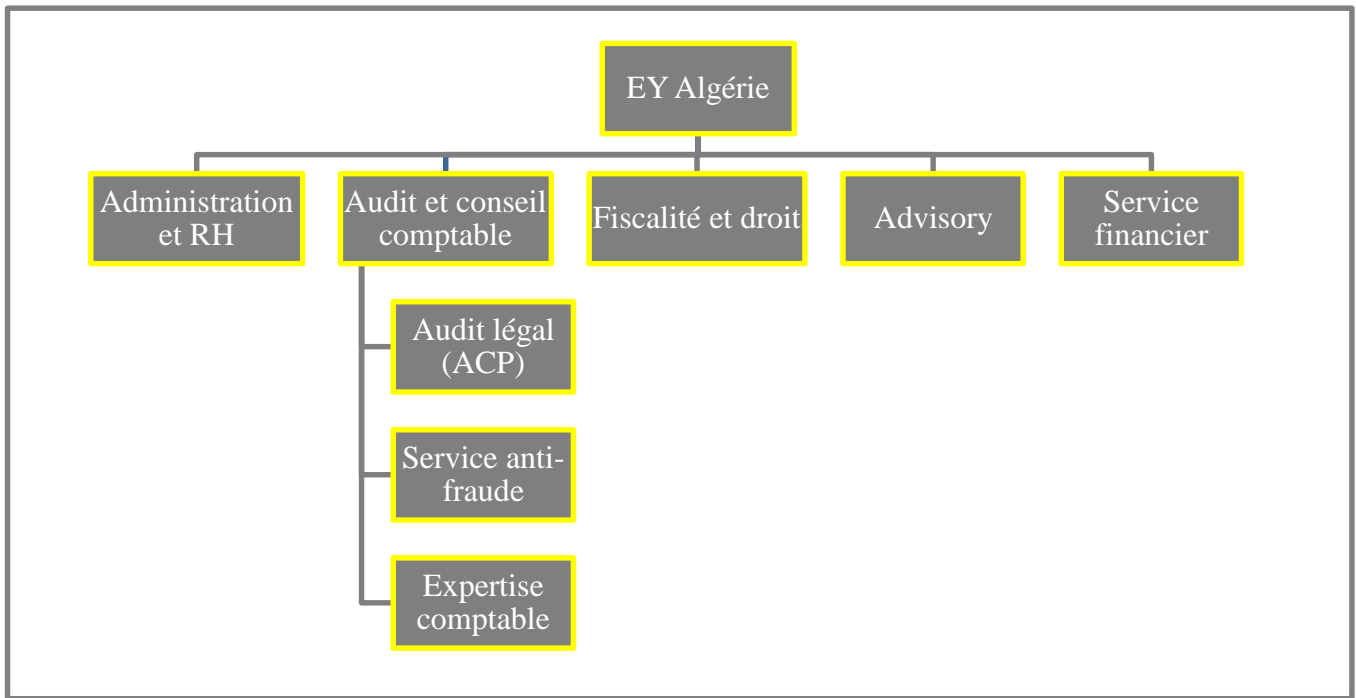
L'offre de service du cabinet inclut :

7. Se conformer à la législation sur la fraude et la corruption ;
8. Des tests de solidité des dispositifs et contrôles existants ;
9. Des enquêtes en cas de fraudes suspectées ou avérées.

¹Plaquette EY Audit, Document internes, 2021, P 22.

10. L'organigramme de EY Algérie

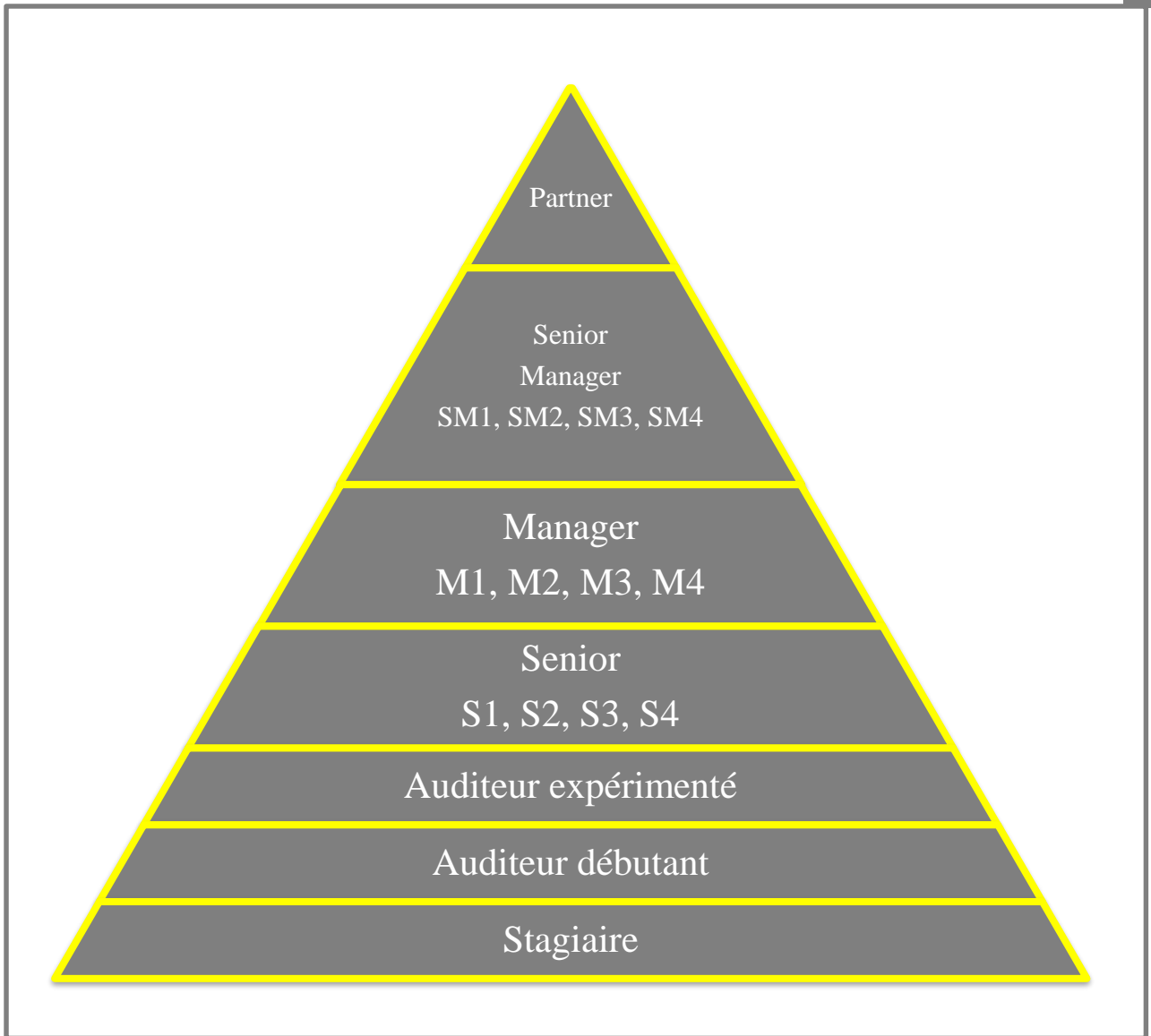
Schéma N° 05 : l'organigramme EY Algérie.



Source : Document interne EY.

11. Progression hiérarchique au sein de EY Algérie

Schéma N° 06 : Pyramide hiérarchique de EY Algérie.



Source : Service Audit.

- Section 02 –
- La méthodologie EY -

EY Algérie suit la méthodologie GAM qu'impose EY Global afin d'avoir une méthodologie harmonisée entre tous les EY à travers le monde, surtout dans le cas où on fait face à des anomalies et quand on fait face au traitement des risques.

1. Les flux de transactions

Schéma N° 07 : Les flux de transactions.



Source : élaboré par nos soins.

- **La source de la documentation :** Cette section concerne les documents originaux dont
 - Les chèques ;
 - Les factures ;
 - Les bons de commande.

- **Le sous-livre :** C'est la base de données dans laquelle les entrées incluent des données au niveau des transactions telles que :
 - Les données de compte bancaire ;
 - Les données de compte client ;
 - Les données de compte fournisseur.

- **Le grand livre :** il inclut :
 - L'ensemble principal de comptes résumant toutes les transactions de l'entité ;
 - Les entrées comprenant la comptabilité en partie double (écritures de journal) ;
 - Les informations nécessaires à la préparation des états financiers.

- **La balance générale :** C'est un rapport exécuté à la fin d'une période comptable, répertoriant le solde de clôture de chaque compte de bilan et le montant total de l'activité dans les comptes de résultat.
- **Les états financiers :** ça concerne :
 - Le compte de résultat ;
 - Le bilan ;
 - L'état des variations des capitaux propres ;
 - Le tableau des flux de trésorerie ;
 - Les autres états locaux requis ;
 - Les notes aux états financiers (notes de bas de page).

2. Les assertions des états financiers

Les assertions exposées par EY sont les suivants :

Tableau N° 10 : Les assertions exposées par EY sur la balance et le compte de résultat.

La balance	Le compte de résultat
Existence	Occurrence
Exhaustivité	Exhaustivité
Droits et obligations	Exactitude
Evaluation	Evaluation
Présentation et classement	Présentation et classement

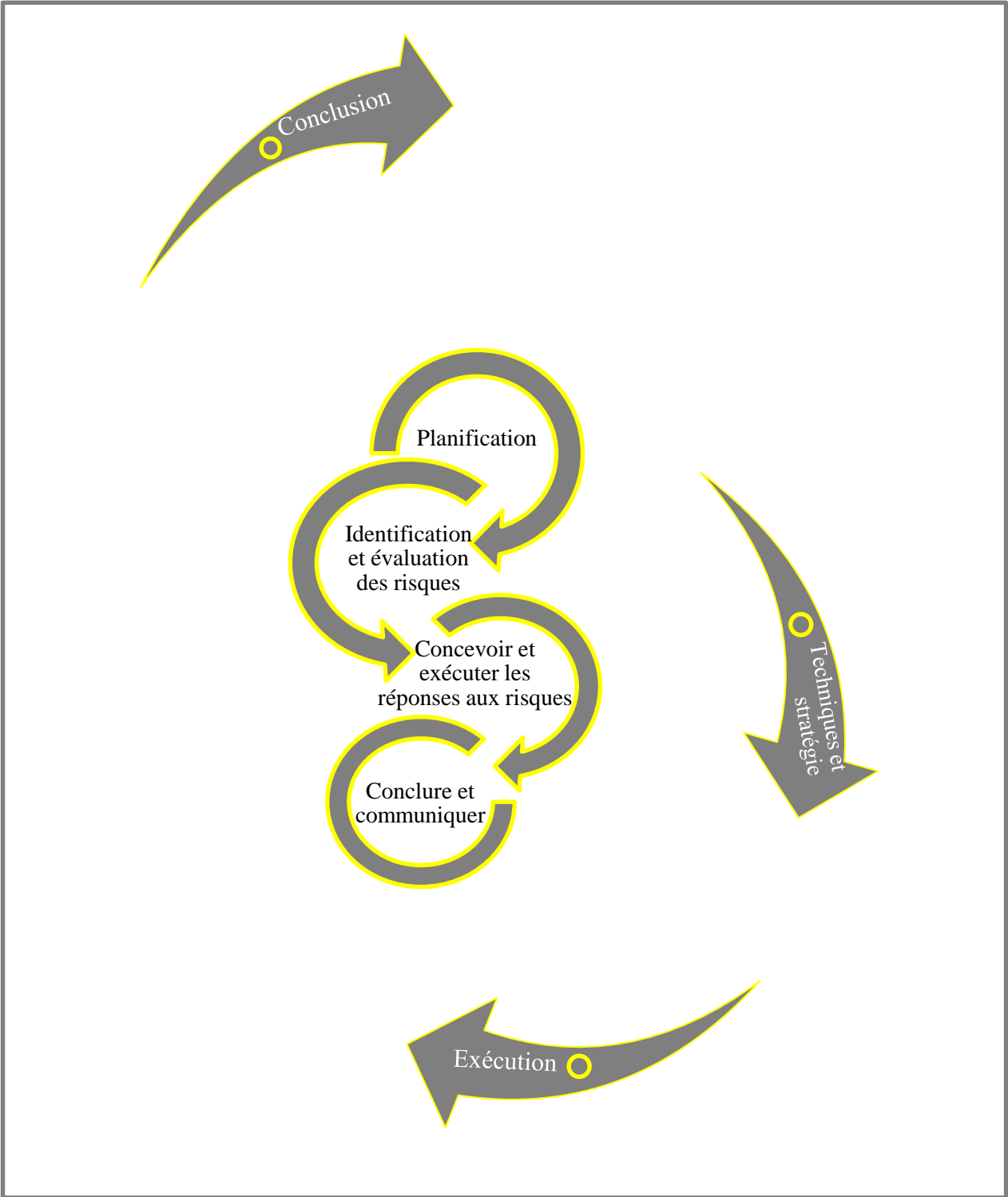
Source : document interne EY.

- **Existence :** Une assertion dans les états financiers selon laquelle un actif ou un passif existe à une date donnée.
- **Occurrence :** Une assertion dans les états financiers selon laquelle une transaction ou un événement enregistré qui se rapporte à l'entité a effectivement eu lieu au cours de la période.
- **Évaluation :** Affirmation dans les états financiers selon laquelle un actif ou un passif est comptabilisé à une valeur comptable appropriée.
- **Exactitude :** Une affirmation des états financiers selon laquelle une transaction ou un événement est enregistré au montant approprié et dans les comptes appropriés.

- **Exhaustivité** : Une affirmation des états financiers selon laquelle il n'y a pas d'actifs, de passifs, de transactions ou d'événements non enregistrés, ou d'éléments non divulgués.
- **Droits et obligations** : Une affirmation dans les états financiers selon laquelle un actif ou un passif se rapporte à l'entité à une date donnée.
- **Présentation et classification** : Une assertion dans les états financiers qui indique qu'un élément est classé, décrit et divulgué conformément au référentiel d'information financière applicable.

La méthodologie globale d'audit de EY se résume dans le schéma ci-dessous.

Schéma N° 08 : La méthodologie globale EY Algérie



Source : Document interne EY.

3. Les liens entre les comptes, les assertions, les WCGW et les contrôles

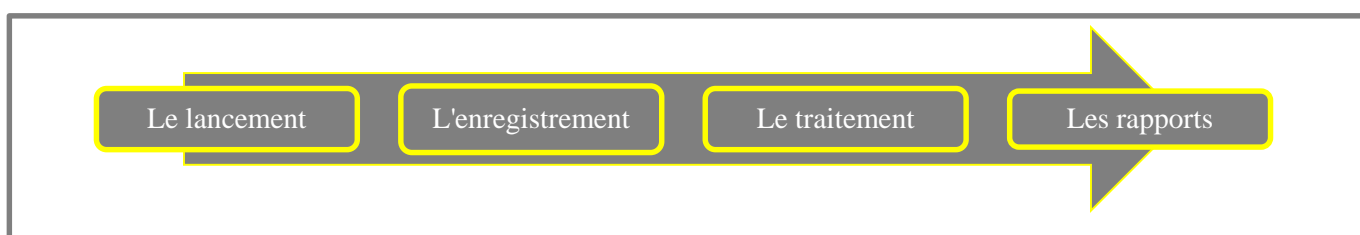
- Les comptes sélectionnés en fonction de :
- Les erreurs d'importance ;
- La taille et composition ;
- Le risque de manipulation ou de perte ;
- Le volume de transactions élevé ;
- La complexité des transactions ;
- La subjectivité dans la détermination du solde du compte ;
- La nature du compte.

Il faut savoir que :

- Les assertions sont associées à des comptes significatifs et sont affectées par des catégories de transactions significatives (SCOT) ;
- Les WCGW décrivent le risque d'anomalies significatives pouvant survenir au sein d'un SCOT et sont associées à des assertions ;
- Un WCGW peut être associé à plusieurs assertions ;
- Chaque assertion doit avoir au moins un WCGW ;
- Lorsque nous décidons d'adopter une stratégie d'utilisation des contrôles, ou lorsque nous sommes tenus de le faire, nous comprenons et testons les contrôles qui répondent aux WCGW ;
- Les risques (IR, SR/FR) sont associés aux assertions et affectent la partie évaluation IR du CRA;
- Les procédures d'audit sont liées aux assertions.

4. Le modèle de processus de EY

Schéma N° 09 : SCOT et processus de divulgation importants, y compris la correction des transactions.

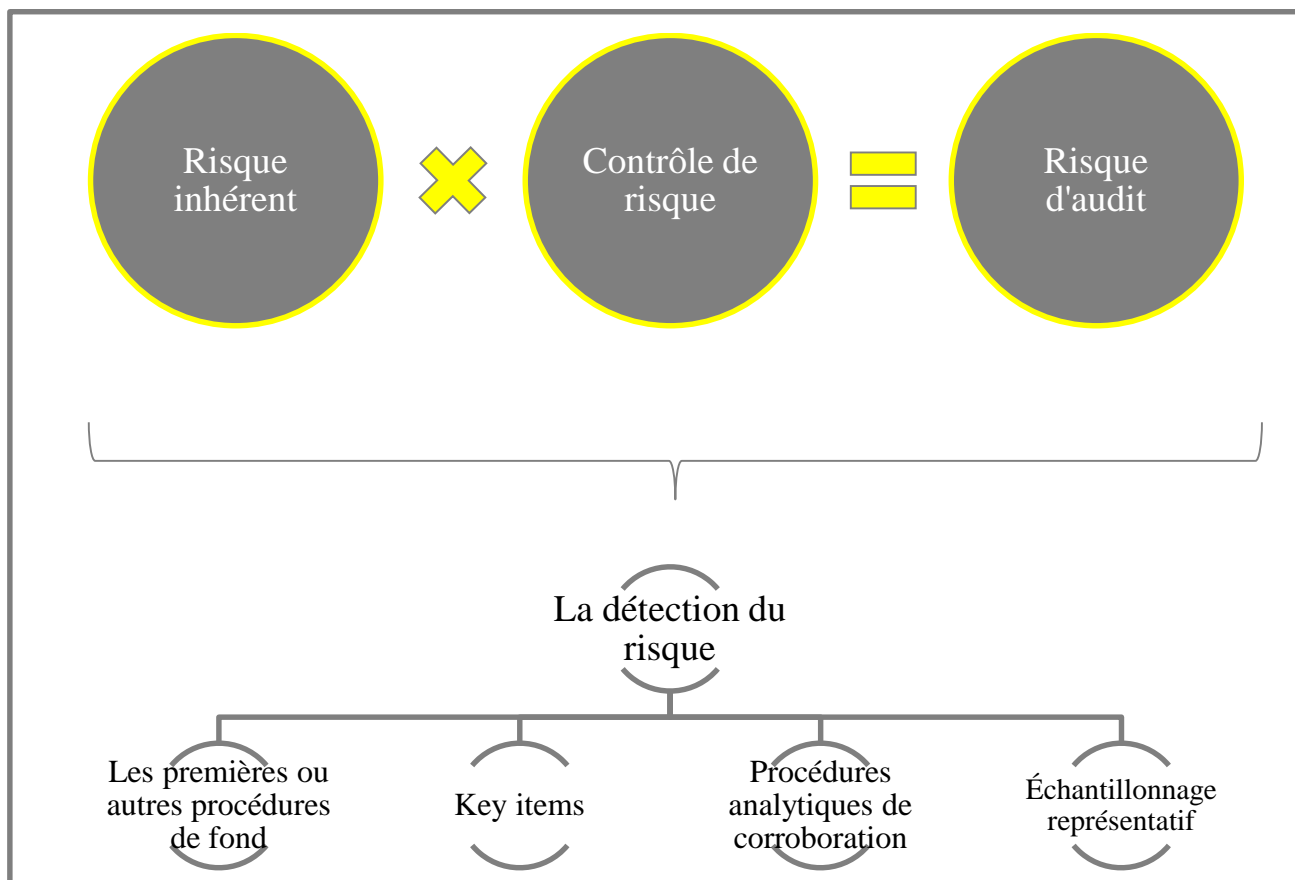


Source : Document interne EY.

- **Le lancement** est le moment où une transaction entre pour la première fois dans le processus de l'entité et est préparée et soumise pour l'enregistrement.
- **L'enregistrement** est le moment où une transaction est enregistrée pour la première fois dans les livres de l'entité.
- **Le traitement** fait référence à toute modification, manipulation ou transfert de données dans les livres et les registres de l'entité.
- **Les rapports** représentent le moment où une transaction est déclarée (enregistrée) dans le grand livre général.

5. Le modèle de risque d'audit de EY

Schéma N° 10 : Le modèle de risque d'audit EY Algérie.



Source : Document interne EY.

EY exerce son jugement professionnel dans des seuils de test. La détermination des seuils de test dépend d'abord de la composition du solde du compte testé, compte tenu du CRA de l'assertion et de la nature de la procédure. Les fourchettes fournies sont illustratives pour indiquer que, à mesure que le CRA augmente, les seuils de test diminuent pour entraîner une augmentation de l'étendue des tests.

6. Les preuves d'audit

Pour chaque assertion le risque inhérent est évalué, plus le risque est grand, plus il faut de preuves pour traiter le risque, donc il faut chercher plus de preuves.

Les preuves obtenues dans le cadre des procédures d'évaluation des risques peuvent indiquer un niveau de risque inhérent plus élevé ou un niveau de risque inhérent inférieur. Ces changements dépendent de la décision de tester ou non et de s'appuyer sur des contrôles.

Remarque : Les tests de contrôle portent sur le risque lié au contrôle.

Les procédures de fond traitent du risque de détection.

7. Taille minimale de l'échantillon, tests des contrôles pertinents

- Quand l'échantillonnage se fait manuellement, on va passer aux fréquences de performance, c'est-à-dire que quand cette opération se fait plusieurs fois en un seul jour, ou encore chaque jour, on va prendre au minimum 25 éléments ou 60 si un seul contrôle par assertion est sélectionné pour être testé. Dans le cas où c'est mensuel ou trimestriel, on prend au minimum 2 éléments. Quand c'est hebdomadaire, on sélectionne 5 éléments au minimum et un seul élément quand c'est annuel.
- Quand l'échantillonnage se fait par application, la sélection des éléments est de 1 de chaque type de transaction si les ITGC (General IT controls) sont effectifs ; sinon > 25.
- Quand l'échantillonnage se fait à travers les contrôles informatiques généraux qui sont des contrôles qui soutiennent le fonctionnement continu des applications manuelles et des contrôles dépendants de l'informatique et la production d'informations complètes et exactes produites par l'entité, ici pour la sélection il faut suivre les conseils pour les aspects manuels et automatisés des ITGC.
- La taille d'échantillon minimale de 25 suppose que la population est importante (c'est-à-dire supérieure à 250 occurrences). Pour certains types de contrôles (par exemple,

les ITGC), nous pouvons identifier un petit nombre d'occurrences de contrôle pour un type de contrôle qui fonctionne fréquemment. Dans ces circonstances, si le nombre d'occurrences de contrôle :

- Est compris entre 50 et 250 occurrences, notre taille minimale d'échantillon est de 10 % du nombre d'occurrences.
- Est inférieur à 50 occurrences, nous sélectionnons une taille d'échantillon minimale de 5 éléments, soit 100 % examen si la population est inférieure à 5 occurrences.
- L'échantillon sélectionné pour notre revue des contrôles peut être inclus dans la taille de notre échantillon. Lorsque nous adoptons cette approche, notre procédure pas à pas inclut tous les aspects du test de l'efficacité opérationnelle du contrôle.

- Section 03 -

Le management de la qualité au sein de EY Algérie.

Dans la section présente, nous allons exposer la démarche suivie pour l'audit de trois entités clientes de EY Algérie, que nous désignerons par P, S, J, K pour soucis de confidentialité.

La mission d'audit dans les entités P, S, J, K reflète un audit externe qui a été effectué. On va étudier le management de la qualité de EY sur ces trois entreprises.

Il faut savoir que la revue chez EY Algérie se fait presque hiérarchiquement, c'est-à-dire :

- Les travaux des stagiaires, des auditeurs débutants ainsi que des auditeurs expérimentés se font par le senior qui est le chef de mission.
- Les travaux sont remis sur la plateforme de EY Algérie qui est EY CANVAS, le senior peut vérifier les travaux remis et laisser des notes à revoir et à rectifier.
- Les travaux du senior sont revus par le manager.
- Les travaux du manager sont revus par le senior manager.
- La dernière étape est la revue du Partner, où il va revoir tous les travaux effectués.

1. La démarche de réalisation d'une mission d'audit

Pour réaliser la mission, le chef de mission qui est le sénior a adopté une démarche par les étapes suivantes :

- L'organisation de la mission ;
- La planification de la mission ;
- Evaluation du contrôle interne ;
- Contrôle des comptes ;
- Rédaction du rapport d'audit.

1.1. L'organisation de la mission

Les clients dont on va parler sont d'anciens clients de EY depuis plus de 10 ans ; donc le cabinet est très familiarisé avec ces clients et les connaît de plus près, en sus de l'importance que représente ces clients pour le cabinet.

➤ La lettre de mission

Avant le début de la mission, la lettre de mission est élaborée par Elle représente la fiche identificatrice de la mission, vu qu'elle contient les détails de l'intervention, ainsi que l'autorisation complète d'accès aux informations par l'équipe audit. Une fois que l'entité concernée a reçu la lettre, elle en accusera réception accompagné d'une confirmation de l'accord.

1.2. La planification de la mission

Le sénior établit un plan de mission ainsi que les seuils nécessaires à travers la méthodologie de calculs EY. Il va mettre en œuvre la répartition des tâches sur les membres de l'équipe avec un deadline pour chaque travail. Il s'appuie largement sur l'évaluation des risques inhérents.

Pour chaque entité auditée, a une documentation propre appelée le dossier de travail selon la norme NAA 230. Ce dossier rassemble toutes les informations et les documents fournis, il se divise comme suit :

- Le dossier permanent qui regroupe toutes les informations réutilisables pendant toute la durée du mandat (statut, procès-verbaux des assemblées générales) ;
- Le dossier courant qui dure une année et comprend le plan de mission, les travaux de contrôle effectués par une autre personne, l'appréciation et l'évaluation du contrôle interne, les risques, etc.

1.3. Evaluation du contrôle interne

Le contrôle interne est une approche obligatoire qui va permettre de prévenir dès qu'un risque de fraude ou d'erreur existe, celui-ci va aider à détecter les WCGW et participer à leur maîtrise. Il peut utiliser l'évaluation théorique lui permettant de détecter les forces et les faiblesses apparentes des systèmes de procédure ou les tests de force ce qui lui permettent de mettre en évidence les risques potentiels, ainsi que les contrôles pertinents couvrant ces risques. Pour l'évaluation du contrôle interne on commence par se poser la question suivante pour chaque assertion :

- Quels sont les points du flux de transactions où des erreurs peuvent se produire ?
Pour le contrôle, il faut :
- Faire la détection à travers les surveillances des erreurs ;
- Empêcher les erreurs ;
- Déterminer qui fera l'exécution ;
- Identifier le système de traitement.

1.4. Clôture des comptes

Le but de l'audit reste le bouclage de chaque compte, la plupart des sociétés clôturent leur exercice social au 31 décembre et les documents établis à ce jour sont les bilans, les comptes de résultat, les annexes au greffe du tribunal de commerce et les déclarations fiscales pour les services fiscaux. Les délais légaux sont longs (le délai de dépôt des déclarations fiscales est en mai) et le délai de dépôt des comptes au greffe est fin juillet. Les chefs d'entreprise veulent des informations en moins de temps. De plus, la préparation des comptes de fin d'année doit être anticipée.

1.5. Rédaction du rapport d'audit

Une fois que la mission est terminée, une réunion de clôture se fera pour faire un point général sur comment elle s'est déroulée. Celui-ci va contenir des avis sur les états financiers à travers les conclusions tenues de chaque travail effectué. En se basant sur celles qui ont fait face aux risques.

2. Le contrôle interne

L'audit d'une entreprise consiste à valider ses comptes, mais il est impossible de vérifier toutes les transactions effectuées du 01/01/N au 31/12/N. C'est pourquoi l'audit est basé sur l'échantillonnage, chose pour laquelle les seuils sont calculés, car c'est à travers ceux-ci que l'opération de l'échantillonnage se fera vu chaque échantillon est pris sur la base d'un seuil.

Cette démarche est une phase fondamentale, le CI se fait du mois de septembre jusqu'au mois de décembre. On ne peut passer à l'audit d'une entreprise sans avoir fait son CI, car notre objectif ici se résume dans la mesure du risque.

Chez EY Algérie, les entreprises sont classées sous forme de trois catégories :

- CNE : Non complex entity ;
- VSE : Very small entity ;
- CE : Complex entity.

2.1.L'évaluation du contrôle interne

Il y a cinq cycles à traiter lors de l'évaluation du contrôle interne

- Achat ;
- Vente ;
- Stocks ;
- Cash ;
- Production.

A l'intérim, on s'occupe de chaque cycle par le biais d'interviews B2B avec tous les responsables de chaque cycle afin d'avoir des explications détaillées du processus de déroulement de celui-ci. Les questions de l'interview ne sont pas tous standards, elles se développent au fur et à mesure avec l'avancement de la discussion.

Par la suite un testing des contrôles est primordial, car le test des contrôles est une procédure d'audit conçue pour une stratégie de fiabilité des contrôles afin d'évaluer l'efficacité du fonctionnement des contrôles dans la prévention, ou la détection et la correction, des anomalies significatives au niveau des assertions tout au long de la période de confiance.

2.1.1. Testing des contrôles

a. Prise de connaissance de l'entité P

Propriété

P est un constructeur automobile français filial d'un groupe depuis 2021. L'entreprise familiale qui précède l'actuelle entreprise est fondée en 1810.

Elle dispose d'un effectif de plus de 2000 000 de professionnels.

Secteur d'activité

Cette entité est active dans le secteur de l'automobile et du véhicule utilitaire léger.

Son activité consiste également à la construction de véhicules automobiles, de remorques et semi-remorque.

Opérations

Cette entreprise bénéficie du savoir-faire de ses experts, elle vise à garder ses clients les maîtres de leur temps et de leur budget. Grâce à tous les services qu'elle offre. P offre la possibilité à ses clients de planifier et organiser l'entretien de leurs véhicules, ainsi que valider les réparations et être tenu informé, même entre deux rendez-vous.

Stratégies et objectifs

P n'arrête pas de multiplier ses innovations pour attirer plus de lumière sur sa marque.

Depuis plusieurs années, P se renforce en boucle afin de pour conquérir le marché. Elle a aussi œuvré à développer son réseau tout en rehaussant son niveau d'expertise. Aujourd'hui, la marque couvre le territoire avec 420 points de vente et de service, dont 93 ont obtenu le label professionnel.

Après avoir fait un bouclage de la balance générale avec le grand livre à travers un générateur de lead pour obtenir la lead globales et des onglets de leads propres à chaque section qui sera auditée. Et un bouclage de réouverture en prenant les soldes de réouverture de la BG au 01/01/2021 avec les soldes de clôture de la BG au 31/12/2020 après un passage du CAC.

b. La lead

Pour cette section, on va avoir besoin de la lead revenus/ventes qu'on peut observer dans l'**Annexe N° 01**.

L'objectif de ce test est de tester la fiabilité du contrôle interne dans le cadre du processus «Vente».

Le travail qu'on a eu à effectuer ici est résumé dans les points suivants :

- Identifier les keys controls ;
- Déterminer la fréquence ;
- Récupérer le GL des ventes ;
- Choisir l'échantillon de 25 items à travers EY RANDOM ;
- Obtenir les pièces justificatifs ;
- Vérifier les validations.

Les keys controls permettent de faire un test sur les ventes des Pièces de rechanges magasin centrale :

- Bon de picking PDR magasin centrale validé par le magasinier
- Facture validé par le responsable logistique
- Bulletin de livraison validé par les agents de réception & livraison
- Encaissement client

Ils permettent également de faire un test sur les ventes des Pièces de rechanges succursale :

- Facture validé par le caissier
- Bon de sortie/livraison validé par le magasinier

- Encaissement client

On peut constater qu'ici il y a aucun écart.

A voir **Annexe N°02**.

c. Testing

Après avoir effectué le testing, on a conclu que le test sur le processus des ventes est non effectif. **Annexe N°02**.

On peut observer un exemple d'une pièce des TOCs (test of controls) en **Annexe N° 03**.

d. Extraction du grand livre

A partir du GL nous avons filtré sur les comptes 700xx, pour avoir que les comptes relatifs aux ventes réelles et nous l'avons bouclé à la Lead avec un total de -2 305 797 445,42 DA.

e. Bouclage journal des ventes

A partir du GL nous avons filtré sur les comptes 70xx Que nous avons bouclé à la Lead.

- TCD Compte de vente

Row Labels	Montants
700410	-2 178 046 543,02
700420	-127 750 902,40
Grand Total	-2 305 797 445,42

- La lead

Compte	Solde
700410	-2 178 019 363,03
700420	-127 778 082,40
Grand Total	-2 305 797 445,43

f. Sélection PDR (pièce de rechange) succursale

A partir du GL nous avons filtré sur Sté S189 pour avoir les achats PDR pour la succursale, nous avons effectué un TCD par numéro de pièces.

On a obtenu un total de -367 007 405,71 DA.

g. RANDOM

Nous avons sélectionné les écritures à tester du PDR succursale via l'outil EY RANDOM.

On a obtenu les résultats suivants :

Annexe N°04.

Random	3735	4720	5637	6553
--------	------	------	------	------

h. Sélection PDR magasin

A partir du GL nous avons filtré sur Sté: 189 pour avoir les achats PDR pour le magasin central, nous avons ensuite effectué un TCD par numéro de pièces.

On a obtenu un total de -1 938 790 039,71 DA.

i. RANDOM

Nous avons sélectionné les écritures à tester du PDR magasin via l'outil EY RANDOM.

Annexe N°05.

On a obtenu les résultats suivants :

Random
56
589
1602
2039
2429
113
618
1676
2145
248
736
1835
2161
489
855
1898
2192
524

1306
1934
2363

j. Sélection pour chaque magasin

Nous avons effectué un TCD par Sté (Magasin centrale ou bien succursale) et par chiffre d'affaire et nous avons appliqué la règle de trois ce qui nous a donné.

Row Labels	Montants	Nombre de sélection
189	-1 938 790 040	21
S189	-367 007 406	4
Grand Total	-2 305 797 445	25

3. Etude sur les trois entités sélectionnées

3.1.Prise de connaissance des entités et évaluation des risques

Pour ce cas pratique, il s'agit d'une mission d'audit référé pour le compte des auditeurs du groupe étranger.

Les seuils ont été décidés au niveau groupe et communiqués à EY Algérie, le manager de la filiale. La matérialité qui a été communiquée s'élève à 44 870 119,56 DA.

3.1.1. L'entité S

Propriété

Cette entité est une filiale d'un groupe international allemand, qui s'est installée en Algérie en 1962. Elle fut créée sous forme de société par actions (SPA), et aujourd'hui elle emploie plus de 300 personnes.

Secteur d'activité

Cette entreprise développe des innovations en mettant l'accent sur l'électrification, l'automatisation et la digitalisation. Cette entité fait partie des fournisseurs les plus importants dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'eau et de la santé.

Opérations

Elle est basée à Alger, et vise à s'implémenter aux plus grandes villes algériennes prochainement. Elle dispose d'un siège social et d'une unité de production et de transformation. Elle assure également le transport de ses produits à ses clients.

Objectifs et stratégies

L'objectif majeur de l'entité est de maintenir sa part dans le marché algérien, et d'en devenir leader dans ses diverses catégories, à plus long terme.

3.1.2. L'entité J

Propriété

J est une entreprise constituée en 1926, elle opère sur plus de 100 pays avec 10293 employés à travers le monde avec 67 filiales. Son chiffre s'élève à 22.8 billion NOK.

Secteur d'activité

Cette entreprise est spécialisée dans le secteur d'activité des travaux de peinture et vitrerie.

Opérations

J opère dans quatre segments : les peintures décoratives, les revêtements marins, les revêtements de protection et les revêtements en poudre. Chaque segment propose ses propres solutions, mais ils partagent la vision d'utiliser des peintures et des revêtements pour protéger les biens.

Objectifs et stratégies

Les systèmes de gestion du groupe J sont soumis à une amélioration continue et un certain nombre de nos sociétés sont certifiées selon les normes suivantes ; Gestion de la qualité (ISO 9001), Gestion de l'environnement (ISO 14001), Santé et sécurité au travail (ISO 45001). Elle se focalise sur quatre segments de marché clés : les peintures décoratives, les revêtements de protection, les revêtements marins et les revêtements en poudre. Au sein de chaque segment des investissements stratégiques à long terme sur les marchés locaux sont réalisés.

3.1.3. L'entité K

Propriété

C'est une entreprise pharmaceutique Algérienne avec investissement direct étranger de production de médicaments. Employant une équipe qui dépasse 1100 personnes, dirigée par de jeunes managers.

Secteur d'activité

Cette entité exerce le transfert technologique, elle est l'un des plus grands investissements industriels dans le domaine pharmaceutique, avec un montant global de 100 millions de dollars avec les nouveaux projets en cours notamment l'usine jumelle dont les travaux sont dans la phase finale.

Opérations

Elle est dans le top 3 des entreprises pharmaceutiques et première entreprise de génériques en Algérie. L'entreprise a récemment intégré le groupe pharmaceutique régional MS Pharma qui est une plateforme lui permettant un accès rapide aux marchés voisins comme le Maroc, la Tunisie et les pays Africains francophones.

Objectifs et stratégies

La fabrication des produits est effectuée selon les normes internationales, dans une installation dont les plans sont approuvés par la FDA (Food and Drug Administration).

K enrichit son portefeuille avec des produits hospitaliers et des médicaments issus de la biotechnologie.

3.2. L'évaluation des risques

Ces entités ne disposent pas d'un audit interne, donc elles font appel à EY pour faire leurs audits. Les défaillances de contrôles identifiées sont remontées au Conseil d'Administration et au management de l'entité.

3.2.1. Les seuils de chaque entité

Afin de calculer les seuils, on se réfère à plusieurs agrégats dont le chiffre d'affaire, le résultat avant impôts et taxes et le contrôle interne.

- Le seuil ET représente l'erreur tolérable est l'application de l'importance relative de la planification au niveau du compte individuel ou du solde.
- Le seuil SI représente le risque important est un risque inhérent dont la probabilité d'occurrence et l'ampleur de l'effet sont plus élevées s'il se produit et qui nécessite une attention particulière lors de l'audit. Les risques importants sont un sous-ensemble de risques inhérents plus élevés.
- Le seuil SAD représente le résumé des différences d'audit est une documentation récapitulative obligatoire qui résume les anomalies corrigées et non corrigées (séparées entre factuelles, subjectives et projetées), y compris les anomalies de reclassement, supérieures au montant nominal, identifiées lors de l'audit. Nous nous référons également au SAD en tant que montant nominal qui est un montant en dessous duquel les anomalies, qu'elles soient prises individuellement ou cumulées avec d'autres anomalies, n'auraient pas d'effet significatif sur les états financiers.

L'entité	ET	SI	SAD
S	22 171 282 DZD	5 542 820 DZD	2 217 128 DZD
J	10 690 324,98 DZD	1 069 032,5 DZD	1 069 032,5 DZD
K	107 603 961,1 DZD	10 760 396,11 DZD	10 760 396,11 DZD

3.3. L'étude de cas

Dans ce titre, on va prendre des exemples de cas afin d'observer comment l'onglet en question a été traité face aux anomalies identifiées.

Après avoir fait un bouclage de la balance générale avec le grand livre à travers un générateur de lead pour obtenir la lead globales et des onglets de leads propres à chaque section qui sera

auditée. Et un bouclage de réouverture en prenant les soldes de réouverture de la BG au 01/01/2021 avec les soldes de clôture de la BG au 31/12/2020 après un passage du CAC.

3.3.1. L'entité S

a. Les leads

Pour la section des stocks on va avoir besoin de la lead des inventaires ainsi que la lead des frais administratifs et autres.

k. La lead des inventaires

A voir **Annexe N° 06**.

L. La lead des frais administratifs et autres

A voir **Annexe N°07**.

b. Provisions sur stocks

Dans cette section se fait l'audit des stocks. Lors du traitement on a pu remarquer quelques anomalies pour les provisions.

L'objectif ici est de s'assurer de l'exhaustivité des provisions 2021 sur dépréciation des stocks au 31/12/2021.

Le travail à effectuer est :

- Elaborer un tableau de passage des provisions ;
- Obtenir l'extraction du compte relatif aux provisions au 31/12/2021 ;
- Tester les montants significatifs et s'assurer de la cohérence du provisionnement.

- **Le tableau de passage de provisions**

A travers ce tableau de passage, on peut observer qu'il n'y a pas d'écart entre le calcul arithmétique et la BG CY (la balance générale 2021). Donc il n'y a rien à signaler, le bouclage est satisfaisant.

- Le montant de la BG LY est récupéré de la BG au 31/12/2020 ;
- Le montant des dotations CY est récupéré du compte 681710 ;

- Le montant de la reprise CY représente la reprise passée du compte 785700, en effet, ce dernier reprend l'ensemble des reprises passées sur la totalité des provisions de l'entité ;
- Le calcul arithmétique est calculé comme suit : BG LY – Dotations CY + Reprise CY.

Tableau N° 11 : Le tableau de passage des provisions.

N° Compte	Désignation	BG LY	Dotations CY	Reprise CY	Calcul arithmétique	BG CY	Ecart
390100	Pertes de valeur sur stocks et en cours- Provision Stock Article Hors Projet	-34221348.22	-51104791.00	34221348.22	51104791.00	51104791.00	0.00
	Total	-34221348.22	-51104791.00	34221348.22	51104791.00	51104791.00	0

- **Bouclage BG CY et analyse de compte**

Ici nous avons bouclé la balance générale au 31/12/2021 avec le total de l'analyse de compte 390100.

N° Compte	Désignation	BG CY	Analyses de compte	Ecart
390100	PROV STOCK	-51 104 791,00	-51 104 791,00	0,00
	Total	-51 104 791	-51 104 791	

- **Bouclage BG CY et les calculs**

- Le montant de calcul est obtenu en sommant les montants suivants :

Technical risk per EY	17 033 603,68
Management risk per EY	21 208 860,38
provision SDI per EY	16 128 260,00
Total	54370724.06

A ce point, nous pouvons observer un écart de 3 265 933,06 DA. Cet écart est un écart significatif, pour lequel nous proposons un ajustement dans le calcul de la provision stock de 3,2 MDZD.

N° Compte	Désignation	Calcul per CO	Calcul per EY	Ecart	Ecart Calcul per CO/ PER EY
390100	PROV STOCK	-51 104 791,00	-54 370 724,06	3 265 933,06	-3 265 933,06
	Total	-51 104 791	- 54 370 724,06		

c. Calcul de la provision

Dans cet onglet, nous avons récupéré le détail de calcul de la provision per CO, pour retracé par la suite les items dans le listing des stocks. Nous avons recalculé la provision et pour y procéder, il faut savoir que :

- Si la durée d'épuisement est inférieure à un an, la dépréciation est égale à 0 ;
- Si la durée d'épuisement est supérieure à un an, la dépréciation est égale à 20% ;
- Si la durée d'épuisement est supérieure à un an et demi, la dépréciation est égale à 40% ;
- Si la durée d'épuisement est supérieure à deux ans, la dépréciation est égale à 60%.

Après avoir récupérer le détail de calcul on peut faire un résumé dans le tableau ci-dessous :

Lead F	-51 104 791,00
Technical risk	17 959 831,78
Management risk	21 208 860,38
provision SDI	11 936 098,82
écart	-0,02

- Le technical risk représente la somme des dépréciations ;
- Le management risk est ce que le management de Siemens a décidé de le provisionner à hauteur de 90% vu l'obsolescence des matériaux (moyenne de 4,7 ans d'existence en stock), ce qui a donné pour la somme des dépréciations un montant de 21 208 860,38 DA.
- La provision SDI concerne les débitmètres Sitran qui ont été importé en 2018 pour le compte du client NAFTAL dans le cadre d'un projet spécifique. Etant donné le retard de livraison engendré par S, NAFTAL a refusé de réceptionner les débitmètres et a annulé sa commande, et depuis les débitmètres sont restés au niveau des stocks de S. Le management a provisionné ce stock à hauteur de 74% tout en prospectant des acheteurs potentiels sur le marché algérien et en menant des négociations avec le vendeur pour un éventuel retour de marchandise. En l'absence de visibilité sur

l'écoulement de ce stock, nous proposons sa dépréciation à 100%, en rajoutant un complément de provision de 4 192 KDZD.

Division	Total stock (Qty)	Unit Price	Total value	Provision Amount MJ	Rate %	% per ey	Provision per ey	Ecart
SDI	20	806 413,00	16128260,00	11 936 098,82	74%	100%	16 128 260,00	4192 161,18

3.3.2. L'entité J

Pour la section des charges, on va avoir besoin de la lead des frais administratifs et autres.

a. Lead des frais administratifs et autres

A voir **Annexe N° 08**.

a. Testing sur les charges

Cette section vise à faire la revue analytique des charges. Notre travail consiste à obtenir le détail des charges à partir du détail de compte au 31/12/2021 et faire un bouclage listing et BG au 31/12/2021.

On commence par faire un bouclage des charges comme suit :

- **Bouclage BG & GL**

Après avoir obtenu les soldes des comptes

611000, 613000, 613001, 613002, 613600, 614000, 616000, 618000, 622000, 622900, 623000, 623100, 624000, 625101, 625102, 625103, 625500, 625600, 625700, 626000, 626100, 626101, 626500, 627000, 628000, 628300, 628400. On a conclu que :

Solde BG = Solde GL = 109 766 484 DA avec aucun écart à signaler, ce qui fait que le bouclage est satisfaisant.

- **Charges > Seuil d'investigation**

- Après avoir calculé les écarts entre les montants testés et les montants justifiés, nous avons constaté les écarts suivants :

Libellé	Ecart	Justification
Constat provision	-692 000,00	il s'agit de la provision des honoraires CAC relative à l'exercice 2021.
Constat note de frais	1 660,00	Il s'agit d'un remboursement d'avance de frais de missions pour 2020. Nous avons constaté un écart entre l'expense sheet et le total justifié à hauteur de 1 660 DZD < SAD. Nous avons constaté 2 bons justificatifs illisibles.

- On a pu constater le manque de justificatifs pour les montants suivants :

Libellé	Montant	Commentaire
Constat frais de transport	2682.00	Ecart NS
Commissions	2000.00	Ecart NS

b. Testing

Pour faire un testing sur les charges on a suivi les étapes suivantes :

- A partir du GL, nous avons identifié les comptes charges par nature que nous avons bouclé au solde comme déjà vu au titre précédent ;
- Nous avons effectué une extraction GL des comptes de charges à travers un TCD par compte de charges qui a donné un total de 116 226 034,74 bouclé ;
- Nous avons appliqué la formule ABS et duplicate pour le lettrage ;
- Nous avons filtré du plus grand au plus petit pour sélectionner les montants supérieurs à notre SI à tester ;
- Afin d'avoir une assurance raisonnable, nous avons fait un MICROSTART pour avoir une sélection supplémentaire à tester dernier nous a fait ressortir 5 pièces additionnelles à tester ;

- Nous avons effectué un RANDOM pour ressortir les éléments à tester, ce dernier nous a sélectionné 5 écritures à tester sur la base de 1 857 écritures.

M. MICROSTART

A voir **Annexe N° 09**.

N. RANDOM

A voir **Annexe N° 010**.

RANDOM
15
307
388
558
626

3.3.3. L'entité K

a. Les leads

Pour la section des disponibilités, on a besoins de deux leads, qui sont la lead de la trésorerie y compris les soldes bancaires et la lead des effets à payer.

O. Lead trésorerie y compris les soldes bancaires

A voir **Annexe N° 11**.

P. Lead des effets à payer

Compte	Libellé	CY	LY	Variation	Variation en %
512030	بنك سوسيتي جنرال	-280 456 590	-623 426 882	342 970 293	-55%
519100	خصم الكمبيالات (سلف بنكيه)	-6 597 858 327	-8 351 330 791	1 753 472 464	-21%
519101	(سلف بنكيه) خصم الكمبيالات-PCH	-163 114 203		-163 114 203	
M-1 Trésorerie Passif	Total	-7 041 429 120	-8 974 757 673	1 933 328 553	-22%
M-TOTAL	TOTAL	-7 041 429 120	-8 974 757 673	1 933 328 553	-22%

b. Les circularisations bancaires

A voir un modèle de circularisation formalisé selon la méthodologie EY **Annexe N° 12**.

Pour cet onglet l'objectif est de valider l'exhaustivité des comptes bancaires à travers la relance des banques circularisées manquantes, ainsi que l'exploitation des réponses des éléments suivants :

- Le solde à clôture ;
- La liste des signataires à jour ;
- Les emprunts ;
- Hors bilan.

Compte comptable	Banques	Devise	Solde RB	Montant confirmé 31/12/2021	Ecart
512011	البنك العربي 2/500	DZ	579 968 641,06	579 968 641,06	0
512081	البنك العربي 2/503	DZ			
512091	البنك العربي 2/504				
512201	البنك العربي 505/2				
512040	بنك بدر	DZ	30 099 010,08	30 099 010,08	0
512060	بنك فرنسبنك	DZ	47 140 302,40	47 140 302,39	0
512095	بنك المؤسسة العربية المصرفية	DZ	1 513 610,16	1 513 610,16	0
512120	سيتي بنك	DZ	1 869 708,05	1 869 708,05	0
512300	NATIXIS BANK	DZ	10 089 702,11	10 089 702,11	0
512030	بنك سوسيتي جنرال	DZ	-124 616 974,97	-124 616 975,97	0

- **Observation**

- Nous avons pu observer que les sous comptes d'ARAB BANK ne sont pas confirmés à la cercl.
- Pour le compte CITI BANK, cette banque a confirmé le solde mais il est à zéro dans les relevés bancaires. Donc on s'est rapproché du client qui nous a expliqué que le compte était inactif pendant une période supérieure à 240 jours, ce qui a enclenché la procédure de clôture et le transfert de ce solde dans un compte interne.

- **Signataires, Hors bilan et autres**

On va prendre comme exemple le compte principal ARAB BANK ainsi que société générale, par jugement que ce sont ceux qui contiennent le plus d'informations comparés aux autres comptes bancaires mentionnés.

✓ **Note relative à la circularisation d'ARAB BANK**

➤ **Les engagements hors bilan**

- La société restait responsable des effets escomptés suivant, non échus : Effets commerciaux : 3 260 248 012,14 DA.
- La société était engagée au titre de crédits, prêts ou avances, pour les montants suivant :

Type du produit	Limite	Solde
Term loan	3 521 782 477,49	3 521 782 477,49
LC Re-FINANCING	1 700 000 000,00	1 279 947 983,55
Ordinary Bills	800 000 000,00	557 484 270,93
Guaranteed Bills		0,00
Discount CAGEX/ICIEC	3 688 500 000,00	2 731 090 074,30

- Nous avons souscrit au profit de la société les engagements par signature suivants

Type du produit	Limite	Solde
Sight LC / Stand by	500 000 000,00	4 176 801,37
Deffered Payment LC		146 226 674,31
Acceptances		16 883 884,88
Caution de bonne execution	150 000 000,00	224 276 809,96
Caution de soumission		0,00
Other LG Stand by	25 000,00	25 00,00

- La société s'était portée caution ou avait constitué des garanties, titres de crédits consentis à des tiers : Provisions sur crédit documentaire d'un montant de 18 114 172,82 DA.
- Provision sur cautions d'un montant de 36 059 460,01 DA.
- ICIEC : 1 053 960 031,65 DA.
- CAGEX : 1 404 021 033,88 DA.
- Cautions bancaire : 5 288 764 000 DA.
- Caution de la société mère d'un montant de 3 150 000 000 DA.
- Cautions solidaires des associés d'un montant de 4 331 250 000 DA.

- Garanties hypothécaire d'un montant de 3 280 223 670 DA.
- Nantissement d'équipements d'un montant de 1 128 437 205,86 DA.

➤ **Les signataires**

- De 0 à 1 250 000 DA : les groupes A et B.
- De 1 250 000 à 30 000 000 DA : les groupes C et D.
- Plus de 30 000 000 DA : A.S, M.T, Y.A, S.K.

Le signataire	Groupe	Type de signature
A.S	B/C	Signature conjointe
F.S	A	Signature conjointe
M.T	B/C	Signature conjointe
S.K	A/D	Signature conjointe
T.R	B	Signature conjointe
Y.A	B/D	Signature conjointe

✓ **Notes relatives à la circularisation de SGA**

➤ **Les engagements hors bilan**

- **Les montants des intérêts et des frais**

Opération	Date comptable	Libellé	Débit
360	03/01/2020	Frais arrêtes de compte	90,00
360	03/01/2020	Commission de compte au 31/12/2020	50 000,00
360	03/01/2020	Taxe frais fixe au 31/12/2020	171,00
360	03/01/2020	Taxe communale de compte au 31/12/20	9 500,00
360	03/01/2020	Taxe interest DBT au 31/12/2020	1 163 942,82
360	03/01/2020	Intérêts débiteurs au 31/12/2020	6 126 014,86
360	03/01/2020	Montant total retour au 31/12/2020	11 458,75

- **Détails des comptes ouverts**

Compte	Intitule	Solde comptable	Autorisation	Echéance	Devise
140000869-06	Compte escompte client N°1	-3 004 963 639,78	3 100 000 000	31/12/2020	DZD
140001221-17	Escompte effets non CAGEXEE	-119 135 874,70	1 00 000 000	31/12/2020	DZD

140001223-11	Escompte effets	0	0		DZD
140001224-08	Escompte effets	0	0		DZD
140001227-96	Escompte effets	0	0		DZD
140001228-93	Escompte effets	0	0		DZD
140001236-69	Escompte effets	0	0		DZD
6093001205-59	Crédit court terme spot	0	0		DZD
6093001940-85	Sport refinancement	0	0		DZD

- Engagements par signature

Compte	Intitule	Solde comptable	Autorisation	Echéance	Devise
3050010712-62	CDI OUVERTS	-5 765,00	7 876,95	31/12/2020	EUR
3050010713-59	CDI OUVERTS	528 425,00	9 337,34	31/12/2020	USD
3070008491-61	CDI à règlement diffère	555 750,00	7 876,95	31/12/2020	EUR
3070008492-58	CDI à règlement diffère	48 125,00	9 337,34	31/12/2020	USD

- Les garanties

- Garantie CAGEX à hauteur de 100% de la ligne escompte soit 3 000 000 000
- Caution solidaire de MS PHARMA à hauteur de 2.750 MDZD.
- Caution solidaire ASTRA PHARMA à hauteur de 1.650 MDZD
- AMRP 1er rang en faveur de SGA à hauteur de 800 MDZD

➤ Les signataires

- Montant inférieur ou égale à 1 250 000 DZD deux signatures une du groupe A et une du groupe B

Groupe A	Groupe B
F.S	M.K
K.A	A.S
S.K	T.R
	Y.A

- Montant supérieur ou égale à 1 250 000 DZD jusqu'à 30 000 000 deux signatures une du groupe C et une du groupe D

Groupe D	Groupe C
K.A	M.T
S.K	A.S
Y.A	

- Montant supérieur ou égale à 30 000 000 DZD signatures de trois personnes du groupe ci-dessous :

Groupe final
K.A
S.K
Y.A
A.S
M.T

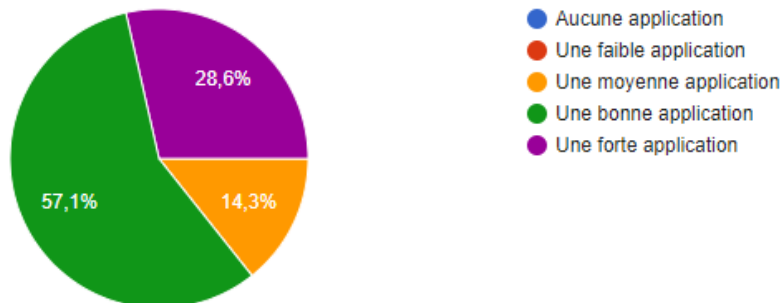
Après avoir fait l'audit d'un client, le manager de EY ainsi que le senior qui est le chef de mission feront une réunion de clôture avec les responsables de l'entité auditée afin de parler des points à traiter et les difficultés dont l'équipe audit a fait face durant son traitement. Après cette réunion un rapport d'audit de EY pour l'entité auditée sortira. **Annexe N° 13.**

4. L'interview B2B

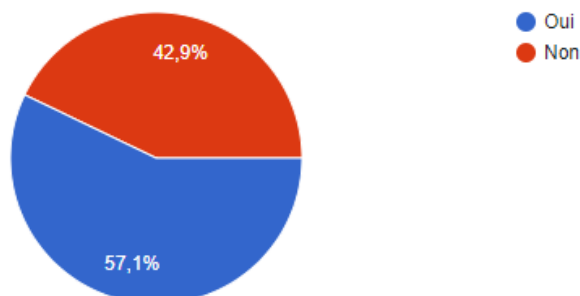
Dans le cadre de l'amélioration de la qualité au sein des cabinets, il nous est nécessaire de connaître leurs avis concernant les diligences et processus mis en place au sein de leurs structures. Nous avons donc décidé que pour une meilleure interprétation, nous avons jugé utile de mener une enquête sur le terrain, nous nous sommes donc rapprochés de quelques cabinets qui exercent les professions d'expertise, de commissariat aux comptes, ainsi que l'audit en posant les questions suivantes :

1. Quel est le degré d'application des normes NAA au sein de votre cabinet ?
 2. De quelles normes vous inspirez-vous dans vos travaux ?
 3. Connaissez-vous la norme internationale de gestion de la qualité (ISQM) 1 ?
 4. Êtes-vous ouvert à connaître la norme ISQM et à l'appliquer ?
 5. Comment évaluer vous le degré de qualité au sein de votre cabinet ?
 6. Comment traitez-vous les risques sur la qualité dans votre cabinet ?
 7. Parlez-nous de votre état de lieu.
 8. Quelque chose à rajouter ?
- Pour les réponses qui nécessitent un développement, nous avons élaboré un tableau récapitulatif dans **Annexe N° 14.**
 - Pour les réponses à court déploiement, nous nous sommes contentés des graphiques illustratifs comme suit :
- Les réponses collectées pour la première question qui est : Quel est le degré d'application des normes NAA au sein de votre cabinet ? on démontrées que la

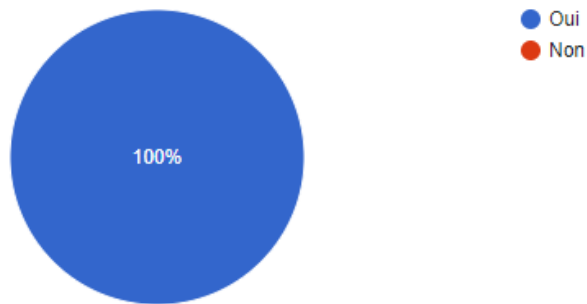
majorité des répondants dispose d'une bonne application des normes NAA au sein de leurs cabinets. Face à une minorité qui dépendent d'une moyenne application. Comme on peut l'observer ci-dessous.



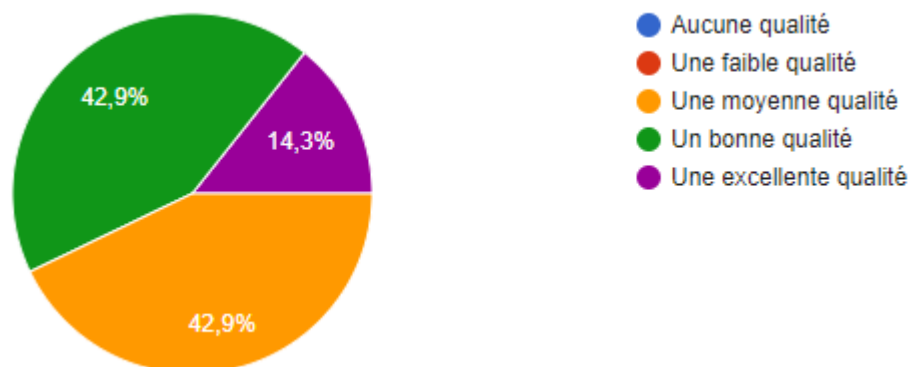
- Les réponses collectées pour la troisième question qui est la suivante : Connaissez-vous la norme internationale de gestion de la qualité (ISQM) 1 ? illustrent que plus de la moitié des répondants ne connaissent pas la norme de gestion de la qualité ISQM1. Comme montré ci-dessous.



- Les réponses collectées pour la quatrième question : Êtes-vous ouvert à connaître la norme ISQM et à l'appliquer ? tous les répondants ont eu le même avis, ce qui nous permet de comprendre que connaître cette norme et avoir la possibilité de la mettre en œuvre est un désir commun pour tous ces cabinets.



- Les réponses collectées pour la cinquième question : Comment évaluer vous le degré de qualité au sein de votre cabinet ? on données une équivalence entre les répondants sur le fait d'avoir une bonne et une moyenne qualité. Comme suit :



Remarque

Cet interview nous a permis de constater que la majorité des cabinets cherchent à augmenter la qualité de leurs déroulement de travaux, mais les moyens et les stratégies y manques, la plus part optent pour des formations ou encore des contrôles de suivi. Pour gérer leurs risques, ils essaient de les minimiser ou encore les traiter par des médians assez traditionnel, comme par exemple la cartographie des risques.

Les répondants sont tous ouverts à connaitre d'avantage et à appliquer la norme ISQM au sein de leurs cabinets.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons suivi les étapes d'une mission d'audit de quelques cas qui contiennent des anomalies de clients de EY Algérie selon sa méthodologie, dans le but d'exposer sa démarche générale.

Nous nous sommes contentés d'articuler notre travail sur le testing du cycle des ventes, les stocks ainsi que les charges. Ce choix étant motivé à la fois par l'impossibilité de reprendre toute la mission d'audit dans le mémoire, et par la spécificité des missions sélectionnées, qui se manifeste par une susceptibilité d'abriter non seulement le risque d'erreur, mais les écarts également.

A cet effet, et en premier lieu, En deuxième lieu, nous avons procédé à l'évaluation du dispositif de contrôle interne, relatif à la production des états financiers, suivant une approche contrôle.

En deuxième lieu, nous avons effectué une évaluation des risques, incluant la détermination des seuils d'audit, et la prise de connaissance de l'entreprise dans toutes ses dimensions.

Pour finir avec une interview B2B par lequel on a pu évaluer l'intérêt commun de l'évolution de la qualité au sein des cabinets des répondants.

En définitive, ce chapitre nous a permis de valider la nécessité de suivre la norme de qualité ISQM1 à travers le contrôle interne ainsi que l'approche des risques.

Conclusion générale

Dans le but d'émettre une opinion sur la régularité et la sincérité des informations contenues dans les états financiers d'une entité, l'auditeur a adopté une nouvelle démarche d'audit, qui repose sur la détection de zones de risque, lesquelles seront sujettes à plus amples investigations et contrôles à travers un contrôle qualité.

Ce mémoire avait pour objectif de retracer cette nouvelle démarche dite « Management de la qualité », et de conclure sur ses apports pour l'auditeur.

Ainsi, nous avons vu, dans sa première partie, un aperçu théorique en la matière, scindée en deux chapitres, à savoir :

- Un premier chapitre dédié à l'audit, dans lequel nous avons suivi l'évolution historique de ce dernier, retenu sa définition en résultant et constaté que ses missions ne se limitent pas qu'à l'examen des états financiers. Egalement, nous avons mis en lumière son cadre réglementaire, et avons clôturé ce chapitre par une vue générale sur la démarche d'audit;
- Un second chapitre traitant le système de management de la qualité, sa mise en œuvre et la naissance de la norme traitant la qualité. Nous avons ainsi parlé de l'audit qualité.
- Cette partie nous a outillés pour entamer notre étude de cas, portant sur l'exposition du management de la qualité au sein de EY Algérie.

A cet effet, nous avons regroupé trois sections dans un dernier chapitre pratique, à savoir la présentation de notre lieu de stage, ainsi que sa méthodologie d'audit, à travers des études de cas d'une entreprise pour le contrôle interne et trois autres pour quelques sections d'audit, et enfin une conclusion sur cette étude de cas.

Ainsi, nous avons constaté qu'avec cette nouvelle norme de la qualité, l'auditeur s'appuie sur le risque d'anomalies significatives pour orienter sa mission, déterminé en fonction des zones de risque identifiées, notamment, les risques menaçant l'entité, et ceux relevés à l'issue de l'évaluation de son dispositif de contrôle interne, relatif aux états financiers.

En définitive, nous sommes arrivés à conclure que l'objectif de l'audit par les risques n'est pas de vérifier de façon minutieuse les assertions des opérations, mais d'identifier les

faiblesses du contrôle interne qui peuvent avoir une incidence sur les comptes afin de procéder à des travaux sélectifs de révision.

En définitive, nous sommes arrivés à conclure que l'objectif de l'audit par les risques n'est pas de vérifier de façon minutieuse les assertions des opérations, mais d'identifier les faiblesses du contrôle interne qui peuvent avoir une incidence sur les comptes afin de procéder à des travaux sélectifs de révision.

Bibliographie

Ouvrages

- Angélique Malo et al, 2020, guide de procédures d’audit par cycles et par assertion, 1^{re} édition, P3.
- Classe manager, (2017), topo-audit, P45.
- Janin AUDAS et Brigitte GUILLEBERT, (2011), La maîtrise de la qualité par les cabinets d’audit, P3.
- Jaques RENARD, (2010), Théorie et pratique de l’audit interne 7^{ème} édition, groupe Eyrolles, Paris, P233.
- Pierre SCHICK, (2007), mémento d’audit interne, fonctions de l’entreprise, dunod, paris, P5.
- Pierre SCHICK, (2007), Mémento d’audit interne, Paris, P115.
- Rick HAYES, (id.), (2005), Principles of auditing, Pearson education, 2^{ème} edition, UK, P5.
- Rick HAYES, (dir.), (2005), Principles of auditing, Pearson education, UK, P194.
- Traduit et synthétisé de CARREYROU J., « Bad Blood: Secrets and Lies in a Silicon Valley Startup », Knopf Publishing Group, 2018.

Articles scientifiques

- Bernard FROMAN, (1994), le manuel qualité : Outils stratégiques d’une démarche qualité, éd. ANFOR, Paris.
- CNC, dossier type de travail du CAC, P15.
- Framework for audit quality, key elements that create an environment for audit quality.
- Robert FERRY, Jean maie GOGUE, (1991), la maitrise de la qualité, Economica, Paris.

Travaux universitaires

- Cours, Management de la qualité, chapitre 03, P12.
- Cours TYBCOM Accountancy Auditing 2, université de Mumbai, P4.

- RAFFEGEAU J., DUFILS P. & DE MENONVILLE D., « L'audit financier », Presses Universitaires de France, 1994.

Rapports et documents administratifs

- Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P3.
- Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P4.
- Audit quality, an IAASB perspective, (2011), P5.
- International Standard on Quality Control 1, Quality Control for Firms that Perform Audits and Reviews of Financial Statements and Other Assurance and Related Services Engagements.
- Palette services EY Algérie, Document internes, 2021, P11.
- Plaquette EY Audit, Document internes, 2021, P 22.
- Thandokuhle Myoli, Acting Senior Executive, Audit & Assurance, ISQM workshop.

Sites

<https://asq.org/quality-resources/auditing>, (10/05/2022 à 03 :18).

[https://www.gbs-dz.pro/l-audit-financier-en-](https://www.gbs-dz.pro/l-audit-financier-en-algerie#:~:text=Les%20normes%20d'audit%20encore,l'organisation%20de%20ses%20travaux)

[algerie#:~:text=Les%20normes%20d'audit%20encore,l'organisation%20de%20ses%20travaux](https://www.gbs-dz.pro/l-audit-financier-en-algerie#:~:text=Les%20normes%20d'audit%20encore,l'organisation%20de%20ses%20travaux), (16/05/2022, à 13:56).

<https://www.iaasb.org/publications/clarified-isas-findings-post-implementation-review> , (17/05/202 à 01: 58).

https://www.ifac.org/system/files/publications/files/IAASB-Strategy-2015-2019_0.pdf, (17/05/2022 à 01:59).

<https://www.ifac.org/system/files/publications/files/IAASB-Work-Plan-2015-2016.pdf>, (17/05/2022, 02:01).

<https://www.iaasb.org/publications/invitation-comment-enhancing-audit-quality-public-interest-1>, (17/05/2022 à 02:13).

<http://www.agrojob.com/dictionnaire/definition-qualite-2607.html> , (17/05/2022 à 12 :29).

Annexe N° 01

Compte	Libellé	CY	LY	Variance	Variance en %
700100	Vente VN		-134 320 168	134 320 168	-100%
700110	Rem promo VN		504 202	-504 202	-100%
700113	Rem contr VN		710 050	-710 050	-100%
700410	Vente PR remise cont	-2 178 019 363	-3 140 573 341	962 553 978	-31%
700420	Entretiens et répara	-127 778 082	-126 099 241	-1 678 842	1%
706140	REFACTURATION OUTIL	-13 509 860	-23 358 445	9 848 586	-42%
706141	FACT DE LA DOC TECHN	-33 584 825	-37 928 784	4 343 958	-11%
706142	FACT FORMATION	-1 960 505	-2 621 008	660 503	-25%
706901	PRESTATIONS LOYERS B	-1 526 080	-1 831 296	305 216	-17%
706940	PRESTATIONS CONNEXIO		-8 995 440	8 995 440	-100%
UA-1 Ventes et produits annexes	Total	-2 356 378 716	-3 474 513 471	1 118 134 756	-32%
UA-TOTAL	TOTAL	-2 356 378 716	-3 474 513 471	1 118 134 756	-32%

Annexe N° 02

Test sur les ventes des Pièces de rechanges magasin central

N pièce	Montants listing	Montants testés	Montant sur la facture HT	Montant TTC	Bon de picking	Facture	Bulletin de livraison	Paiement	Commentaire	Conclusion
2000082	163,86			0,00						
2000158	-197 576,20			0,00						
2000353	-1 169 124,63			0,00						
2000666	-177 747,50	177 747,50	177 747,50	211 519,53	X	✓	✓	OS	Manque validation magasinier sur bon de picking / En attente paiement	Non effectif
2000706	-328 184,24	328 184,24	328 184,24	390 539,25	✓	✓	✓	OS	En attente paiement	Non effectif
2000795	-310 143,91	310 143,91	310 143,91	369 071,25	✓	✓	✓	OS	En attente paiement	Non effectif
2000845	20 172,12			0,00						
2000998	-15 253,63	15 253,63	15 253,63	18 151,82	✓	✓	✓	OS	En attente paiement	Non effectif
2001143	-3 408,39			0,00						
2001729	-24 048,23	24 048,23	24 048,23	28 617,39	✓	✓	✓	OS	En attente paiement	Non effectif
2002130	-156 284,71			0,00						
2002227	127 051,90			0,00						
2002470	-35 505,74			0,00						
2002550	-233 490,64			0,00						
2002595	-226 840,03	226 840,03	226 840,03	269 939,64	X	✓	✓	OS	Manque validation magasinier sur bon de	Non effectif

									picking / En attente paiement	
2002728	-13 565,49			0,00						
2002878	-43 709,80	43 709,80	43 709,80	52 014,66	X	✓	✓	OS	Manque validation magasinier sur bon de picking / En attente paiement	Non effectif
2002897	-122 800,49	122 800,49	122 800,49	146 132,58	X	✓	✓	OS	Manque validation magasinier sur bon de picking / En attente paiement	Non effectif
2002949	-164 470,81	164 470,81	164 470,81	195 720,26	✓	✓	✓	OS	Manque 28 Elément filtre / En attente paiement	Non effectif
2003183	-46 891,11	46 891,11	46 891,11	55 800,42	X	✓	X	OS	Manque validation magasinier sur bon de picking /Manque validation client et transporteur sur le BL / En attente paiement	Non effectif
2003311	-154 173,89	154 173,89	154 173,89	183 467	✓	✓	✓	OS	En attente paiement	Non effectif

Annexe N° 03

Compte	Libellé	CY	LY	Variance	Variance en %
300002	Stock - Stock Article Hors Projet	299 007 110	97 367 697	201 639 413	207%
300100	Stock - WIP Projet OCC Report	1 084 177 254	706 663 721	377 513 533	53%
335001	Stock - WIP Projet OCC Report	13 616	578 455 821	-578 442 205	-100%
335002	Stock - WIP Projet OCC Report	0	0	0	0%
370000	Stock - Stocks à l'extérieur (en cours de route, en dépôt ou en consignation)	166 645 784	883 829 287	-717 183 502	-81%
380000	Stock - Achats Stockées	0	0	0	4%
F-1 Stocks et en cours [Brut]	Total	1 549 843 765	2 266 316 526	-716 472 761	-32%
390100	Stock - Provision Stock Article Hors Projet	-51 104 791	-34 221 348	-16 883 443	49%
390200	Stock - Provision Stock Travaux En Cours WIP	-13 117 863	-20 460 507	7 342 644	-36%
F-2 Stocks et en cours [Dépréciations]	Total	-64 222 654	-54 681 856	-9 540 799	17%
F-TOTAL	TOTAL	1 485 621 110	2 211 634 670	-726 013 560	-33%

Annexe N° 04

Compte	Libellé	CY	LY	Variation
611000	Sous-traitance générale GICC Siemens	30 787 701		30 787 701
611110	SOUS-TRAITANCE AFF.COMP	489 780 054		489 780 054
613200	LOCATION IMMOBILIERE	200 399 983		200 399 983
613510	F-LOCATION VOITURES	158 835 014		158 835 014
615200	ENTRETIEN BATIMENT	43 083 403		43 083 403
615210	GARDIENNAGE	22 965 100		22 965 100
615510	ENTR REP DIVERSES	288 027 085		288 027 085
615520	ENTR. & REPAR.MAT.TRANSPO	2 209		2 209
616100	ASSU MULTRISQ	13 868 157		13 868 157
616300	ASSURANCE AUTOMOBILE	599 278		599 278
618110	DOCUMENTATION	3 994 866		3 994 866
618500	FRAIS FORMATION & SEMINAIR	18 997 514		18 997 514
622610	HONORAIRES CAC & AUDIT	7 199 576		7 199 576
622620	HON.AVOCATS & CONSEILS	7 353 068		7 353 068
622680	AUTRES HONORAIRES	45 809 168		45 809 168
623100	ANNONCES & INSERTION	21 982 640		21 982 640
623200	Cadeaux et hospitalité	5 381 885		5 381 885
623800	FRAIS SPONSORING	2 500 000		2 500 000
624310	FRAIS DE TRANSPORT	36 517 600		36 517 600
625110	F.VOYAGE AERIEN	11 385 820		11 385 820
625130	INDEMNITE KILOMETRIQUE	13 200 770		13 200 770
625150	F.SEJOURS AGENTS	34 933 704		34 933 704
625160	FRAIS DE VISA	343 845		343 845
625180	FRAIS DEPLACEMENTS	3 521 498		3 521 498
625700	F.RECEPTION	1 641 721		1 641 721
625710	F.RECEPTION AGENTS	201 442		201 442
626000	TELEPHONE FIXE	19 891 093		19 891 093
626010	TELEPHONE GSM	2 551 770		2 551 770
626040	DHL	568 898		568 898
627800	FRAIS BANQUE & RECOUVR	25 566 721		25 566 721
628100	COTISATIONS AHK	140 000		140 000
VD-1 Services extérieurs et autres consommations	Total	1 512 031 584		1 512 031 584
681040	Investissement - Dotation amortissement Logiciel	124 329		124 329
681136	Investissement - Dotation amortissement Agencement et installation	212 415		212 415
681154	Investissement - Dotation amortissement Matériel et Outillage	41 129 289		41 129 289
681182	Investissement - Dotation amortissement Véhicule	3 898		3 898
681184	Investissement - Dotation amortissement Mobilier de Bureau	19 117 441		19 117 441
681185	Investissement - Dotation amortissement Mobilier de Bureau	2 773 785		2 773 785
681187	Investissement - Dotation amortissement Equipements Sociaux	46 469 968		46 469 968
681188	Investissement - Dotation amortissement Equipement Technique et Machines	17 403 706		17 403 706
681500	Dotation Provision Risques Fiscal et Social	235 305 469		235 305 469
681560	Dotation Provision Garantie	194 586 472		194 586 472
681570	Dotation Provision Pénalité de Retard	52 249 546		52 249 546
681710	Dotation Provision Stock	51 104 791		51 104 791
681711	Dotation provision Stock WIP	13 117 863		13 117 863
681720	Dotation provision Créances Client	761 675 361		761 675 361
681730	Dotation provision Autres Créances	13 632 761		13 632 761
VD-2 Dotations aux amort., provisions et pertes de valeur	Total	1 448 907 096		1 448 907 096
785700	REPRISE PROV.RISQUE&CHARG	-902 651 040		-902 651 040
VD-3 Reprises sur pertes de valeur et provisions	Subtotal	-902 651 040		-902 651 040
VD-TOTAL	TOTAL	2 058 287 640		2 058 287 640

Annexe N°05

Compte	Libellé	CY	LY	Variation	Variation en %
611000	SOUS TRAITANCE	4 108 100	5 576 300	-1 468 200	-26%
613000	LOCATION VOITURE	21 033 557	17 164 273	3 869 284	23%
613001	Loyer Dépôt	15 600 000	19 800 000	-4 200 000	-21%
613002	Loyer siège Social	8 762 000	10 536 000	-1 774 000	-17%
613100	LOCATION MATERIELS	0	84 000	-84 000	-100%
613400	LOCATION DE VOITURES	0	7 199 866	-7 199 866	-100%
613500	LOCATIONS DIVERS	0	18 000	-18 000	-100%
613600	LOCATION APPARTEMENT	1 650 000		1 650 000	
614000	Charges locatives et charges de copropriété	21 385	121 555	-100 170	-82%
615000	ENTRETIEN ET REPARATIONS	5 079 769	4 945 643	134 126	3%
615001	FRAIS D'ENTRETIEN	1 379 782	457 335	922 447	202%
616000	ASSURANCES	5 939 189	1 316 648	4 622 541	351%
618000	DOCUMENTATION	547 806	35 347	512 459	1450%
622000	Rémunérations d'intermédiaires	8 459 566	13 214 768	-4 755 202	-36%
622900	PROVISION SUR HONORAIRES	1 450 000	1 450 000	0	0%
623000	PUBLICITE	9 974 193	4 975 626	4 998 567	100%
623001	PARTICIPATION EVENEMENT FOIRE	0	523 000	-523 000	-100%
623100	Echantillons Peintures	135 310	28 564 927	-28 429 617	-100%
623200	Brochures & Divers	0	2 736 883	-2 736 883	-100%
624000	Transports de biens	8 801 490	10 291 951	-1 490 461	-14%
625100	FRAIS DE MISSIONS	0	769 876	-769 876	-100%
625101	DEPLACEMENTS:FRAIS DE VOYAGE	1 397 129	2 994 358	-1 597 229	-53%
625102	DEPLACEMENT: FRAIS DE MISSION	421 474	5 111 850	-4 690 376	-92%
625103	FRAIS DE MISSION PERSONNEL	5 720 185		5 720 185	
625500	RECEPTIONS : FRAIS HEBERGEMENT	8 183 802	17 186 194	-9 002 392	-52%
625600	DEPLACEMENT : AUTRES FRAIS	609 800	6 463 741	-5 853 941	-91%
625700	FRAIS DE RESTAURATIONS	1 697 683		1 697 683	
626000	POSTE, TELEGRAPHE, TELEPHONE	13 082	2 317 694	-2 304 612	-99%
626100	TELEPHONE GSM POST PAYED	1 405 022	1 590 788	-185 765	-12%
626101	CARTE DE RECHARGE GSM	16 000		16 000	
626500	ABONNEMENT INTERNET	788 000	4 134 263	-3 346 263	-81%
627000	FRAIS DE BANQUE ET DE RECOUVR.	2 934 753	3 037 579	-102 826	-3%
627800	PROVISIONS FRAIS DE BANQUE	0	5 526 339	-5 526 339	-100%
628000	COTISATIONS ET DONS	1 710	57 257 473	-57 255 763	-100%
628300	FRAIS D'ABONNEMENT & CONSULT	56 047	109 840	-53 793	-49%
628400	FRAIS MEDICAux	39 200	136 369	-97 169	-71%
628500	FRAIS DIVERS	0	32 170	-32 170	-100%
VD-1 Services extérieurs et autres consommations	Subtotal	116 226 035	235 680 656	-119 454 621	-51%
681000	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	17 638 488	12 487 763	5 150 725	41%
685800	Dotations aux prov Stocks	84 037 882	39 192 633	44 845 249	114%
685810	Dotations aux prov clients	89 679 455	50 442 079	39 237 376	78%
685820	PROVISIONS TVA SUR ACHAT	0	39 873 139	-39 873 139	-100%
685830	PROVISION CREANCES INTERCOMPANY	6 029 317		6 029 317	
685840	PROVISIONS CREANCES INTERCO	0	6 029 317	-6 029 317	-100%
685850	PROVISIONS ACCREDITIFS	55 635 782	55 635 782	0	0%
685860	PROVISIONS DEPENSES EN ATTENTE D'IMPU	0	952 923	-952 923	-100%
VD-2 Dotations aux amort., provisions et pertes de valeur	Total	253 020 924	204 613 636	48 407 288	24%
785000	REPRISE D'EXPLOITATION S/PERTE	-201 370 752	-130 414 655	-70 956 097	54%
VD-3 Reprises sur pertes de valeur et provisions	Total	-201 370 752	-130 414 655	-70 956 097	54%
VD-TOTAL	TOTAL	167 876 207	309 879 637	-142 003 430	-46%

Annexe 12

Compte	Libellé	CY	LY	Variation	Variation en %
511101	صندوق شيكات و اوراق قبض - الجديد	3 262 470 398	1 047 770 659	2 214 699 739	211%
511103	اوراق قبض وشيكات صندوق حديدي - الجديد	9 167 462	66 456 249	-57 288 787	-86%
511200	شيكات برسم التحصيل - الجديد	146 581 279	129 111 914	17 469 365	14%
511201	كمبيالات برسم الخصم بنك العربي - الجديد	3 156 380 173	4 611 987 692	-1 455 607 519	-32%
511202	كمبيالات برسم التحصيل بنك بدر - الجديد	2 500 000	2 500 000	0	0%
511207	كمبيالات برسم الخصم بنك SGB- الجديد	3 000 377 496	3 739 343 099	-738 965 603	-20%
511209	كمبيالات برسم التحصيل بنك العربي- الجديد	89 167 049	111 205 062	-22 038 013	-20%
511210	كمبيالات برسم الخصم ناتكسيس	275 059 680		275 059 680	
512011	البنك العربي 2/500	384 074 605	97 212 420	286 862 185	295%
512040	بنك بدر	26 121 299	681 268	25 440 031	3734%
512060	بنك فرنسبنك	47 140 302	4 685 665	42 454 638	906%
512081	البنك العربي 2/503	2	0	2	1818182%
512091	البنك العربي 2/504	60 000		60 000	
512095	بنك المؤسسة العربية المصرفية	1 460 044	1 857 908	-397 863	-21%
512120	سي تي بنك	1 869 708	1 869 708	0	0%
512201	البنك العربي 505/2	0	0	0	0%
512300	NATIXIS BANK	17 450 995		17 450 995	
530010	صندوق النقدية	1 753 566	761 851	991 715	130%
540000	ذمم موظفين	14 883 412	34 965 951	-20 082 539	-57%
540200	مؤونات بنكية 10 بالمية	21 698 126	114 364 984	-92 666 858	-81%
C-1 Trésorerie	Total	10 458 215 596	9 964 774 430	493 441 165	5%
590000	خسائر القيمة عن الأصول المالية الجارية	-9 830 966		-9 830 966	

C-2 Trésorerie [Dépréciations]	Total	-9 830 966	0	-9 830 966	
C-TOTAL	TOTAL	10 448 384 630	9 964 774 430	483 610 199	5%

Annexe N° 13

Annexe N°6

De quelles normes vous inspirez-vous dans vos travaux ?	Comment assurez-vous la qualité au sein de votre cabinet ?	Comment traitez-vous les risques sur la qualité dans votre cabinet ?	Parlez-nous de votre état de lieu.	Quelque chose à rajouter ?
Normes ISA	Séparation des tâches, supervision et rotation des équipes	Cartographie des risques et moyens à mettre en place pour palier aux risques	Stable	J'invite les cabinets à d'auto critiquer
NAA 350, 220, 200	Contrôle procédure	En les minimisant	Peu améliorer	Mise en œuvre du système de contrôle qualité
300/ 510/ 700/210	La formation du personnel qualifié / méthodes de travail informatisés adéquates /le contrôle	Le contrôle continue	Nous voulions arrivé à une qualité excellente mais étant donné le niveau de formation des demandeurs sur le marché du travail et le laxisme généralisé rajouter à cela l'instabilité dans la réglementation. c'est très difficile	
500	La rigueur	Formation	En formation continue	Bonne chance
Toutes	Une veille sur l'ensemble des missions en cours des revues indépendantes avant émission d'une opinion afin d'assurer le respect des règles qualité	Revue périodiques des dossiers avec point important avant toute signature d'opinion	N.A	N.A
Normes NAA et norme IAS et IFRS	Par la vérification de l'application des normes au sein	Le traitement se fait par l'identification des risques et	cabinet ouvert depuis 1976 en qualité de comptable agréé	

	du cabinet	ensuite apporter des solutions adéquates	et depuis 1994 en qualité d'expert-comptable et commissaire au compte Clientèle composée de privés pour la comptabilité Et la certification des comptes ,et expertise des comptes et contrôle légal pour le secteur public, Et expertise judiciaire pour la justice.	
Normes NAA et normes internationale IAS IFRS	Par la vérification de l'application des normes	Commencez d'abord par identifier la nature des risques et apporter des solutions appropriées	Cabinet ouvert depuis 1976 en qualité de comptable agréé par le ministère des finances ensuite depuis 1994 à ce jour en qualité d'expert-comptable diplômé par l'état et commissaire au compte et depuis 1979 à ce jour en qualité d'expert judiciaire	

Table des matières

Introduction générale	1
Chapitre I : Cadre conceptuel de l'audit	3
Section 01 : Notions de bases de l'audit	4
1 Définition de l'audit.....	4
1.1 L'audit interne :	5
1.2 L'audit externe :	5
1.3 L'audit des tiers :	7
1.4 Autres dénominations d'audits :	7
1.4.1 L'audit commun :	7
1.4.2 L'audit QSE intégrés :	7
2 Rôles et objectifs de l'audit :	7
2.1 La vérification des comptes et relevés :	8
2.2 La validation des politiques comptables :	8
2.3 La détection des fraudes et des erreurs :	8
2.4 L'amélioration des processus commerciaux :	8
2.5 L'assurance aux investisseurs :	9
2.6 La vérification des actifs et des passifs :	9
3 Les assertions d'audit :	9
3.1 Définition :	9
3.2 Le rôle de l'auditeur :	10
3.3 Les assertions de l'audit :	11
4 L'approche d'audit par les risques.....	13
4.1 Définition du risque d'audit.....	13
4.2 Les types des risques d'audit.....	14
4.2.1 Le risque lié au contrôle interne.....	14
4.2.2 Le risque inhérent.....	15
4.2.3 Le risque de non détection.....	16
5 Les types de l'audit.....	17
5.1 L'audit financier.....	17
5.1.1 Définition.....	17
5.1.2 L'objectif de l'audit financier.....	17
5.2 L'audit opérationnel.....	17

5.2.1	Définition.....	17
5.3	L'audit organisationnel.....	18
5.3.1	Définition.....	18
5.3.2	La réalisation d'un audit organisationnel.....	18
5.3.3	Les étapes d'un audit organisationnel :	18
Section 02 : Les normes		
	d'audit.....	20
1	Les normes internationales d'audit (ISA)	20
1.1	L'évolution de la norme ISA :	21
1.2	Les nouvelles propositions de réforme de l'IFAC.....	22
1.3	Les normes générales.....	23
1.3.1	L'indépendance	23
1.3.2	La compétence.....	23
1.3.3	Le contrôle qualité.....	23
1.3.4	Le secret professionnel.....	24
1.4	Les normes de travail.....	24
1.4.1	Orientation et planification de la mission.....	24
1.4.2	Appréciation du contrôle interne	24
1.4.3	L'obtention des éléments probants.....	25
1.4.4	La délégation et supervision.....	25
1.4.5	La documentation des travaux.....	25
1.5	Les normes des rapports	26
2	Les normes d'audit algériennes (NAA)	26
2.1	Le contenu des normes NAA élaborées ce jour là.....	27
2.1.1	NAA 210 : Accord sur les termes des missions d'audit.....	27
2.1.2	NAA 550 : Confirmation externes	27
2.1.3	NAA560 : Evènements postérieurs à la clôture	27
2.1.4	NAA 580 : Déclarations écrites.....	28
2.1.5	NAA 520 : Procédures analytiques	28
2.1.6	NAA 570 : Continuité de l'exploitation.....	29
2.1.7	NAA 610 : Utilisation des travaux des auditeurs internes	29
2.1.8	NAA 620 : Utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur.....	29
2.1.9	NAA 500 : Eléments probants.....	30
2.1.10	NAA 300 : Planification d'un audit d'état financier	30
2.1.11	NAA 510 : Missions d'audit initiales - Soldes d'ouverture	30

2.1.12	NAA 700 : Fondement de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers ..	31
3	La norme internationale du management de la qualité (ISQM).....	31
3.1	Un retour sur ISQM :	31
3.2	Les points les plus importants de la norme ISQM1	33
3.3	Le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB).....	33
3.4	Les objectifs de la norme	34
3.4.1	Le Résumé des commentaires reçus sur l'exposition	35
3.4.2	Décisions de l'IAASB.....	35
3.5	Les composants et la structure de la norme	35
3.5.1	Le résumé des commentaires reçus sur l'exposition.....	36
3.5.2	Les décisions de l'IAASB.....	36
4	Le champ d'application de la norme	37
	Section 03 : La démarche	
	d'audit.....	39
1	Phase de préparation	39
1.1	La connaissance générale de l'entreprise :	40
1.2	La décomposition du sujet de la mission.....	40
1.3	La prise de conscience des risques	42
2	Phase de réalisation.....	42
2.1	Le contrôle interne	43
2.2	Les objectifs du plan de réalisation	43
2.3	Les étapes du plan de réalisation	44
2.3.1	La réunion d'ouverture	44
2.3.2	Le programme de travail	45
2.3.3	Le questionnaire de contrôle interne	45
2.3.4	Le travail sur terrain	46
2.3.5	La FRAP.....	47
3	Phase de clôture	48
3.1	La réunion de clôture	48
3.2	Le rapport d'audit final.....	49
3.3	Les principes généraux du rapport d'audit	50
3.4	Le plan d'action	50

Chapitre II : Management de la	
qualité.....	54
Section 01 : Les principes de	
base.....	55
1 La définition et les rôles de la qualité	55
1.1 La définition de la qualité	55
1.2 Les rôles de la qualité	56
2 Les concepts fondamentaux de la qualité.....	56
3 Les méthodes et les outils de la qualité	59
3.1 Les cercles de la qualité	59
3.2 Les outils de la qualité	61
Section 02 : Système de management de la qualité.....	64
1 Définition et objectifs du système de management de la qualité	64
1.1 La définition du système de management de la qualité	64
1.2 Les objectifs du système de management de la qualité	65
2 Les principes du système de management de la qualité.....	66
3 La mise en place d'un système de management de la qualité.....	68
3.1 L'évaluation	68
3.2 La planification	68
3.3 La mise à jour.....	69
3.4 L'implantation.....	69
3.5 L'amélioration continue.....	69
3.6 L'audit du SQM.....	69
4 La mise en place d'une norme qualité au sein du cabinet.....	70
4.1 Rôle de la direction du cabinet.....	70
4.1.1 Ressources humaines	71
4.1.2 Moyens matériels.....	71
Section 03 : L'audit qualité	
.....	73
1 La définition et les objectifs de l'audit qualité.....	73
1.1 La définition de l'audit qualité.....	73
1.1.1 La qualité du mandat	73
1.2 Les auditeurs de la qualité.....	74
1.3 Les influences sur l'audit qualité	75

2	La contribution des normes IAASB dans l'audit qualité	76
2.1.1	Les éléments principaux pour la création d'un environnement pour l'audit qualité.....	79
3	Le diagnostic d'un audit qualité	81
3.1	Plan type d'audit qualité	81
3.2	Questionnaire audit qualité	81
3.3	Les caractéristiques d'un bon audit.....	82
3.4	Les spécificités d'un diagnostic qualité	82
3.5	La différence entre diagnostic qualité, audit interne et audit externe	82
3.6	Les étapes du déroulement d'un diagnostic qualité	83
3.7	Les étapes d'un diagnostic qualité	83
3.8	Question relative au diagnostic.....	84
	Chapitre III : Etude sur le management de la qualité au sein de EY.....	86
	Section 01 : Présentation du lieu de stage EY Algérie.....	87
1	Présentation de EY International.....	87
2	Présentation de EY Algérie	87
2.1	Pôle administratif et financier	88
2.1.1	Les attributions du service de secrétariat.....	88
2.1.2	Les attributions du service de ressources humaines	88
2.1.3	Les attributions du service de comptabilité	88
2.1.4	Les attributions du service IT	88
2.2	Pôle Advisory.....	89
2.3	Pôle Fiscalité (FSO).....	89
2.4	Pôle Audit	89
2.5	Pole ACP.....	90
2.6	Pôle Taxe et Fraude	90
3	L'organigramme de EY Algérie.....	90
4	Progression hiérarchique au sein de EY Algérie.....	91
	Section 02 : La méthodologie EY.....	93
1	Les flux de transactions.....	93
2	Les assertions des états financiers.....	94
3	Les liens entre les comptes, les assertions, les WCGW et les contrôles	95

4	Le modèle de processus de EY	96
5	Le modèle de risque d'audit de EY	97
6	Les preuves d'audit	97
7	Taille minimale de l'échantillon, tests des contrôles pertinents	98
	Section 03 : Le management de la qualité au sein de EY Algérie.....	99
1	La démarche de réalisation d'une mission d'audit.....	100
1.1	L'organisation de la mission.....	100
1.2	La planification de la mission.....	101
1.3	Evaluation du contrôle interne.....	101
1.4	Clôture des comptes.....	101
1.5	Rédaction du rapport d'audit	102
2	Le contrôle interne	102
2.1	L'évaluation du contrôle interne.....	102
2.1.1	Testing des contrôles	103
3	Etude sur les trois entités sélectionnées	107
3.1	Prise de connaissance des entités et évaluation des risques.....	107
3.1.1	L'entité S	107
3.1.2	L'entité J.....	109
3.1.3	L'entité K.....	110
3.2	L'évaluation des risques	111
3.2.1	Les seuils de chaque entité	111
3.3	L'étude de cas	111
3.3.1	L'entité S	112
3.3.2	L'entité J.....	115
3.3.3	L'entité K.....	117
4	L'interview B2B.....	122
	Conclusion	
	générale.....	126
	Bibliographie.....	127